

COMPAGNIE DE L'OCCIDENT  
POUR LA FINANCE ET L'INDUSTRIE

■ RAPPORT ANNUEL 2015

COMPAGNIE DE L'OCCIDENT  
POUR LA FINANCE ET L'INDUSTRIE

■ RAPPORT ANNUEL 2015

**COFI**

Société anonyme

2, rue de l'Eau • L-1449 Luxembourg

Capital social: EUR 163.300.00,00 entièrement libéré

R.C.S.: Luxembourg B 9539



# SOMMAIRE

<b>Organes de la Société</b> .....	5
<b>Chiffres Clés</b> .....	7
<b>Comptes annuels au 31 décembre 2015</b>	
■ Rapport de gestion .....	8
■ Bilan et compte de profits et pertes .....	10
■ Annexe légale aux comptes annuels .....	14
■ Rapport du réviseur d'entreprises agréé .....	22
<b>États financiers consolidés au 31 décembre 2015</b>	
■ Rapport de gestion consolidé .....	25
■ Organigramme du Groupe .....	32
■ Rapport sur les filiales et les principales participations du Groupe .....	34
■ État consolidé de la situation financière .....	40
■ État consolidé du résultat global .....	42
■ Tableau des flux de trésorerie consolidé .....	44
■ État consolidé des variations des capitaux propres .....	46
■ Notes aux états financiers consolidés .....	48
■ Rapport du réviseur d'entreprises agréé .....	124
<b>Rapport sur la gouvernance de COFI durant l'exercice 2015</b> .....	126
<b>Résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle du 15 juin 2016</b> .....	130



ORGANES DE LA SOCIÉTÉ
-----------------------

**CONSEIL D'ADMINISTRATION****Président**Frédéric Wagner <sup>(1), (2), (3), (4)</sup>**Vice-Président**Massimo Trbaldo Togna <sup>(1), (4)</sup>**Administrateurs**Jean Bodoni <sup>(3)</sup>Americo Bortuzzo <sup>(1), (2)</sup>Robert Hoffmann <sup>(1)</sup>Jean Noël Lequeue <sup>(1), (2), (4)</sup>Bruno Panigadi <sup>(3)</sup>**Secrétaire**

Bruno Panigadi

**RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ**BDO Audit  
Luxembourg

(1) Comité nominations & rémunérations  
(2) Comité d'audit & compliance  
(3) Comité de direction  
(4) Comité de stratégie bancaire



CHIFFRES CLÉS
---------------

**États financiers individuels**

en milliers de EUR		31/12/2015	31/12/2014
Fonds propres (y inclus le résultat)		230.047	225.834
Total du bilan		233.601	228.563
Total des immobilisations financières		186.001	186.364
Profit net		14.124	13.069
Dividende brut par action	EUR	0,51	0,51
Dividende net par action	EUR	0,4335	0,4335
Actions en circulation	N°	19.434.054	19.434.054
Dividende brut total	EUR	9.911.367,54	9.911.367,54

**États financiers consolidés**

en milliers de EUR		31/12/2015	31/12/2014
Résultat net consolidé		23.248	25.154
Résultat net consolidé, part du Groupe		23.002	24.935
Fonds propres consolidés, part du Groupe (y inclus le résultat)		447.354	413.444
Intérêts minoritaires		(20)	114
Total du bilan consolidé		4.073.594	3.840.309
Actions émises	n°	20.000.000	20.000.000
Actions détenues par la société	n°	565.946	565.946
Actions en circulation à la fin de l'exercice	n°	19.434.054	19.434.054
Moyenne pondérée des actions en circulation pour l'exercice	n°	19.434.054	19.457.793
Valeur estimée par action <sup>(1)</sup>	EUR	23,02	21,25
Bénéfice net par action <sup>(2)</sup>	EUR	1,18	1,28

(1) La valeur estimée correspond au montant des Fonds propres consolidés, part du Groupe divisé par la moyenne pondérée des actions en circulation.

(2) Le bénéfice net par action correspond au montant du résultat net consolidé, part du Groupe, divisé par la moyenne pondérée des actions en circulation.

## RAPPORT DE GESTION

au 31 décembre 2015

En date du 13 février 2015, les actionnaires de COFI se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au cours de laquelle il a été décidé la transformation des actions au porteur en actions nominatives.

L'exercice 2015 clôture avec un profit net de EUR 14.124.027,07 (2014 : EUR 13.068.530,88), en progression d'environ 8 % et dont les principaux éléments sont les suivants :

- dividendes provenant d'entreprises liées pour un montant de EUR 14.443.923,39 (2014 : EUR 11.488.131,53) et ceux provenant d'autres participations pour EUR 130.901,56 (2014 : néant) ;
- provisions sur des immobilisations financières, nettes de reprise de provisions, pour un montant de EUR 500.000,00 ;
- profit net d'opérations sur titres et autres valeurs mobilières pour un montant de EUR 550.778,20 (2014 : EUR 1.399.973,41) ;
- profit net des transactions en devises étrangères pour un montant de EUR 713.954,59 (2014 : EUR 1.864.510,19).

Par rapport à l'année précédente, la réduction des résultats sur titres et sur les opérations en devises étrangères est due à la diminution du volume de transactions au cours de l'année en cours.

Au 31 décembre 2015, le total des fonds propres s'élève à EUR 230.046.501,67 (2014 : EUR 225.833.842,14) y inclus le résultat de l'exercice.

Le total des immobilisations financières, net de corrections de valeur, s'élève à EUR 186.001.169,61 (2014 : EUR 186.363.969,61) ; les variations durant la période sous revue sont les suivantes :

- achat de 1,5% d'actions *Cassa Lombarda SpA* au prix de EUR 2.008.200,00, dans le cadre d'une option ;
- remboursement par *Dorfina SA* de l'avance actionnaires pour un montant de EUR 1.800.000,00 ;
- distribution par *Heptagon Investment Ltd* d'une partie de la prime d'émission ; COFI a encaissé la contre-valeur de EUR 71.000,00 ;
- correction de valeur pour un montant de EUR 1.000.000,00 sur la filiale *Bulk Malta Limited* ;
- reprises de la correction de valeur de EUR 500.000,00 enregistrée sur la filiale *Sartoria Saint Andrews Milano SpA*.

Suite à la souscription dans un nouveau fonds d'investissement et aux montants encore à payer relatifs aux souscriptions faites au cours des exercices précédents, COFI est engagée à verser le montant de EUR 939.677,06 au 31 décembre 2015 (31.12.2014 : EUR 650.047,00).

COFI est également engagée pour un montant de EUR 1.378.800,00 (31.12.2014 : EUR 3.447.000,00) concernant l'option d'achat portant sur 1% du capital social de *Cassa Lombarda* ; cette option peut être exercée jusqu'au 30 juin 2016.

Au cours de l'exercice et jusqu'à ce jour, la Société n'a pas acheté de nouvelles actions propres. Au 31 décembre 2015, COFI détient 565.946 de ses propres actions.

En mars 2016, COFI comme les autres actionnaires de *Sartoria Saint Andrews Milano SpA* a vendu à l'administrateur délégué de cette participation une partie des actions détenues afin de s'assurer sa fidélité à long terme. Tous les actionnaires étant d'accord, les actions ont été vendues à leur valeur nominale. Pour COFI, cela a entraîné une perte effective de EUR 231.537,23.

Le Conseil d'Administration continuera à analyser les différentes opportunités qui lui seront offertes afin d'optimiser la rentabilité du Groupe sans perdre de vue la protection nécessaire des actifs contre tout risque d'érosion monétaire.

## RAPPORT DE GESTION AU 31 DÉCEMBRE 2015

Nous vous proposons de répartir le bénéfice net comme suit:

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Bénéfice de l'exercice	14.124.027,07	13.068.530,88
Résultats reportés	33.748.539,14	31.291.375,80
<b>Montant disponible</b>	<b>47.872.566,21</b>	<b>44.359.906,68</b>
Affectation à la réserve légale	(800.000,00)	(700.000,00)
Attribution d'un dividende	(9.911.367,54)	(9.911.367,54)
<b>Report à nouveau</b>	<b>37.161.198,67</b>	<b>33.748.539,14</b>
dividende brut par action	EUR 0,51	0,51
actions en circulation	N° 19.434.054	19.434.054

Si l'Assemblée décide d'adopter ces propositions, le dividende brut s'élèvera à EUR 0,51 par action payable à partir du 20 juin 2016.

Le dividende sera payé aux actionnaires qui sont inscrits dans le registre des actionnaires de la Société, conformément à la décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 13 février 2015.

Les actionnaires qui n'ont pas encore communiqué leurs coordonnées bancaires sont priés de le faire en utilisant le formulaire ad hoc se trouvant sur le site [www.cofi.lu](http://www.cofi.lu), sous la rubrique «Information aux actionnaires».

Les mandats des membres du Conseil d'Administration expirent à la date de l'Assemblée. Nous vous prions donc de bien vouloir désigner les membres du nouveau Conseil d'Administration et de fixer le montant global des émoluments et jetons de présence.

Nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'Administration à racheter des actions de COFI, jusqu'à un montant de EUR 1.661.797,66, au nom et pour compte de la Société et de bien vouloir fixer l'échelle des prix minimum et maximum à l'intérieur de laquelle les actions pourront être rachetées. Cette autorisation expirera à la date de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra pour l'approbation des comptes de l'exercice 2016.

Luxembourg, le 12 mai 2016

pour le Conseil d'Administration



Frédéric Wagner  
Président

BILAN
-------

en EUR	<i>notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
<b>ACTIF</b>			
<b>C. ACTIF IMMOBILISÉ</b>		<b>186.001.169,61</b>	<b>186.363.969,61</b>
<b>III. Immobilisations financières</b>	<b>2.3, 3</b>	<b>186.001.169,61</b>	<b>186.363.969,61</b>
1. Parts dans des entreprises liées	3.1	182.458.700,94	180.450.500,94
2. Créances sur des entreprises liées	2.3, 3.2	72.000,00	1.872.000,00
3. Parts dans des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	3.3	2.186.600,00	1.757.600,00
5. Titres ayant le caractère d'immobilisations	3.4	740.513,91	1.340.513,91
6. Prêts et créances immobilisées	2.3, 3.5	543.354,76	943.354,76
<b>D. ACTIF CIRCULANT</b>		<b>47.600.248,74</b>	<b>42.198.891,18</b>
<b>II. Créances</b>	<b>2.4, 4</b>	<b>371.220,00</b>	<b>185.610,00</b>
4. Autres créances	2.4, 4	371.220,00	185.610,00
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		<i>371.220,00</i>	<i>185.610,00</i>
<b>III. Valeurs mobilières</b>	<b>2.5</b>	<b>14.372.745,94</b>	<b>15.176.218,84</b>
2. Actions propres ou parts propres	5	5.438.202,34	5.438.202,34
3. Autres valeurs mobilières	6	8.934.543,60	9.738.016,50
<b>IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse</b>	<b>7</b>	<b>32.856.282,80</b>	<b>26.837.062,34</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>233.601.418,35</b>	<b>228.562.860,79</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers.

BILAN
-------

en EUR	<i>notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
<b>PASSIF</b>			
<b>A. CAPITAUX PROPRES</b>	<b>8</b>	<b>230.046.501,67</b>	<b>225.833.842,14</b>
<b>I. Capital souscrit</b>	<b>9</b>	<b>163.300.000,00</b>	<b>163.300.000,00</b>
<b>IV. Réserves</b>		<b>18.873.935,46</b>	<b>18.173.935,46</b>
1. Réserve légale	10	6.400.000,00	5.700.000,00
2. Réserve pour actions propres ou parts propres	11	5.438.202,34	5.438.202,34
4. Autres réserves	12	7.035.733,12	7.035.733,12
<b>V. Résultats reportés</b>		<b>33.748.539,14</b>	<b>31.291.375,80</b>
<b>VI. Résultat de l'exercice</b>		<b>14.124.027,07</b>	<b>13.068.530,88</b>
<b>C. PROVISIONS</b>		<b>2.543.417,22</b>	<b>2.265.588,81</b>
1. Provisions pour pensions et obligations similaires	2.6, 13	2.161.617,22	2.079.003,81
2. Provisions pour impôts	2.6, 14	381.800,00	186.585,00
<b>D. DETTES NON SUBORDONNÉES</b>	<b>2.7, 15</b>	<b>1.011.499,46</b>	<b>463.429,84</b>
4. Dettes sur achat et prestations de services		176.267,29	192.280,20
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		176.267,29	192.280,20
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		1.657,09	761,71
<i>b) dettes au titre de la sécurité sociale</i>		1.657,09	761,71
9. Autres dettes		833.575,08	270.387,93
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		833.575,08	270.387,93
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>233.601.418,35</b>	<b>228.562.860,79</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers.

COMPTE DE PROFITS  
ET PERTES

en EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 31/12/2015	01/01/2014 31/12/2014
<b>CHARGES</b>			
1. Consommation de marchandises et de matières premières et consommables		9.567,74	7.951,30
2. Autres charges externes	16	841.911,07	882.179,52
3. Frais de personnel	17	48.508,23	43.305,28
5. Autres charges d'exploitation	18	132.000,00	344.000,00
6. Corrections de valeur et ajustements pour juste valeur sur immobilisations financières	19	1.000.000,00	305.737,66
7. Corrections de valeurs et ajustements de juste valeur sur éléments financiers actif circulant. Moins-values de cessions des valeurs mobilières		389.707,74	67.634,18
8. Intérêts et autres charges financières		24,19	246,59
b) autres intérêts et charges		24,19	246,59
11. Impôts sur le résultat		3.210,00	3.210,00
12. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		232.131,65	211.989,81
13. Profit de l'exercice		14.124.027,07	13.068.530,88
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>16.781.087,69</b>	<b>14.934.785,22</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers.

<p><b>COMPTE DE PROFITS ET PERTES</b></p>
---

en EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 31/12/2015	01/01/2014 31/12/2014
<b>PRODUITS</b>			
<b>5. Autres produits d'exploitation</b>		<b>26.900,79</b>	<b>18.981,00</b>
<b>6. Produits des immobilisations financières</b>	<b>20</b>	<b>15.074.824,95</b>	<b>11.488.131,53</b>
a) provenant d'entreprises liées		14.443.923,39	11.488.131,53
b) autres produits de participations		630.901,56	0,00
<b>7. Produits des éléments financiers de l'actif circulant</b>	<b>21</b>	<b>940.485,94</b>	<b>1.467.607,59</b>
b) autres produits		940.485,94	1.467.607,59
<b>8. Autres intérêts et autres produits financiers</b>	<b>22</b>	<b>738.876,01</b>	<b>1.960.065,10</b>
b) autres intérêts et produits financiers		738.876,01	1.960.065,10
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>16.781.087,69</b>	<b>14.934.785,22</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE LÉGALE AUX  
COMPTES ANNUELS  
au 31 décembre 2015

## 1 GÉNÉRALITÉS

La Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie a été constituée sous la forme d'une société anonyme le 14 avril 1971.

La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières et immobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances ou garanties. La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

La dénomination sociale abrégée COFI, a été déposée comme marque internationale dans les pays suivants: Benelux, Italie, Principauté de Monaco et Suisse.

Depuis sa création, la Société n'a exercé aucune activité commerciale soumise à la TVA.

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

## 2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 2.1. Principes généraux

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

### 2.2. Conversion de devises

Toutes les transactions exprimées dans une devise autre que l'EUR sont enregistrées en EUR au cours de change en vigueur à la date de transaction. L'actif immobilisé exprimé dans une devise autre que l'EUR est converti en EUR au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. À la date de clôture, à l'exception des créances et prêts, l'actif immobilisé reste converti au cours de change historique.

Les avoirs en banque sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et les passifs sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes, les pertes de change non réalisées. Les bénéfices de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation.

### 2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées au prix d'acquisition et peuvent faire l'objet de corrections de valeur, afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui leur est attribuée à la date

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

de clôture du bilan, si les administrateurs jugent que la dépréciation sera durable. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

#### 2.4. Créances

Les créances sont évaluées à la valeur nominale diminuée, le cas échéant, des corrections de valeur devenues nécessaires, afin de les renseigner à leur valeur de réalisation. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

#### 2.5. Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué, le cas échéant, de corrections de valeur lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'achat. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

#### 2.6. Provisions

Les provisions ont pour objet de couvrir des pertes ou des dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à leur date de survenance.

#### 2.7. Dettes non subordonnées

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou, le cas échéant, à leur valeur de remboursement.

### 3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

#### *Variations de l'exercice*

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Valeur d'acquisition au début de l'exercice	207.820.352,46	206.033.281,36
Augmentations au coût d'acquisition	2.008.200,00	2.125.571,10
Diminutions au coût d'acquisition	(1.871.000,00)	(338.500,00)
<b>Valeur d'acquisition à la fin de l'exercice</b>	<b>207.957.552,46</b>	<b>207.820.352,46</b>
Corrections de valeur au début de l'exercice	(21.456.382,85)	(21.222.538,62)
Corrections de valeur de l'exercice	(1.000.000,00)	(305.737,66)
Reprises de corrections de valeur de l'exercice	500.000,00	71.893,43
<b>Corrections de valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>(21.956.382,85)</b>	<b>(21.456.382,85)</b>
<b>Investissement net à la fin de l'exercice</b>	<b>186.001.169,61</b>	<b>186.363.969,61</b>

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

**3.1. Parts dans des entreprises liées***Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital*

	droit de vote en %	devise	Total des fonds propres	Résultat de l'exercice
Buddahrock Pty Ltd, Scone	100,00%	AUD	15.527.300,00	86.446,00
Cassa Lombarda SpA, Milano	64,63%	EUR	87.103.799,00	2.008.145,00
Dorfina SA, Lugano	100,00%	CHF	3.004.089,20	(107.584,25)
Glenbuddah Pty Ltd, Scone	100,00%	AUD	(1.761.495,00)	86.446,00
PKB Privatbank SA, Lugano	100,00%	CHF	302.351.266,17	25.590.548,26
Quintia SpA, Milano	100,00%	EUR	12.015.884,00	(834.120,00)
Shepton Cons & Serv SA, Luxembourg	60,00%	EUR	364.386,73	(83.837,51)
Sonetto Pty Ltd, Sydney	100,00%	AUD	195.243,00	(10.000,00)

Dans le tableau ci-dessus, le total des fonds propres inclut le résultat de l'exercice ; toutes les entreprises ont clôturé les états financiers au 31 décembre 2015 et les données du tableau se réfèrent à cette date.

**3.2. Créances sur des entreprises liées***Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital*

Au 31 décembre 2015, il subsiste une avance de EUR 72.000,00 en faveur de *Shepton Consultadoria & Serviços SA*, Luxembourg.

**3.3. Parts dans des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation***Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital*

	droit de vote en %	devise	Total des fonds propres	Résultat de l'exercice
Heptagon Investment Ltd, Tortola	30,30%	USD	3.476.410,07	65.356,15
Sartoria Saint Andrews Milano Spa	23,64%	EUR	7.321.586,00	1.006.130,00

Dans le tableau ci-dessus, le total des fonds propres inclut le résultat de l'exercice ; toutes les entreprises ont clôturé les états financiers au 31 décembre 2015 et les données du tableau se réfèrent à cette date.

**3.4. Titres ayant le caractère d'immobilisations**

Net de corrections de valeur, COFI détient une participation (10 %) pour un montant de EUR 740.512,91 dans *Bulk Malta Ltd*, Malte et une participation (9,31257 %) pour un montant de EUR 1,00 dans *Euroceanica (UK) Ltd*, Londres.

**3.5. Prêts et créances immobilisées**

Au 31 décembre 2015, net de corrections de valeur, il subsiste une avance de EUR 543.353,76 en faveur de *Bulk Malta Ltd*, Malte et de EUR 1,00 en faveur de *Euroceanica (UK) Ltd*, Londres.

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 4. CRÉANCES

Le montant de EUR 371.220,00 correspond aux acomptes payés à l'Administration des Contributions Directes (ACD). En considérant les provisions pour impôts de EUR 381.800,00 au passif du bilan, il subsiste une dette vis-à-vis de l'ACD de EUR 10.580,00.

## 5. ACTIONS PROPRES OU PARTS PROPRES

Au cours de l'exercice et jusqu'à ce jour, la Société n'a pas acheté de nouvelles actions propres. Au 31 décembre 2015, COFI détient 565.946 de ses propres actions.

## 6. AUTRES VALEURS MOBILIÈRES

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Actions	933.387,02	440.726,51
Fonds d'investissements	7.359.491,00	8.355.711,95
Obligations	636.843,09	936.519,09
Intérêts courus sur obligations	4.822,49	5.058,95
<b>TOTAL</b>	<b>8.934.543,60</b>	<b>9.738.016,50</b>

## 7. AVOIRS EN BANQUES, AVOIRS EN COMPTES DE CHÈQUES POSTAUX, CHÈQUES ET ENCAISSE

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Avoirs en banques, comptes à vue	31.194.101,03	25.666.031,13
Avoirs en banques, comptes à préavis	1.632.705,68	1.143.585,66
Avoirs en banques, comptes à terme	26.583,79	26.505,07
Intérêts courus sur les avoirs en banques	2.892,30	940,48
<b>TOTAL</b>	<b>32.856.282,80</b>	<b>26.837.062,34</b>

8. CAPITAUX PROPRES  
*Variations de l'exercice*

en EUR	Capital souscrit	Réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	TOTAL
31 décembre 2014	163.300.000,00	18.173.935,46	31.291.375,80	13.068.530,88	225.833.842,14
affectation du résultat		700.000,00	12.368.530,88	(13.068.530,88)	0,00
attribution d'un dividende			(9.911.367,54)		(9.911.367,54)
résultat de l'exercice				14.124.027,07	14.124.027,07
31 décembre 2015	163.300.000,00	18.873.935,46	33.748.539,14	14.124.027,07	230.046.501,67

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 9. CAPITAL SOUSCRIT

Le *Capital souscrit* se compose de 20 millions d'actions sans valeur nominale.  
Compte tenu des actions propres détenues par la société, 19.434.054 actions sont en circulation.

## 10. RÉSERVE LÉGALE

Il est fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'au moins 5% affectés à la *Réserve légale*. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint 10% du capital social. Le montant affecté à la *Réserve légale* n'est pas distribuable.

## 11. RÉSERVE POUR ACTIONS PROPRES

En application de la loi, la société a doté la *Réserve pour actions propres* du même montant payé pour l'acquisition de ses actions propres.  
Le montant affecté à la *Réserve pour actions propres* n'est pas distribuable.

## 12. AUTRES RÉSERVES

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Autres réserves	5.373.935,46	5.373.935,46
Réserve pour l'acquisition future d'actions propres	1.661.797,66	1.661.797,66
<b>TOTAL</b>	<b>7.035.733,12</b>	<b>7.035.733,12</b>

## 13. PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Les *Provisions pour pensions et obligations similaires* de EUR 2.161.617,22 (31.12.2014 : EUR 2.079.003,81) comprennent les sommes allouées à des salariés du Groupe payables au terme de leur collaboration.

L'augmentation est due à la réévaluation du franc suisse, monnaie dans laquelle sont exprimées les provisions allouées.

## 14. PROVISIONS POUR IMPÔTS

Les *Provisions pour impôts* de EUR 381.800,00 représentent les charges d'impôts estimées par la Société pour les exercices pour lesquels les bulletins d'imposition définitifs n'ont pas encore été reçus. Les avances payées figurent dans le poste *Autres créances* à l'actif du bilan.

## 15. DETTES

Les *Autres dettes*, dont le montant total s'élève à EUR 1.011.499,46 (31.12.2014 : EUR 463.429,84), comprennent un montant de EUR 827.258,25 correspondant aux dividendes délibérés mais non encore payés à la date de clôture.

L'ensemble des dettes a une échéance inférieure à un an.

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 16. AUTRES CHARGES EXTERNES

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Loyers et charges locatives	66.569,14	63.804,20
Sous-traitance, entretiens et réparations	2.288,69	1.778,23
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	726.086,29	784.060,35
Primes d'assurance	1.544,66	1.624,64
Frais de marketing et de communication	26.954,08	23.472,34
Charges externes diverses	18.468,21	7.439,76
<b>TOTAL</b>	<b>841.911,07</b>	<b>882.179,52</b>

## 16.1. Rémunérations d'intermédiaires et honoraires

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Services bancaires et assimilés	110.434,79	122.465,05
Honoraires	577.721,34	627.142,92
Autres rémunérations d'intermédiaires et honoraires	37.930,16	34.452,38
<b>TOTAL</b>	<b>726.086,29</b>	<b>784.060,35</b>

## 17. FRAIS DE PERSONNEL

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Rémunérations des salariés	42.936,69	38.279,67
Charges sociales (part patronale)	5.571,54	5.025,61
<b>TOTAL</b>	<b>48.508,23</b>	<b>43.305,28</b>

Au cours des exercices 2015 et 2014, la Société a employé en moyenne une personne à plein temps.

## 18. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Tantièmes	132.000,00	112.000,00
Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	232.000,00
<b>TOTAL</b>	<b>132.000,00</b>	<b>344.000,00</b>

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 19. CORRECTIONS DE VALEURS ET AJUSTEMENTS POUR JUSTE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Corrections de valeur sur titres ayant le caractère d'immobilisations	600.000,00	3.110,95
Corrections de valeur sur prêts et créances immobilisées	400.000,00	302.626,71
<b>TOTAL</b>	<b>1.000.000,00</b>	<b>305.737,66</b>

Au cours de l'exercice 2015 une correction de valeur a été enregistrée concernant la participation et la créance liée à la filiale *Bulk Malta*, la dépréciation étant jugée durable par le conseil d'administration.

## 20. PRODUITS DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Dividendes provenant d'entreprises liées	14.443.923,39	11.488.131,53
Dividendes provenant d'entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	130.901,56	0,00
Reprises de corrections de valeur sur entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	500.000,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>15.074.824,95</b>	<b>11.488.131,53</b>

## 21. PRODUITS DES ÉLÉMENTS FINANCIERS DE L'ACTIF CIRCULANT

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Reprises corrections de valeur sur valeurs mobilières	873.725,76	0,00
Plus-value de cession de valeurs mobilières	0,00	1.400.138,67
Autres produits de valeurs mobilières	66.760,18	67.468,92
<b>TOTAL</b>	<b>940.485,94</b>	<b>1.467.607,59</b>

## 22. AUTRES INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS

en EUR	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts bancaires et assimilés	24.921,42	23.661,48
Gains de change	713.954,59	1.864.510,19
Reprises sur provisions financières	0,00	71.893,43
<b>TOTAL</b>	<b>738.876,01</b>	<b>1.960.065,10</b>

## ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2015

**23. RÉMUNÉRATIONS, AVANCES ET CRÉDITS ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE**

Au cours de l'exercice 2015, un montant de EUR 132.000,00 (31.12.2014 : EUR 112.000,00) a été alloué aux membres des organes d'administration et de surveillance de la Société.

Aucune avance, aucun crédit, ni aucune garantie n'ont été accordés aux membres des organes d'administration et de surveillance dans la même période.

**24. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Suite à la souscription d'un nouveau fonds d'investissement et aux montants encore à payer pour les fonds souscrits au cours des exercices précédents, COFI est engagée à verser le montant de EUR 939.677,06 (31.12.2014 : EUR 650.047,00).

COFI est également engagée pour un montant de EUR 1.378.800,00 (31.12.2014 : EUR 3.447.000,00) concernant l'option d'achat portant sur 1% du capital social d'une filiale ; cette option peut être exercée jusqu'au 30 juin 2016.

**25. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE**

En mars 2016, COFI comme les autres actionnaires de *Sartoria Saint Andrews Milano SpA* a vendu à l'administrateur délégué de cette société une partie des actions détenues afin de s'assurer sa fidélité à long terme. Tous les actionnaires étant d'accord, les actions ont été vendues à leur valeur nominale. Pour COFI, cela a entraîné la constatation d'une moins-value de cession de EUR 231.537,23.

**26. COMPTES CONSOLIDÉS (LOI DU 11 JUILLET 1988 AMENDÉE)**

Conformément à l'article 309 et suivants de la susdite loi, COFI établit des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé.



Tel. +352 45 123-1  
www.bdo.lu

1, rue Jean Piret  
Boîte Postale 351  
L-2013 Luxembourg

## RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Aux Actionnaires de  
Compagnie de l'Occident pour  
la Finance et l'Industrie S.A.  
2, rue de l'Eau  
L-1449 Luxembourg

### Rapport sur les comptes annuels

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

#### *Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels*

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

BDO Audit, Société Anonyme  
R.C.S. Luxembourg B 147.570  
TVA LU 23425810

BDO Audit, a *société anonyme* incorporated in Luxembourg, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms. BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.



Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*Opinion*

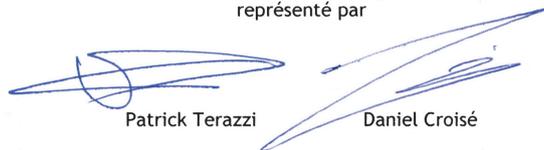
A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

**Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires**

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Luxembourg, le 31 mai 2016

BDO Audit  
Cabinet de révision agréé  
représenté par



Patrick Terazzi Daniel Croisé

BDO Audit, Société Anonyme  
R.C.S. Luxembourg B 147.570  
TVA LU 23425810

BDO Audit, a *société anonyme* incorporated in Luxembourg, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms. BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.

ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS  
au 31 décembre 2015

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2015

### NORME IFRS

La Société publie depuis 2005 les états financiers consolidés selon les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

### COMPTE-RENDU DES ACTIVITÉS

L'exercice 2015 a clôturé avec un profit net consolidé de EUR 23,2 millions (2014 : EUR 25,2 millions), en régression de 7,7 %, dont la part du Groupe est de EUR 23 millions (2014 : EUR 24,9 millions) et la part attribuable aux minoritaires est de EUR 0,2 million (2014 : EUR 0,2 million).

La cession de la filiale à Antigua de la part de *PKB Privatbank SA*, Lugano a contribué de manière significative au résultat de l'exercice; le résultat net directement imputable à cette cession s'élève à EUR 10,1 millions.

La contribution des banques faisant partie du Groupe n'a pas atteint les très bons résultats obtenus au cours des exercices précédents, qui restent cependant comparables à ceux des exercices antérieurs à l'exercice 2014.

Malgré les bons résultats des activités ordinaires, le Groupe a subi une contraction du résultat notamment liée à une augmentation d'environ 15% des charges générales d'exploitation et des corrections de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles.

Par rapport à l'exercice précédent, les principales variations sont les suivantes :

- augmentation de EUR 2,5 millions (+8,5 %) sur la marge d'intérêts ;
- diminution de EUR 0,9 million (-9 %) du résultat sur le portefeuille titres ;
- augmentation de EUR 1,4 million (+1,3 %) sur la marge des commissions ;
- augmentation de EUR 1 million (+7,8 %) des autres produits d'exploitation ;
- augmentation de EUR 14,6 millions (+13,4 %) des charges générales ;
- augmentation de EUR 3,7 millions (+34,4 %) des corrections de valeur sur les actifs corporels et incorporels ;
- diminution du coût du risque de EUR 0,5 million (-5,6 %).

Les fonds propres, part du Groupe y compris le résultat de la période, s'élèvent à EUR 447,4 millions (2014 : EUR 413,4 millions). La réserve pour l'écart de conversion a contribué pour EUR 26,7 millions à cette forte augmentation des fonds propres ; cette différence de conversion a été créée pour prendre en compte l'appréciation du franc suisse qui, en janvier 2015, a abandonné le seuil minimum de taux de change.

Le total du bilan s'élève à EUR 4.074 millions (2014 : EUR 3.840 millions).

L'activité de *private banking* est en constante transformation notamment suite à la mise en place de nouvelles dispositions sur l'échange d'informations entre les autorités fiscales internationales.

Les banques du Groupe poursuivent le développement et l'amélioration des services offerts à la clientèle, malgré la conjoncture peu favorable. Les actifs sous gestion sont en diminution, de EUR 14,6 milliards au 31 décembre 2014, à un total de EUR 13,6 milliards au 31 décembre 2015, en baisse de 6,9 %. La vente par *PKB Privatbank SA*, Lugano de 100% des actions de la filiale *PKB Privatbank Ltd*, Antigua, a déterminée l'impact le plus important sur la variation de la masse de la clientèle en gestion d'environ EUR 1,3 milliard.

Outre l'activité bancaire, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans le secteur immobilier en Europe, Australie et aux États-Unis. La valeur de marché des immeubles de placement est

## RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

de EUR 97,9 millions (2014 : EUR 85,5 millions) et les revenus nets provenant de la location de ces immeubles de EUR 3,2 millions (2014 : EUR 2,8 millions). La valeur comptable des immeubles d'exploitation de EUR 56,7 millions (2014 : EUR 53,4 millions) comprend notamment des terrains situés en Australie et en Nouvelle Zélande. La valeur de marché de ces terrains se maintient à des niveaux supérieurs aux prix d'acquisition.

### ACTIONS PROPRES

Au cours de l'exercice 2015 et jusqu'à ce jour, la Société n'a acheté aucune nouvelle action propre. Au 31 décembre 2015, COFI détenait 565.946 de ses propres actions. Tel que précisé dans la Note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés, en conformité avec les normes IFRS, les actions propres détenues ont été déduites des capitaux propres.

### GESTION DES RISQUES

La politique de gestion des risques, examinée chaque année par le Conseil d'Administration du Groupe, constitue la base du processus de gestion du risque. A celle-ci est liée une structure de limites, définie pour chaque catégorie déterminée de risque.

Au cours de l'exercice, la gestion des risques au sein du Groupe COFI a connu d'importants développements au niveau de ses activités bancaires.

Outre la surveillance consolidée exercée par la Banca d'Italia suivant les normes et règles européennes, les filiales bancaires du Groupe COFI sont soumises à une surveillance bancaire consolidée par la FINMA, autorité suisse en matière de surveillance du secteur financier et d'assurance.

Afin de répondre aux exigences en matière de surveillance Consolidée et en complément des mesures adoptées aux cours des années précédentes, les mesures suivantes ont été implémentées :

- mise à jour du «Règlement relatif à la surveillance consolidée du groupe COFI (*Banking & Finance*)», au sein duquel sont regroupées les activités bancaires du Groupe COFI en l'occurrence PKB Privatbank SA, PKB Banca Privada SA, et Cassa Lombarda SpA, ainsi que leurs participations ;
- maintien, au niveau du Groupe COFI (*Banking & Finance*), d'un *Comité d'audit & compliance* ayant pour mission de consolider l'ensemble des risques toutes catégories confondues (risques de crédit, de marché, de réputation, risques opérationnels, etc.) et d'assurer le reporting vis-à-vis des instances de surveillance ;
- pour ce qui concerne la structure et la Gouvernance, le Conseil d'Administration de PKB dispose d'un *Comité d'Audit*, composé de trois membres, tous Administrateurs, dont l'activité principale consiste en la supervision des processus de gestion des risques ;
- adaptation aux nouvelles exigences imposées par Bâle 3 et Mi-FID au sein des différentes entités bancaires du Groupe. Cet effort d'adaptation a eu des répercussions sur la gestion des différentes catégories de risques non seulement au niveau de la vérification des fonds propres mais également à l'égard de la gestion prudentielle des processus et, donc, des sources de risque ;
- renforcement général et mise à niveau des structures de gestion du risque (*Risk Management*), de conformité (*Compliance*) et d'audit interne (*Internal Auditing*) des entités donnant lieu à une amélioration des processus d'identification, de quantification et d'atténuation des risques rattachés à la Direction et au Conseil d'Administration des filiales qui opèrent dans le secteur bancaire.

## RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

Pour les risques énumérés ci-après, il existe un règlement spécifique en matière de gestion, contrôle et surveillance.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations contractuelles entraînant de ce fait une perte pour le créancier. Il se compose du risque de contrepartie, de pays et de concentration. La surveillance des risques de crédit est confiée au Comité des risques et aux Directions générales des entités concernées.

Dans le cadre de l'activité crédit, les Banques du Groupe COFI se sont dotées de procédures et de normes rigoureuses notamment en matière de limites de compétence hiérarchiques et fonctionnelles, d'analyses quantitatives et qualitatives des contreparties ainsi que du principe de séparation des fonctions. Ces mêmes procédures couvrent également l'analyse des garanties fournies ainsi que la capacité du débiteur à honorer la dette.

Les risques résultant des contreparties financières sont suivis par un service spécialement affecté à cette tâche.

Des procédures appropriées ont été mises en place afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts tant en termes de pouvoir de décision que de séparation des fonctions. Afin de garantir à tout moment une vision correcte de leurs expositions respectives à l'égard de chaque client ou groupe de clients liés et, le cas échéant, réviser les lignes de crédit en temps utile, les Banques du groupe COFI disposent de procédures informatisées. Ces procédures permettent le monitoring des données d'identification des clients, leurs relations juridiques et économiques avec d'autres clients, leur exposition totale, les formes techniques donnant lieu à l'exposition, la valeur actualisée des garanties et le total des fonds déposés.

De plus, les Banques du Groupe COFI ont défini des compétences et des missions claires et précises à tous les niveaux, à savoir la sphère commerciale, administration des crédits, gestion du risque, Direction générale, surveillance interne et Conseil d'Administration.

Les services juridiques sont habilités en dernier ressort à entreprendre les actions nécessaires pour administrer les positions présentant des anomalies. Pour remplir cette mission les services juridiques :

- gèrent les comptes pouvant présenter un problème et définissent les actions et mesures les plus appropriées ;
- dirigent l'action de recouvrement des crédits en souffrance.

Les services juridiques rapportent régulièrement aux Directions générales et aux Conseils d'Administration l'état des comptes sous observation.

Le Groupe utilise le concept d'engagement total du débiteur (« total one obligor »). Ainsi, les contreparties liées appartenant à un même groupe sont considérées comme une seule et même contrepartie pour la gestion du risque de crédit. En matière de gestion de la concentration des risques de crédit, la politique de gestion des risques vise un étalement du risque de crédit sur des secteurs et pays différents.

L'atténuation du risque est la technique consistant à réduire le risque de contrepartie par l'obtention de sûretés. Une sûreté est tout engagement contracté ou privilège consenti par une contre-

## RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

partie ou un tiers dont les Banques peuvent se prévaloir en cas de défaillance de la contrepartie de manière à diminuer les pertes sur le prêt, ou tout autre arrangement ou accord ayant un effet similaire. Un prêt ne peut jamais être accordé sur la base des seules sûretés ou couvertures. Les facteurs d'atténuation du risque ne sont considérés que comme une solution accessoire.

### Risque de marché

Le développement de cette activité est encadré par une structure opérationnelle définie par des normes précises et l'attribution de limites par un règlement interne approuvé par les différents Conseils d'Administration. La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques. Sur le plan opérationnel, la vérification quotidienne du respect des limites se fait par le biais de procédures informatisées.

Les Banques du Groupe COFI sont principalement actives dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique). Elles traitent uniquement les instruments financiers définis dans le règlement relatif aux risques de marché et pour lesquels elles disposent des informations et des connaissances nécessaires. Les positions de négoce sont évaluées quotidiennement à leur valeur de marché.

Les principes du système de surveillance des risques de marché sont les suivants :

- mise en place d'une unité autonome de contrôle du risque;
- participation active du Conseil d'Administration et des Hautes Directions au processus de maîtrise des risques;
- examen, au sein de Cassa Lombarda SpA, des rapports établis par l'unité autonome de contrôle, par des dirigeants d'un niveau hiérarchique disposant d'un pouvoir de décision leur permettant d'imposer des réductions tant au niveau des positions individuelles que de l'exposition globale;
- application, au sein de Cassa Lombarda SpA, du système de mesure du risque parallèlement à des limites internes de négoce et d'exposition;
- application, au sein de PKB Privatbank SA, du système de mesure des limites internes de négoce et d'exposition;
- audit indépendant, réalisé dans le cadre du processus de révision interne.

### Risque de taux d'intérêt

Les entités du groupe COFI (*Banking & Finance*) ont défini une politique en matière de gestion, de contrôle et de surveillance du risque de taux. Cette politique définit le cadre général en matière de gestion et de contrôle du risque de taux, les responsabilités et les compétences des entités concernées ainsi que les limites.

La plupart des positions présentant un risque de taux concernent les crédits lombards, les crédits commerciaux, les investissements financiers et les dépôts des clients.

Le risque de taux est évalué et surveillé essentiellement par le biais des indicateurs d'impact dans l'État consolidé du résultat global et sur la sensibilité des fonds propres (*sensitivity*). L'analyse du bilan par tranches de vie résiduelle révèle une concentration sur les positions classiques de dépôts de la clientèle et d'engagements sur la clientèle à très court terme.

Pour évaluer les risques de taux d'intérêt, PKB Privatbank SA a également recours à deux scénarios de crise inspirés de l'histoire des marchés financiers. Ces deux scénarios se fondent, d'une part, sur un effondrement soudain des taux et, d'autre part, sur une hausse inattendue des taux. Les indicateurs de risque obtenus en appliquant ces deux scénarios révèlent des valeurs très modestes en raison des taux relativement bas de la période actuelle et de la structure des échéances inscrites au

## RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

bilan qui se concentrent sur le court terme.

Le Conseil d'Administration de Cassa Lombarda SpA a réglementé l'activité et fixé des limites opérationnelles liées au montant total pouvant être détenu en portefeuille, à la durée et à la typologie des taux des titres. Ces limites s'expriment également en termes de VaR de capital utilisé et de perte maximale (*stop loss*). Le Conseil d'Administration a également prévu un système de procurations et fixé les modalités pour l'introduction de nouveaux instruments, marchés ou contreparties.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à la structure du bilan qui doit permettre de faire face à tout moment aux besoins opérationnels (risque d'échéance). Il est fortement tributaire des lignes de crédit octroyées par des établissements de crédit tiers (risque de refinancement).

Les Conseils d'Administration des banques du Groupe COFI ont établi des règles fixant les rôles et les limites opérationnelles des fonctions concernées et régissant l'interaction avec les contreparties.

Le service Trésorerie des Banques est chargé de:

- financer les positions d'investissement et les opérations de vente-achat de la Banque, recourant pour ce faire essentiellement aux fonds propres et éventuellement au «Marché interbancaire des Dépôts»;
- gérer les déséquilibres et écarts résultant du métier de banque commerciale;
- assurer le bon fonctionnement de la chambre, des comptes réciproques et du système de paiement;
- s'acquitter enfin des obligations de réserve légale.

Le service Trésorerie des Banques s'occupe également de gérer de manière efficace les flux entrants et sortants de la Banque. En plus des applications de gestion, il existe également des applications spéciales pour le suivi des échéances attendues.

Les dépôts directs chez Cassa Lombarda SpA se maintiennent à un niveau élevé ce qui permet de laisser aux banques, de manière constante, une partie des investissements sous la forme de dépôts *overnight*. Afin de faire face à d'éventuelles périodes de tension, des lignes de crédit sont néanmoins disponibles tant sur le marché interbancaire des dépôts E-Mid que dans le cadre d'accords réciproques.

### Risque opérationnel

Le risque opérationnel regroupe l'ensemble des risques liés aux systèmes, à l'organisation, aux processus et aux personnes.

Les risques opérationnels sont difficiles à quantifier et sont liés, par définition, aux processus opérationnels et à leurs ressources. Dans l'optique d'une réduction des risques opérationnels, les principaux facteurs pris en considération sont:

- *l'organisation et les processus*  
les Banques du Groupe COFI garantissent la bonne exécution des tâches grâce à l'application du principe de la séparation des fonctions, à la définition des responsabilités et à un système de contrôle interne ;
- *les compétences du personnel*  
les Banques du Groupe COFI affichent la volonté de se doter de personnel qualifié en mesure de

## RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

répondre à leur stratégie et susceptible de s'identifier à la culture d'entreprise des Banques. Cette culture imprègne les membres de la Direction et les collaborateurs et se reflète également dans l'approche suivie par le Groupe en matière de maîtrise des risques ;

■ *l'infrastructure et la technologie informatique*

PKB Privatbank SA dispose de compétences internes et externes lui permettant d'assurer le développement et la maintenance de son système informatique.

Cette approche favorise l'intégration du système et permet le traitement automatique des transactions et la mise en œuvre d'un certain nombre de directives et de contrôles. En revanche, la quasi-totalité du système informatique de Cassa Lombarda SpA est externalisée et confiée à Cedacri qui assure un niveau approprié de sécurité tant en termes de reprise après sinistre (*Disaster Recovery*) que de continuité des activités (*Business Continuity*) ainsi que toute l'assistance et la maintenance nécessaires ;

■ *la sécurité*

les sociétés du Groupe COFI ont mis en œuvre des mesures de sécurité spécifiques visant à éviter que des personnes non autorisées puissent accéder aux locaux où sont conservés des documents considérés comme «sensibles». Les Directions générales ont, depuis un certain temps déjà, établi un Plan de continuité général visant à garantir la continuité de leurs activités, comprenant notamment une analyse détaillée des différents scénarios envisagés et des ressources minimales nécessaires pour y faire face.

### Risque juridique

Les Banques du groupe COFI (*Banking & Finance*) exercent leurs activités en accord avec les exigences légales et réglementaires en vigueur dans le secteur bancaire tout en assurant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles à l'égard de la clientèle.

### Risques de réputation et de «compliance»

Le Groupe limite son exposition au risque de réputation (d'image) en investissant de façon constante dans la formation et la sensibilisation du personnel à tous les niveaux, en maintenant une définition claire des processus de travail et des responsabilités et enfin en favorisant la diffusion d'une culture d'entreprise fondée notamment sur l'irréprochabilité et sur des normes déontologiques et professionnelles de premier ordre.

À cet égard, le groupe s'est doté d'une «*Charte des valeurs*» qui a fait l'objet de présentations et de discussions à tous les niveaux dans les différents établissements.

Il dispose d'un service «*Legal & Compliance*» qui couvre toutes les tâches et activités liées à la *compliance*.

Dans le cadre de la réglementation contre le blanchiment d'argent, un système de gestion visant à identifier les relations bancaires pouvant donner lieu à des risques juridiques et de réputation majeurs a également été mis en place.

Après traitement et évaluation sur la base d'une série de facteurs de risque, chaque relation de compte a été classée dans une catégorie appropriée. Les relations présentant un risque potentiellement élevé («*High Risk*» et «*Medium Risk*») ont été signalées aux responsables internes afin de les sensibiliser et les mobiliser davantage. L'installation du programme «*World Check*» chez Cassa Lombarda SpA en vue d'un *screening* automatique périodique complétera le projet conçu et développé dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe COFI (*Banking & Finance*).

## RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

**ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS APRÈS LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE**

En mars 2016, COFI comme les autres actionnaires de *Sartoria Saint Andrews Milano SpA* a vendu à l'administrateur délégué de cette participation une partie des actions détenues afin de s'assurer sa fidélité à long terme. Tous les actionnaires étant d'accord, les actions ont été vendues à leur valeur nominale. Pour COFI, cela a entraîné une perte effective de EUR 231.537,23.

**PERSPECTIVES FUTURES**

Le Conseil d'Administration continuera à analyser les différentes opportunités qui lui seront offertes afin d'optimiser la rentabilité du Groupe et ce, sans perdre de vue la protection nécessaire des actifs contre tout risque d'érosion monétaire.

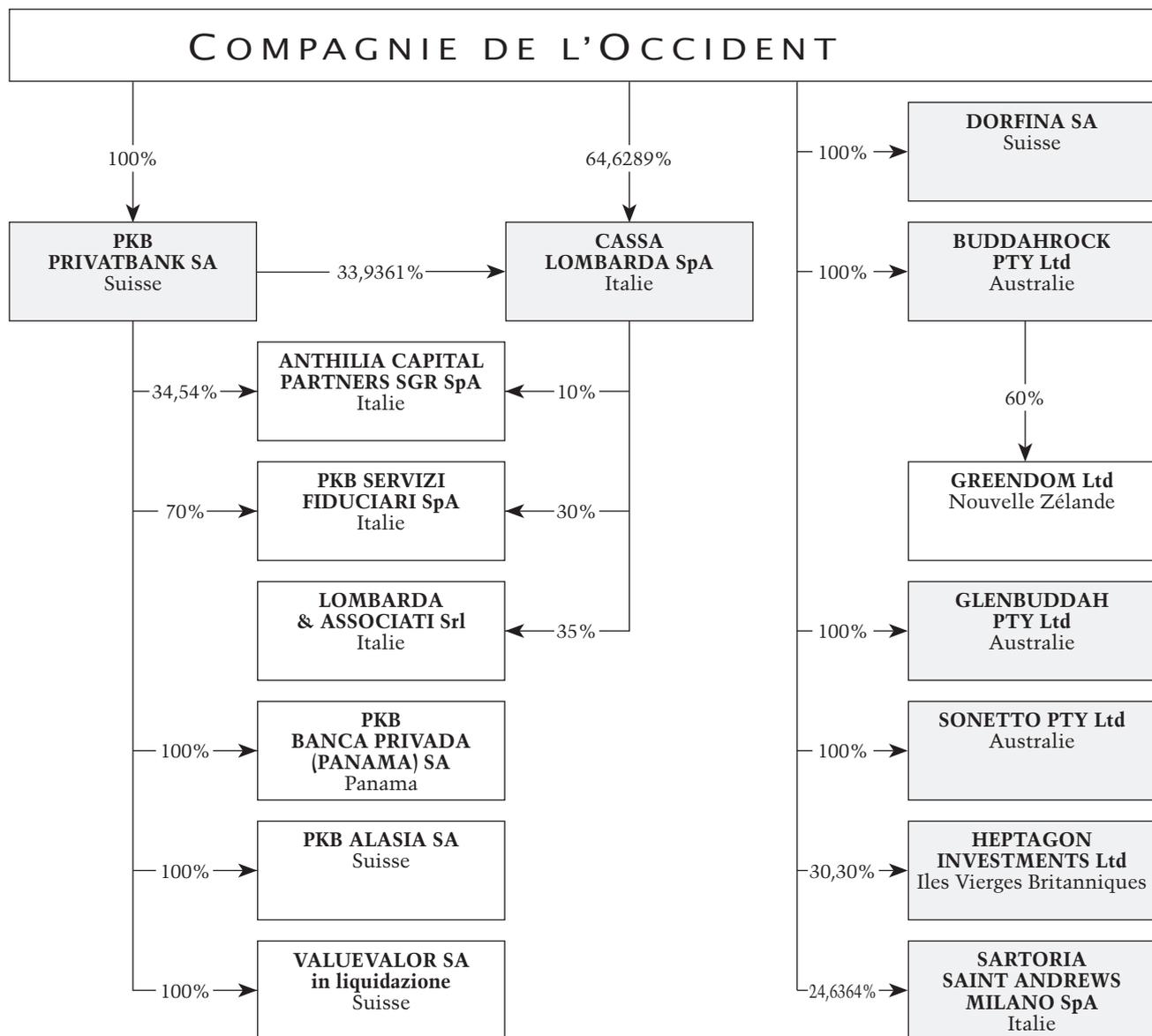
Luxembourg, le 12 mai 2016

pour le Conseil d'Administration



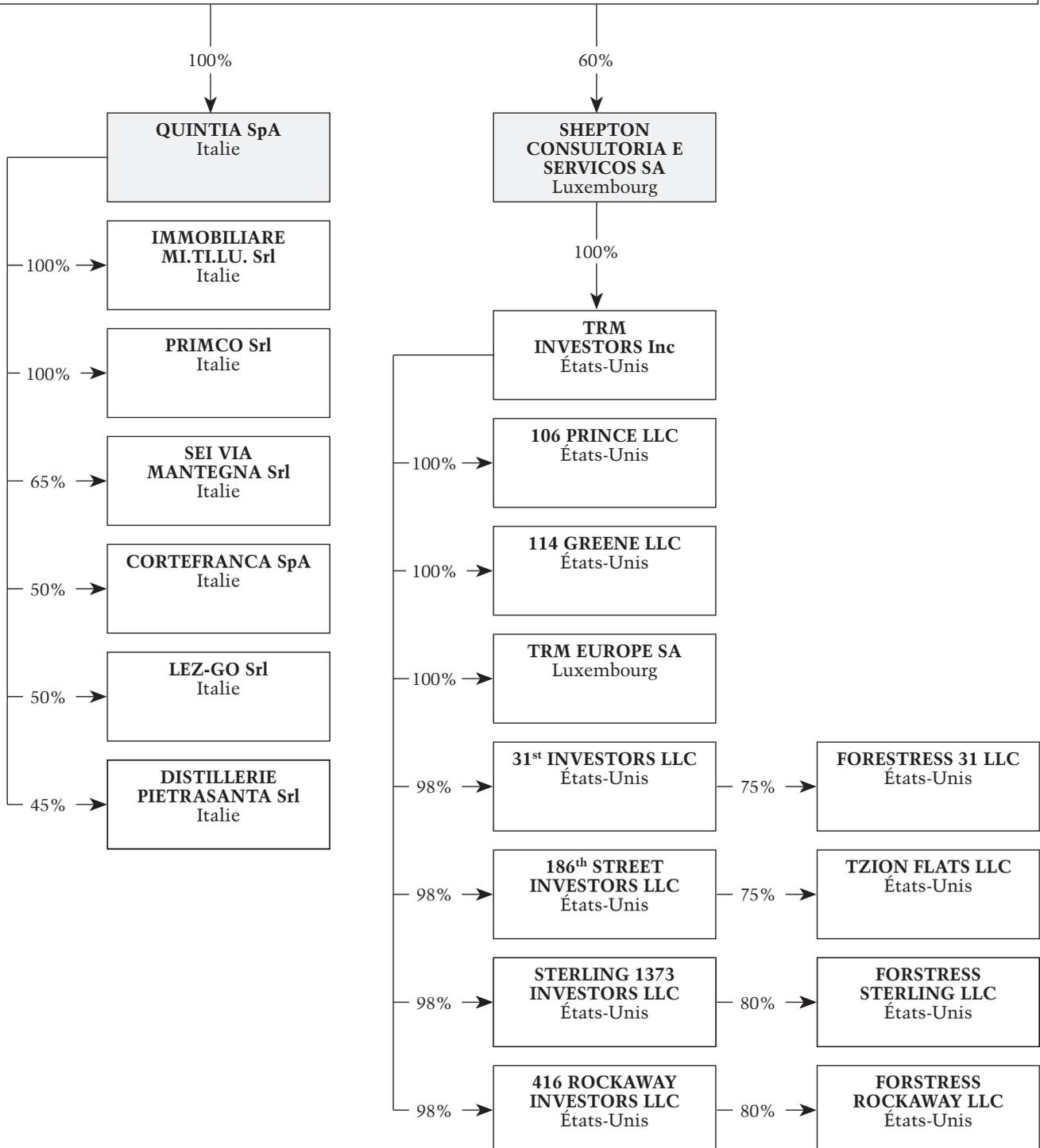
Frédéric Wagner  
Président

**ORGANIGRAMME DU GROUPE**  
 au 31 décembre 2015  
 LIMITÉ AUX SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES (DROITS DE VOTE)



Participations directes

POUR LA FINANCE ET L'INDUSTRIE



RAPPORT SUR LES FILIALES  
ET LES PRINCIPALES  
PARTICIPATIONS DU GROUPE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015

SECTEUR BANCAIRE  
ET FINANCIER

Outre la surveillance consolidée exercée par la Banca d'Italia suivant les normes européennes, les filiales bancaires du Groupe COFI sont soumises à une surveillance bancaire consolidée par FINMA, autorité suisse en matière de surveillance du secteur financier et d'assurance.

## CASSA LOMBARDA SPA, MILAN

(participation du Groupe 98,57 %)

Président du Conseil d'Administration: Massimo Trabaldo Togna, Milan

Réviseur indépendant: Reconta Ernst & Young SpA, Milan

Cassa Lombarda a continué de se focaliser sur le Private Banking, sur la croissance de la masse en gestion, sur la limitation des risques et sur l'amélioration du rendement. La stratégie s'est révélée payante, avec un résultat économique satisfaisant.

L'année a été marquée dans les premiers mois avec des marchés financiers en fluctuation. Dans cette situation d'incertitude Cassa Lombarda clôture son 92<sup>ème</sup> exercice avec un bénéfice net de EUR 2 millions, après la contribution de EUR 0,9 millions au fond interbancaire sur base volontaire, ainsi que la constitution de provisions sur un nombre limité de crédits détériorés pour un montant de EUR 3,4 millions (2014 : EUR 2,9 millions).

Les actifs en gestion s'élèvent à EUR 4,7 milliards, en augmentation d'environ 361 millions d'euros (+8,3 %) par rapport à la fin de 2014, dont deux tiers en raison des entrées et le reste à la performance du marché.

La marge d'intérêts s'élève à EUR 11,5 millions (2014 : EUR 13,6 millions) en diminution de 16%; la marge sur les commissions s'élève à EUR 24 millions (2014: EUR 19,9 millions) en hausse de 20,6%; le résultat d'activités de négoce totalise EUR 7 millions (2014 : EUR 8,1 millions), en diminution de 13,6%.

Le total des fonds propres s'élève à EUR 87,1 millions (2014 : EUR 85,6 millions) ; la variation est due au résultat de l'exercice et à de légères corrections sur la réserve pour titres destinés à la vente.

Le total des exigences minimales des fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle 3 pour atteindre le seuil de 8% est de EUR 43,8 millions et montre donc un excédent d'environ EUR 43 millions (2014 : EUR 43,5 millions). Considérant, en plus du seuil de 8%, un coussin de conservation des fonds propres de 2,5% pour la préservation de la réserve de capital, l'excédent est encore de EUR 29,3 millions.

Le *Total Capital Ratio*, en légère diminution, s'élève à 15,85 % (2014 : 16,33 %).

Au printemps 2016, la banque a ouvert une nouvelle succursale dans un chef-lieu de la Lombardie.

## RAPPORT SUR LES FILIALES ET LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2015

En ce qui concerne la vérification de l'Administration Fiscale relative à certaines opérations menées en 2008 sur des titres négociés sur un marché réglementé, la Banque a fait appel. En date du 6 février 2015 la Commission fiscale de Milan a rendu son verdict sur le recours fait par la Banque en reconnaissant sommairement les motifs de l'Administration fiscale, ce qui a obligé la banque à payer, ce qu'elle a fait au cours du mois d'août 2015. La Banque, sur l'arrêt précité, a fait appel le 25 mai 2015 et est en attente de l'audience. La banque a enregistré à son actif un montant de kEUR 414 relatif au paiement effectué et qu'elle estime pleinement recouvrable, tout en maintenant, par principe de prudence, la provision de kEUR 100 enregistrée au cours de l'exercice précédent afin de couvrir les frais engendrés par cette procédure.

Du 30 novembre 2015 au 4 mars 2016, la Banca d'Italia a effectué une inspection ordinaire ; les résultats de cet audit seront communiqués à la Cassa Lombarda dans les prochaines semaines. L'inspection précédente avait été conclue le 23 décembre 2009.

## PKB PRIVATBANK SA, LUGANO

(participation du Groupe 100 %)

Président du Conseil d'Administration: Henri Peter, Lugano

Président de la Direction Générale: Umberto Trbaldo Togna, Genève

Réviseur indépendant: Ernst & Young SA, Lugano

Pour la banque, l'exercice 2015 a été marqué par l'accomplissement de certains projets mis en place dans les périodes précédentes et en particulier : la migration vers une nouvelle plate-forme informatique développée par un fournisseur externe et la vente en octobre, de la filiale de Antigua (Antilles) à la banque Ansbacher (Bahamas) Ltd de Nassau (Bahamas).

Au cours de l'été, il a également été conclu un accord avec le Département américain de Justice concernant la participation de PKB au programme américain pour les banques suisses et payé une amende de USD 6,3 millions, dont le montant avait été entièrement provisionné dans les exercices précédents.

En ce qui concerne les activités ordinaires, il est à remarquer l'engagement dédié à des clients étrangers dans le cadre de leur participation aux différents programmes de régularisation et les nouvelles mesures prises dans le développement du marché intérieur, Tessin et Suisse romande, et des marchés de l'Amérique latine.

Le résultat net du 58<sup>ème</sup> exercice de PKB Privatbank SA, Lugano, influencé positivement par des éléments exceptionnels liés à la vente de la filiale de Antigua, se monte à CHF 25,6 millions (2014: CHF 22,2 millions), en accroissement de 15 %.

Les données économiques les plus importantes sont les suivantes:

- marge d'intérêts CHF 21,8 millions (2014: CHF 18,6 millions), + 17 %;
- marge des commissions CHF 67,3 millions (2014: CHF 80,4 millions), - 16,3 %;
- résultat d'activités de négoce CHF 13,2 millions (2014: CHF 13,3 millions), -0,8 % ;
- revenus de participations CHF 13,4 millions (2014 : 5 millions), +168 % ;
- total corrections de valeurs et provisions CHF 13 millions (2014 : CHF 17,6 millions) en diminution de 26,1 %.

## RAPPORT SUR LES FILIALES ET LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Au 31 décembre 2015, le total de bilan est de CHF 3,1 milliards (2014 : CHF 3,1 milliards) et les fonds propres sont de CHF 350,7 millions (2014 : CHF 338,1 millions), réserve pour risques bancaires généraux inclus.

Le *Tier 1 capital ratio* est de 18,96% (2014 : 20,8 %) ; le *Total Capital Ratio* est de 18,96 % (2014 : 20,9 %).

La filiale **PKB Banca Privada (Panamá) SA, Panama**, constituée en juillet 2012 clôture son quatrième exercice avec un profit de USD 1,3 million (2014 : USD 1,4 million). Les fonds propres de la banque passent d'un total de USD 10,9 millions à USD 12,2 millions, y compris le résultat de l'exercice.

Le **Groupe PKB** (Cassa Lombarda exclus) administrait au 31 décembre 2015 des avoirs de la clientèle pour un total de CHF 9,2 milliards (2014 : CHF 11,7 milliards), enregistrant une diminution de CHF 2,5 milliards (-21,4 %). La vente de la filiale de Antigua a contribué pour CHF 1,6 milliard à cette variation défavorable. Négativement affectée par la forte appréciation du franc suisse par rapport à d'autres devises et par le coût (pas reversé sur les clients) résultant de l'introduction par la BNS des taux négatifs sur les dépôts bancaires, les recettes nettes du Groupe PKB atteint CHF 111,5 millions, en baisse de 11,6 % par rapport à l'année précédente, tandis que le bénéfice net consolidé se monte à CHF 15,2 millions, en forte baisse, en partie à cause de l'augmentation des coûts et les investissements engagés dans le cadre de programmes de développement. Les fonds propres consolidés, réserve pour risques bancaires généraux inclus, s'élèvent à CHF 346,2 millions (2014 : CHF 346,8 millions) ; le ratio de fonds propres *Tier 1* est de 18,97 % (2014 : 21,39 %) ; le *Total capital ratio* est de 18,97 % (2014 : 22,25 %).

## SHEPTON CONSULTADORIA E SERVIÇOS SA, LUXEMBOURG

(participation du Groupe 60 %)

Shepton clôture l'exercice social au 31 décembre 2015 avec une perte de EUR 83.837,51 (2014 : perte de EUR 103.901,91). Les fonds propres s'élèvent à EUR 364.386,76 (2014 : EUR 448.224,24).

Shepton et ses filiales attendent de recevoir les autorisations requises pour la mise en place du changement de leur structure ; à ce jour, nous ignorons le temps nécessaire qu'il faudra pour obtenir les autorisations.

Le principal actif de la société est représenté par la participation à 100% dans **TRM Investors Inc**, New York. Les actifs de cette dernière se composent comme suit :

- 100% de **106 Prince LLC**, New York et 100% de **114 Greene LLC**, New York lesquelles sont propriétaires des surfaces commerciales des immeubles à New York, 102-106 Prince Street / 114-116 Greene Street, louées à des prestigieuses maisons de renommée internationale. Les revenus locatifs au titre de l'exercice 2015 s'élèvent à USD 4.003.761,00 (2014 : USD 4.455.523,00). Nous rappelons que l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 a débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2013 et se compose donc de charges et produits se référant à une période de 15 mois.
- 98% de **31<sup>st</sup> Investors LLC**, New York, 98% de **186<sup>th</sup> Street Investors LLC**, New York, 98% de

## RAPPORT SUR LES FILIALES ET LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2015

**Sterling 1373 Investors LLC**, New York et 98% de **416 Rockaway Investors LLC**, New York, lesquelles, à travers des filiales, sont propriétaires à New York de certains immeubles résidentiels loués.

Le total des revenus locatifs de ces immeubles s'élève à USD 2.744.650,00 (2014 : USD 2.671.294,00).

Le Groupe TRM USA dans son ensemble a totalisé en 2015 un bénéfice net de USD 0,4 million (2014: perte de USD 0,6 million); le total des bénéfices réportés s'élève à USD 2,5 millions (2014: USD 0,9 million) et le total des fonds propres à USD 10,3 millions (2014: USD 11,5 millions).

- 100% de **TRM Europe SA**, Luxembourg, dont l'exercice 2015 a clôturé avec un profit de EUR 71.083,95 (2014 : perte de EUR 37.183,68). Les fonds propres s'élèvent à EUR 6.693.739,71 (2014 : EUR 6.622.655,76).

Les investissements immobiliers effectués en Europe centrale, principalement à Budapest, par l'intermédiaire de sa filiale 31,35% *New Europe Investments Holdings SA*, Luxembourg, consistent en des appartements meublés en location à des établissements de crédit ou à de grandes entreprises commerciales.

L'investissement immobilier à Los Angeles (USA) a été vendu avec profit au cours de l'exercice.

## RAPPORT SUR LES FILIALES ET LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2015

**SECTEUR IMMOBILIER  
ET AGRICOLE****QUINTIA SPA, MILAN**  
(participation du Groupe 100 %)

L'activité de la société comprend la construction, l'acquisition, la restructuration ainsi que le fractionnement et la vente d'immeubles qu'elle détient soit directement soit indirectement. Les investissements immobiliers sont situés à Milan, Côme, Lac Majeur, Punta Ala et Rome.

Nous rappelons que, en décembre 2014, la société a acquis à Milan, Via Turati 3, une unité immobilière destinée à des bureaux qui à partir des premiers mois de l'année 2015, est utilisée comme siège social et administratif de la société.

Quintia clôture l'exercice 2015 avec une perte de EUR 834.120,00 (2014 : profit de EUR 107.101,00), due pour EUR 559.828,00 à la correction de valeur enregistrée sur la participation Primco Srl, qui à son tour a dû amortir un investissement financier en États-Unis.

L'Assemblée Générale Ordinaire pour l'approbation des comptes 2015, tenue le 28 avril 2016, a décidé de ne payer aucun dividende. Ainsi, les fonds propres au 31 décembre 2015 s'élèvent à EUR 12.015.884,00 (2014 : EUR 12.850.004,00).

La quote-part de la valeur au bilan des immeubles de placement ou destinés à la vente détenus directement ou indirectement par Quintia s'élève à EUR 13,9 millions (2014 : EUR 8,8 millions) ; l'augmentation est due au nouvel investissement à Milan, Via Mantegna 6.

**BUDDAHROCK PTY LTD, MELBOURNE**  
(participation du Groupe 100 %)**GLENBUDDAH PTY LTD, MELBOURNE**  
(participation du Groupe 100 %)

L'activité des deux domaines «St. Aubyn's» et «The Forest», Walcha (NSW) d'une surface totale d'environ 6.778 acres, clôture l'exercice au 31 décembre 2015 avec un profit de AUD 162.892,00 (2014 : perte de AUD 714.540,00).

Les profits reportés au 31 décembre 2015 s'élèvent à AUD 11.781.048,00 (2014 : AUD 10.618.979,00) et les fonds propres à AUD 13.961.048,00 (2014 : AUD 13.592.913,00).

La valeur des terrains se maintient à des niveaux supérieurs à leur valeur d'achat.

## RAPPORT SUR LES FILIALES ET LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2015

## AUTRES SECTEURS

**SARTORIA SAINT ANDREWS MILANO SPA, MILAN**

(participation du Groupe 23,64 %)

Constituée en 1968, Sartoria Saint Andrews Milano SpA est active dans le secteur de l'habillement de haut de gamme pour homme.

Dans l'ensemble, l'année 2015 a été positive ; malgré le contexte international difficile et bien que le résultat n'ait pas été atteint l'année dernière, la société a maintenu une bonne pénétration du marché. Pour l'année 2016, les activités de recherche et de développement seront intensifiées, dans le but d'améliorer encore la qualité et produire des vêtements pour hommes avec des caractéristiques innovantes.

L'exercice 2015 clôture avec un profit de EUR 1.006.130,00 (2014 : EUR 1.405.159,00) ; les fonds propres, après le paiement d'un dividende de EUR 550.000,00 (2014 : néant), dont COFI a reçu EUR 130.000,00, s'élèvent à EUR 7.321.586,00 (2014 : EUR 6.865.031,00).

<b>ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE</b>
--

en milliers de EUR	<i>notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
<b>ACTIF</b>			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP		1.105.636	849.518
Créances sur établissements de crédit	9	492.515	649.987
Créances sur la clientèle	10	1.731.714	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	11	181.168	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	12	97.798	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13	244.467	158.505
Entreprises non consolidées	14	1.919	3.631
Participations mises en équivalence	4.2, 15	13.922	15.616
Immeubles disponibles à la vente	5.1, 16	12.617	4.108
Immeubles de placement	5.1, 16	9.473	6.253
Immobilisations corporelles	5.1, 16	77.284	73.196
Immobilisations incorporelles	5.1, 16	24.091	27.311
Autres actifs	17	40.335	33.476
Comptes de régularisation		23.243	30.789
Actifs d'impôts courants et différés	18	6.883	6.360
Écarts d'acquisition	3.5, 19	10.529	10.529
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>4.073.594</b>	<b>3.840.309</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ  
DE LA SITUATION FINANCIÈRE

en milliers de EUR	<i>notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
<b>PASSIF</b>			
Dettes envers des banques centrales	20	170.087	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	21	192.869	39.798
Dettes envers la clientèle	22	3.085.042	3.053.041
Instruments financiers dérivés	23	35.737	33.577
Dettes représentées par un titre		158	0
Autres passifs	24	33.137	38.651
Comptes de régularisation		31.455	29.701
Provisions pour risques et charges	5.2, 25	77.775	71.071
<b>FONDS PROPRES</b>			
<b>Part du Groupe</b>		<b>447.354</b>	<b>413.444</b>
Capital souscrit	7, 8	158.679	158.679
Réserves	7	18.874	18.174
Réserves de consolidation		106.432	100.453
Écart de conversion		106.618	79.912
Résultats reportés	7	33.749	31.291
Résultat de l'exercice		23.002	24.935
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>(20)</b>	<b>114</b>
Réserves		(266)	(105)
Résultat de l'exercice		246	219
<b>Total FONDS PROPRES</b>		<b>447.334</b>	<b>413.558</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>4.073.594</b>	<b>3.840.309</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ  
DU RÉSULTAT GLOBAL

en milliers de EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 31/12/2015	01/01/2014 31/12/2014
Intérêts et produits assimilés	27	37.763	35.850
Intérêts et charges assimilées	28	(5.394)	(6.023)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat	29	5.381	5.025
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente		4.167	5.464
Commissions perçues		129.780	130.040
Commissions versées		(21.185)	(22.861)
Autres produits d'exploitation	30	18.334	16.573
Autres charges d'exploitation	31	(3.870)	(3.156)
<b>Produit net des activités ordinaires</b>		<b>164.976</b>	<b>160.912</b>
Charges générales d'exploitation	32	(123.847)	(109.203)
Corrections de valeur sur les actifs corporels et incorporels	5.1, 16	(14.378)	(10.695)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>26.751</b>	<b>41.014</b>
Coût du risque	33	(9.378)	(9.931)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>17.373</b>	<b>31.083</b>
Autres gains (pertes) nets sur entreprises non consolidées		(861)	(280)
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	15	1.157	785
Autres gains (pertes) nets sur participations mises en équivalence		(23)	(146)
Autres gains (pertes) nets sur entreprises liées	39	9.818	0
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>27.464</b>	<b>31.442</b>
Impôts sur le bénéfice	34	(4.216)	(6.288)
<b>Résultat net (à reporter)</b>		<b>23.248</b>	<b>25.154</b>

ÉTAT CONSOLIDÉ  
DU RÉSULTAT GLOBAL  
(suite)

en milliers de EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 31/12/2015	01/01/2014 31/12/2014
Résultat net (report)		23.248	25.154
dont participations ne donnant pas le contrôle		246	219
<b>Résultat net de l'exercice, part du Groupe</b>		<b>23.002</b>	<b>24.935</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Variations de valeur sur instruments financiers disponibles à la vente		494	2.243
Écarts actuariels sur l'obligation concernant les avantages postérieurs à l'emploi au titre de prestations définies		(3.068)	(13.512)
Différence de conversion		24.505	5.744
Impôts sur les autres éléments du résultat global		603	2.093
<b>Total autres éléments du résultat global</b>		<b>22.534</b>	<b>(3.432)</b>
dont participations ne donnant pas le contrôle		(232)	(33)
<b>Total autres éléments du résultat global, part du Groupe</b>		<b>22.766</b>	<b>(3.399)</b>
Résultat net de l'exercice		23.248	25.154
Total autres éléments du résultat global		22.534	(3.432)
<b>Total du résultat global</b>		<b>45.782</b>	<b>21.722</b>
dont participations ne donnant pas le contrôle		14	186
<b>Total du résultat global, part du Groupe</b>		<b>45.768</b>	<b>21.536</b>
en EUR	<i>notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net par action (part du Groupe)	8	1,18	1,28
Résultat global par action (part du Groupe)	8	2,36	1,11

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

<b>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ</b>
---

en milliers de EUR	01/01/2015 31/12/2015	01/01/2014 31/12/2014
<b>ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>		
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	<b>27.464</b>	<b>31.442</b>
<b>Éléments non monétaires inclus dans le résultat net</b>	<b>28.728</b>	<b>15.501</b>
■ Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	14.889	8.092
■ Variations nettes des provisions	5.717	8.011
■ Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(1.157)	(785)
■ (Produits) Pertes nettes des activités d'investissement	3.184	5.775
■ Autres	6.430	(5.986)
■ Effets dus à l'application des divers taux de change	(335)	394
<b>Augmentation (Diminution) nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>13.693</b>	<b>53.910</b>
■ (Augmentation) Diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	225.917	(44.271)
■ (Augmentation) Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	(263.091)	259.115
■ (Augmentation) Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	63.671	(171.251)
■ (Augmentation) Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(10.575)	18.131
■ Impôts versés	(1.679)	(3.546)
■ Autres mouvements	(550)	(4.268)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>	<b>69.885</b>	<b>100.853</b>
<b>OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
■ (Augmentation) Diminution nette liée aux actifs financiers et aux participations	723	217
■ (Augmentation) Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(18.221)	(37.625)
<b>(AUGMENTATION) DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(17.498)</b>	<b>(37.408)</b>
<b>A REPORTER</b>	<b>52.387</b>	<b>63.445</b>

TABLEAU DES FLUX  
DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ  
(suite)

en milliers de EUR	01/01/2015 31/12/2015	01/01/2014 31/12/2014
<b>REPORT</b>	<b>52.387</b>	<b>63.445</b>
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
■ Augmentation (Diminution) de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(9.806)	(10.389)
■ Augmentation (Diminution) de trésorerie provenant des autres activités de financement	158	(916)
■ Autres	(10.642)	(3.425)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(20.290)</b>	<b>(14.730)</b>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE</b>	<b>32.097</b>	<b>48.715</b>
<b>Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>1.341.892</b>	<b>1.157.258</b>
■ Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	849.518	341.355
■ Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	356.412	775.518
■ Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	135.962	40.385
<b>Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de l'exercice</b>	<b>1.373.989</b>	<b>1.205.973</b>
■ Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	1.105.636	848.598
■ Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	268.353	357.375
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE</b>	<b>32.097</b>	<b>48.715</b>

<b>ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES</b>
---

en milliers de EUR	<b>Capital</b>	<b>Réserves</b>	<b>Réserves consolidées</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	<b>158.679</b>	<b>18.174</b>	<b>100.453</b>
affectation du résultat de l'exercice 2014		700	21.777
distribution de dividendes			(9.911)
variation nette du périmètre de consolidation			(554)
variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres			(3.940)
autres variations			(1.393)
résultat de l'exercice			
<b>31 décembre 2015</b>	<b>158.679</b>	<b>18.874</b>	<b>106.432</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>158.945</b>	<b>17.680</b>	<b>105.171</b>
affectation du résultat de l'exercice 2013		480	15.200
distribution de dividendes			(9.928)
mouvements sur titres propres	(266)		(209)
variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres			(9.446)
variations d'actifs et passifs comptabilisées en résultat			(93)
autres variations		14	(242)
résultat de l'exercice			
<b>31 décembre 2014</b>	<b>158.679</b>	<b>18.174</b>	<b>100.453</b>

Écart de conversion	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Fonds propres part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total fonds propres
79.912	31.291	24.935	413.444	114	413.558
	2.458	(24.935)	0		0
			(9.911)		(9.911)
			(554)	100	(454)
26.706			22.766	(232)	22.534
			(1.393)	(248)	(1.641)
		23.002	23.002	246	23.248
106.618	33.749	23.002	447.354	(20)	447.334
73.865	32.541	14.430	402.632	(30)	402.602
	(1.250)	(14.430)	0		0
			(9.928)		(9.928)
			(475)		(475)
6.047			(3.399)	(33)	(3.432)
			(93)	(3)	(96)
			(228)	(39)	(267)
		24.935	24.935	219	25.154
79.912	31.291	24.935	413.444	114	413.558

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS ARRÊTÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 1. PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE

La Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie (en abrégé «COFI») et ses sociétés affiliées exercent leurs activités sur un plan international, particulièrement dans les domaines bancaire, financier et immobilier.

Les présents états financiers ont été approuvés en vue de leur publication par le Conseil d'administration en date du 12 mai 2016 et signés en son nom par Monsieur Frédéric Wagner, Président du Conseil d'administration.

## 2. APPLICATION DES NORMES IFRS

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (Internationale Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont entrés en vigueur :

- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (\*) et relative à la date de comptabilisation des taxes prélevées par une autorité publique dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes.
- L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2014 (\*\*). Cet amendement vise à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de services.
- Les amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2014 (\*\*).

(\*) Au niveau européen, IFRIC 21 doit être appliquée au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 17 juin 2014 ou après cette date.

(\*\*) Au niveau européen, ces amendements doivent être appliqués au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 1<sup>er</sup> février 2015 ou après cette date.

Ces amendements n'ont pas affecté de manière significative les comptes consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application d'amendements effectifs après le 31 décembre 2015 et publiés avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- Les amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ces amendements visent à inclure les actifs biologiques producteurs dans le champ d'application d'IAS 16 au lieu d'IAS 41 et permettent de les évaluer selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation.
- Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers : Initiative - informations à fournir », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Les amendements à IAS 16 et à IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Les amendements à IAS 27 « La mise en équivalence dans les états financiers individuels », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées. Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou après. L'IASB a reporté

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

à une date indéterminée l'entrée en vigueur de ces amendements.

- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28
- « Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 11 « Partenariats : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'objectif des modifications est d'ajouter de nouvelles directives dans IFRS 11 sur la comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune dans laquelle l'activité de l'entreprise commune constitue une entreprise, comme le définit IFRS 3.
- La norme IFRS 14 « Comptes de report réglementaires », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme qui est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS qui sont soumis à la réglementation des tarifs.
- Les amendements résultant des améliorations annuelles des IFRS pour le cycle 2012-2014, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Les amendements à IAS 7 « États des flux de trésorerie », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les actifs et passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.
- Les amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat : comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les amendements publiés visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019. La norme annule et remplace la norme IAS 17 actuelle ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Bien qu'une analyse soit toujours en cours, le Groupe estime que l'application de ces amendements et de ces nouvelles normes n'aura pas d'effet matériel sur les comptes consolidés.

### Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de COFI reflètent les meilleures estimations et hypothèses retenues par le Conseil d'Administration, notamment lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

### 3. METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers de COFI et de l'ensemble de ses filiales significatives. L'ensemble des sociétés consolidées arrête les comptes au 31 décembre.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

**3.1. Consolidation par intégration globale**

Conformément à IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- il détient le pouvoir sur l'entité ;
- il a le droit ou est exposé aux rendements variables ;
- il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le rendement.

La consolidation par intégration globale est appliquée pour toutes les sociétés du Groupe dont COFI soit détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote, soit a le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration ou de direction, soit dispose du pouvoir d'exercer une influence dominante.

Pour toutes les sociétés consolidées par intégration globale, le pourcentage de détention dans le capital correspond aux droits de vote. Le Groupe ne détient aucune participation dans laquelle il exercerait une influence dominante sans détention majoritaire des actions.

**3.2. Consolidation par mise en équivalence****3.2.1. *Entreprises associées***

La mise en équivalence est appliquée pour les sociétés dans lesquelles COFI détient 20 à 50 % des droits de vote ou sur lesquelles elle exerce une influence notable.

**3.2.2. « *Joint arrangements* »**

Conformément à IFRS 11, la mise en équivalence est appliquée pour les sociétés dans lesquelles COFI partage le contrôle avec une autre entité hors du Groupe selon un partenariat qui se qualifie en tant que coentreprise.

**3.3. Conversion des comptes en devises étrangères**

Dans les états financiers de COFI et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans *l'État consolidé du résultat global* de l'exercice.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste *Écarts de conversion*.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

		31/12/2015	moyenne 2015	31/12/2014	moyenne 2014
AUD	Dollar australien	1,492067	1,480664	1,480583	1,470522
CHF	Franc suisse	1,087149	1,064791	1,202499	1,212549
NZD	Dollar de la Nouvelle Zélande	1,588769	1,594557	1,550858	1,600250
USD	Dollar des États-Unis	1,086099	1,103274	1,210149	1,320791

### 3.4. Élimination des opérations réciproques

Les soldes résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

### 3.5. Traitement des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels sont évalués individuellement à leur juste valeur, conformément à la norme IFRS 3 Regroupement d'entreprises.

L'écart positif entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans l'actif net de la filiale acquise est comptabilisé à l'actif sous la rubrique *Écarts d'acquisition*. Pour toutes les filiales acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, les écarts d'acquisition sont conservés à leur valeur d'origine telle qu'inscrite au bilan consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 2004, déduction faite des dépréciations cumulées à cette date.

Des tests de dépréciation sont régulièrement effectués par le Groupe, sur une base semestrielle ou annuelle.

## 4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Lorsque COFI ne détient pas l'entière part du capital social des filiales directes, les pourcentages d'intérêt des filiales indirectes repris dans le tableau ci-dessous ne correspondent pas à ceux repris dans le tableau à la page 32 du présent rapport.

Aucune de ces sociétés n'est cotée en Bourse.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

**4.1. Sociétés consolidées par intégration globale**

en % d'intérêt du Groupe	31/12/2015	31/12/2014
Buddahrock Pty Ltd, Scone	100,00	100,00
Cassa Lombarda SpA, Milan	98,57	97,07
Dorfina SA, Lugano	100,00	100,00
Glenbuddah Pty Ltd, Scone	100,00	100,00
Greenom Ltd, Waverly	60,00	60,00
114 Greene LLC, Dover (NY)	60,00	60,00
Immobiliare MI.TI.LU. Srl, Milan	100,00	100,00
31st Investors LLC, New York	58,80	58,80
186th Street Investors LLC, New York	58,80	58,80
PKB Privatbank SA, Lugano	100,00	100,00
PKB Privatbank Ltd, Antigua	---	100,00
PKB Banca Privada (Panamá) SA, Panama	100,00	100,00
PKB Alasia SA, Lausanne	100,00	100,00
PKB Servizi Fiduciari SpA, Milan	99,57	99,12
Primco Srl, Milan	100,00	100,00
106 Prince LLC, Dover (NY)	60,00	60,00
Quintia SpA, Milan	100,00	100,00
416 Rockaway Investors LLC, New York	58,80	58,80
Sei Via Mantegna Srl, Milan	65,00	---
Shepton Consultadoria e Serviços SA, Luxembourg	60,00	60,00
Sonetto Pty Ltd, Sydney	100,00	100,00
Sterling 1373 Investors LLC, New York	58,80	58,80
TRM Investors Inc, New York	60,00	60,00
TRM Europe SA, Luxembourg	60,00	60,00
Tzion Flats LLC, New York	44,10	---
Valuevalor SA, Lugano	100,00	100,00

1 Société vendue

2 Société nouvellement constituée

3 Changement de méthode de consolidation

**4.2. Sociétés consolidées par mise en équivalence**

en % d'intérêt du Groupe	31/12/2015	31/12/2014
Anthilia Capital Partners SGR SpA, Milan	45,62	45,48
Cortefranca SpA, Milan	50,00	50,00
Distillerie Pietrasanta Srl, Milan	45,00	45,00
Fortress 31 LLC, New York	44,10	44,10
Fortress Rockaway LLC, New York	47,04	47,04
Fortress Sterling LLC, New York	47,04	47,04
Heptagon Investments Ltd, Tortola	27,62	27,62
Lez-Go Srl, Milan	50,00	50,00
Lombarda & Associati Srl, Milan	34,50	33,97
Sartoria Saint Andrews Milano SpA, Fano	23,64	23,64
Tzion Flats LLC, New York	---	45,28

1 COFI exerce un contrôle conjoint sur ces sociétés basé sur un partenariat conclu avec une entité tiers hors du Groupe. Le partenariat est qualifié en tant que coentreprise sur base des conditions du contrat qui définit les droits des parties dans l'actif net de ces sociétés.

2 Changement de méthode de consolidation

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 5. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

**5.1. Immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles disponibles à la vente**

Les immobilisations d'exploitation et les immeubles de placement sont inscrits à l'actif à leur valeur d'acquisition. Les coûts d'emprunt correspondant à la période de construction, lorsque celle-ci s'étale sur une longue durée, sont inclus dans le coût d'acquisition. Les subventions d'investissement sont, le cas échéant, déduites du prix d'acquisition ainsi déterminé. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et réductions de valeur.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la valeur d'acquisition, le cas échéant déduction faite de la valeur résiduelle. Lorsqu'une immobilisation est composée d'éléments ayant des durées d'utilisation différentes, ces éléments sont amortis séparément sur leurs durées d'utilisation respectives.

Pour les immeubles d'exploitation et de placement, les pourcentages moyens d'amortissement sont les suivants :

■ Bâtiments	2 et 3 %
■ Installations et agencement	5 à 40 %

Pour les autres immobilisations, les pourcentages moyens d'amortissement sont les suivants :

■ Matériel et mobilier de bureau	10 à 20 %
■ Matériel informatique	20 à 40 %
■ Concessions, brevets, licences	20 %
■ Autres actifs immatériels	10 %

Les immeubles et les immeubles en cours de construction ou transformation détenus au titre de promotion immobilière sont repris au bilan sous la rubrique *Immeubles disponible à la vente*.

Les immobilisations font l'objet de test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur. Les plus ou moins-values sur cessions d'immeubles d'exploitation, de placement ou destinés à la vente sont enregistrées le cas échéant dans l'*État consolidé du résultat global* sous la rubrique *Autres produits* respectivement *Autres charges d'exploitation*.

**5.2. Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture, le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements ou de transactions passés, que cette obligation donne lieu à une probable sortie de ressources et que le montant puisse être estimé de façon fiable.

Une obligation juridique résulte de dispositions légales, contractuelles ou jurisprudentielles. Une obligation implicite résulte d'actions passées, lorsque ces actions, politiques affichées ou déclarations, créent chez des tiers une attente fondée, que le Groupe assumera certaines responsabilités.

**5.3. Actions propres**

Les actions propres sont représentées par des titres de COFI détenus par la société elle-même. Ces titres ont été éliminés au titre des retraitements IFRS. Il est fait référence à la Note 7 Évolution des capitaux propres.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

**5.4. Avantages au personnel**

Les avantages au personnel reprennent les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi, les indemnités de fin de carrière et les autres avantages à long terme.

**5.4.1. Avantages à court terme**

Une charge est comptabilisée par le Groupe lorsqu'il utilise les services rendus par les membre du personnel lui donnant droit à des avantages.

**5.4.2. Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent des avantages accordés par le Groupe aux membres du personnel soit lors de la résiliation par le Groupe du contrat de travail, soit lors du départ à la retraite anticipé ou, à l'âge légal de la retraite.

**5.4.3. Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont constitués des avantages au personnel autres que ceux à court terme, des indemnités de fin de carrière ou des avantages postérieurs à l'emploi.

**5.4.4. Avantages postérieurs à l'emploi**

Ces avantages sont représentés par les obligations du Groupe en matière de retraites. Les régimes de retraite peuvent être à contributions définies ou à prestations définies.

**5.4.5. Régimes à contributions définies**

Les régimes à contributions définies sont ceux pour lesquelles l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, et ne comporte aucun engagement sur le niveau des prestations qui seront fournies.

La cotisation est comptabilisée en charge. Aucune provision n'est constituée au passif, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

**5.4.6. Régimes à prestations définies**

Les régimes à prestations définies sont ceux pour lesquels le Groupe s'engage formellement ou implicitement sur un niveau de prestations. Le Groupe supporte donc un risque à moyen ou long terme. Le Groupe est uniquement concerné par des indemnités de fin de carrière dans trois de ses entités consolidées.

Une provision couvrant ces engagements est constituée de la manière suivante:

- la provision est calculée selon la méthode actuarielle dite des unités de crédit projetées qui stipule que chaque période de service donne droit à une prestation, et évalue séparément chacune de ces unités afin d'obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, et de projection des salaires futurs;
- les écarts actuariels sont comptabilisés directement dans l'État consolidé du résultat global;
- conformément à la norme comptable IFRS 1, le montant cumulé des écarts actuariels lors de la première application des normes IFRS est comptabilisé en capitaux propres.

**5.5. Actifs et passifs financiers****5.5.1. Crédits**

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale augmentée des coûts

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

d'émission. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti. Les intérêts sont repris en résultat selon la méthode du coût amorti.

Des dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur due à des événements postérieurs à leur acquisition. Ces dépréciations et leurs reprises éventuelles sont comptabilisées dans l'État consolidé du résultat global en *Coût du risque*.

#### 5.5.2. Actifs financiers

Les éléments de portefeuille sont classés en trois catégories: instruments financiers en juste valeur par le résultat, instruments financiers disponibles à la vente et actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance. Les titres sont classés dans les catégories ci-avant à la date à laquelle est conclue la transaction.

##### ■ Instruments financiers en juste valeur par le résultat (available for trade AFT)

Cette catégorie reprend les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de trading ou que le Groupe a décidé de classer dans cette catégorie. Ces titres sont évalués à la valeur de marché à la date de clôture. Les écarts d'évaluation, ainsi que les plus ou moins values de cession sont comptabilisés en profits et pertes sous la rubrique *Gains (Pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat*. Les intérêts sur revenus fixes inclus dans cette catégorie sont repris en Intérêts et produits assimilés.

##### ■ Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (held to maturity HTM)

Cette rubrique reprend les titres à revenu fixe lorsque le Groupe a la volonté et la capacité financière de les détenir jusqu'à leur échéance. Les titres de cette catégorie sont valorisés au coût d'acquisition amorti. L'amortissement des primes et décotes, ainsi que les revenus d'intérêts sont comptabilisés en Intérêts et produits assimilés.

Des dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur due à des événements postérieurs à leur acquisition. Ces dépréciations et leurs reprises éventuelles sont comptabilisées dans l'État consolidé du résultat global en *Coût du risque*.

##### ■ Instruments financiers disponibles à la vente (available for sale AFS)

La rubrique des actifs financiers disponibles à la vente reprend les actifs financiers non repris dans les deux autres catégories. Les titres de cette catégorie sont évalués à leur juste valeur. L'écart d'évaluation par rapport à la valeur d'acquisition est comptabilisé parmi les capitaux propres en *Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres*.

En cas de cession, les gains ou pertes sont repris dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique *Gains (Pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente*.

Lorsqu'il existe des indications objectives de dépréciations durables, les réductions de valeurs comptabilisées dans les capitaux propres sont transférées dans l'État consolidé du résultat global en *Coût du risque*. Ces dernières ne peuvent être reprises que pour les titres à revenu fixe par la même rubrique dans l'État consolidé du résultat global qu'en cas de cession du titre.

##### ■ Opérations sur instruments dérivés

En cours d'exercice, certaines sociétés du Groupe ont réalisé des opérations sur instruments dérivés notamment des opérations de change à terme, de taux d'intérêts et des opérations sur options. Ces opérations sont réalisées essentiellement pour compte de clients avec des couvertures adéquates.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Toutes les positions sont évaluées à leur valeur de marché respective.

■ Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers remboursables par montants fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué le cas échéant d'un montant de dépréciation. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute surcote ou décote initiale et intègre les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif ainsi que les coûts de transaction. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'*État consolidé du résultat global* au travers du mécanisme du coût amorti.

5.5.3. *Passifs financiers*

Les passifs financiers se composent de passifs détenus à des fins de transaction, dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle, dettes représentées par un titre, dettes subordonnées et autres emprunts.

L'évaluation et le traitement comptable des produits et charges y afférents varient en fonction de leur classification, à savoir les passifs financiers à la juste valeur par le résultat et les autres passifs financiers.

Les passifs financiers à la juste valeur par le résultat comprennent :

- les passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés qui ne sont pas des instruments de couverture, et
- les passifs financiers classés dans la catégorie des passifs financiers en juste valeur par le résultat lors de leur comptabilisation initiale ou lors de la première adoption des normes IFRS.

Les autres passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur (frais de transaction compris) et ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'*État consolidé du résultat global*.

5.5.4. *Dettes représentées par un titre*

Les dettes représentées par un titre sont initialement comptabilisées à leur juste valeur après déduction des frais de transaction directs. Ultérieurement, elles sont évaluées au coût amorti. Tout écart entre le produit net et la valeur de remboursement déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inscrit dans l'*État consolidé du résultat global*.

5.5.5. *Compensation*

Les actifs et passifs financiers sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

5.5.6. *Juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur d'un instrument financier est établie sur base des prix cotés sur des marchés actifs. A défaut de cette information, d'autres techniques d'évaluation sont utilisées. Ces techniques reposent notamment sur les prix de marché de placements comparables, la valeur actualisée des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation basés sur les options et les méthodes d'évaluation basées sur les multiples de marché. Dans le cas improbable où il ne serait pas possible de déterminer la juste valeur d'un instrument financier, ce dernier est comptabilisé au coût d'acquisition.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond au prix de transaction, sauf si la juste valeur retenue se réfère à des transactions actuelles de marché observables impliquant le même instrument ou repose sur une technique d'évaluation qui s'appuie sur des données de marchés observables.

Les principales méthodes et hypothèses utilisées par le Groupe pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

- les justes valeurs des titres disponibles à la vente et à la juste valeur par le résultat sont déterminées sur base des cours de marchés actifs. À défaut de cette information, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie. Les facteurs d'actualisation reposent sur la courbe de swap, plus une marge reflétant le profil de l'instrument ;
- les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont obtenues à partir des marchés actifs ou sont établies, si cela s'avère nécessaire, au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et de modèles d'évaluation des options ;
- les justes valeurs des participations non cotées sont déterminées au moyen des multiples de marché applicables (par exemple ratios cours/bénéfices ou cours/flux de trésorerie) adaptés aux conditions particulières de l'émetteur ;
- les justes valeurs des prêts sont déterminées au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt marginaux créditeurs actuels du Groupe pour des prêts similaires. En ce qui concerne les prêts à taux variable qui évoluent fréquemment et ne présentent aucune modification significative du risque de crédit, les justes valeurs sont déterminées approximativement sur base de la valeur comptable. Des modèles d'évaluation des options sont utilisés pour évaluer les valeurs plafond et les clauses de remboursement anticipé prévues dans les contrats de prêt et qui sont isolées sur base des normes IFRS ;
- les passifs éventuels ou garanties hors-bilan sont estimés à leur juste valeur sur base des commissions actuellement facturées lors de la signature de contrats similaires, compte tenu des autres conditions et modalités des contrats et de la solvabilité des contreparties ;
- les valeurs comptables sont supposées s'approcher des justes valeurs pour les autres actifs et passifs financiers tels que les débiteurs et créditeurs à court terme.

#### 5.5.7. *Instruments financiers dérivés et couverture*

Les instruments dérivés sont des instruments financiers tels que les swaps, les futures, les contrats à terme, les options (émises ou achetées). La valeur de ces instruments financiers varie en fonction de l'évolution des variables sous-jacentes, demandent peu ou pas d'investissement initial net et sont réglés à une date ultérieure.

Initialement tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

Les variations de valeur ultérieures (hormis les intérêts courus) de produits dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont inscrites dans l'*État consolidé du résultat global* sous la rubrique *Gains (pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat*.

Les actifs et passifs financiers peuvent comprendre des instruments dérivés incorporés (hybrides). Les instruments financiers hybrides comprennent des emprunts convertibles (remboursables sous forme d'actions) et des emprunts avec des paiements d'intérêts indexés. Si le contrat hôte n'est pas enregistré à la juste valeur par le résultat et si les caractéristiques et risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas liés étroitement à ceux du contrat hôte, l'instrument dérivé incorporé est séparé du contrat hôte et évalué à la juste valeur comme un dérivé autonome. Les écarts de juste valeur sont inscrits dans l'*État consolidé du résultat global*. Le contrat hôte est comptabilisé et

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

évalué en appliquant les règles de la catégorie concernée à laquelle il appartient.

Toutefois, si le contrat hôte est comptabilisé à la juste valeur par le résultat ou si les caractéristiques et risques du dérivé incorporé sont étroitement liés à ceux du contrat hôte, l'instrument dérivé incorporé n'est pas séparé. L'instrument financier hybride est ainsi évalué comme un seul instrument.

#### 5.5.8. *Évaluation des actifs dépréciés*

Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale et que cet (ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ont) un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés qui peut être estimé de façon fiable.

En fonction du type d'actif financier, le montant recouvrable peut être estimé comme suit:

- la juste valeur établie au moyen d'un prix de marché observable ;
- la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus actualisés au taux d'intérêt réel initial de l'instrument ; ou
- sur base de la juste valeur de la sûreté réelle.

Les charges de dépréciation attribuées aux instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne peuvent pas être extournées par le biais de *l'État consolidé du résultat global*.

### 5.6. **Opérations en devises**

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros au cours comptant de la devise. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés dans *l'État consolidé du résultat global*.

Les actifs et passifs non monétaires sont, selon le cas, évalués au cours historique (jour de la transaction) ou à la valeur de marché (cours de clôture). Les écarts de change résultant de l'évaluation à la valeur de marché (notamment des titres à revenu variable) des actifs financiers évalués à la juste valeur sont comptabilisés respectivement dans *l'État consolidé du résultat global* pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat et dans les capitaux propres pour les titres disponibles à la vente.

### 5.7. **Produit net des activités ordinaires**

COFI comptabilise le produit des activités ordinaires lorsqu'il aura été satisfait à l'ensemble des conditions suivantes :

- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité.

#### 5.7.1. *Intérêts*

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au prorata suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### 5.7.2. *Dividendes*

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

#### 5.7.3. *Prestation de services*

Lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

de façon fiable, le produit des activités ordinaires associé à cette transaction est comptabilisé en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture.

### 5.8. Impôts

La charge d'impôt sur le bénéfice est comptabilisée sur la base des règles et taux en vigueur dans le pays d'implantation respectif des sociétés du Groupe.

Par ailleurs, des impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs suffisants ;

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt présumé de l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de l'exercice concerné. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même sujet fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en produits ou en charges d'impôt dans l'*État consolidé du résultat global*, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, sont comptabilisés dans les capitaux propres.

### 5.9. Engagements et garanties financières

Les engagements de crédit qui permettent l'utilisation d'un prêt dans les délais généralement prescrits par la réglementation ou par convention sur le marché ne sont pas comptabilisés comme instruments financiers dérivés. Un engagement de crédit à la juste valeur par le résultat ou un engagement de crédit pour lequel il apparaît que le Groupe a déjà par le passé vendu des actifs qui découlent des promesses de prêt sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. L'écart qui en résulte est imputé à l'*État consolidé du résultat global*.

Les contrats de garanties financières qui imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements qui fluctuent en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix de matières premières, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable sont comptabilisés comme des instruments dérivés, pour autant que dans le cas d'une variable non financière, cette dernière ne soit pas spécifique à une des parties du contrat.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## 6. GESTION DES RISQUES

### 6.1. Organisation de la gestion des risques

La politique de gestion des risques, examinée chaque année par le Conseil d'Administration du Groupe, constitue la base du processus de gestion du risque. A celle-ci est liée une structure de limites, définie pour chaque catégorie déterminée de risque.

Au cours de l'exercice, la gestion des risques au sein du Groupe COFI a connu d'importants développements au niveau de ses activités bancaires.

Outre la surveillance consolidée exercée par la Banca d'Italia suivant les normes et règles européennes, les filiales bancaires du Groupe COFI sont soumises à une surveillance bancaire consolidée par la FINMA, autorité suisse en matière de surveillance du secteur financier et d'assurance.

Afin de répondre aux exigences en matière de surveillance et en complément des mesures adoptées aux cours des années précédentes, les mesures suivantes ont été implémentées au cours de l'exercice :

- mise à jour du «Règlement relatif à la surveillance consolidée du groupe COFI (*Banking & Finance*)», au sein duquel sont regroupées les activités bancaires du Groupe COFI en l'occurrence PKB Privatbank SA, PKB Banca Privada (Panama) SA et Cassa Lombarda SpA, ainsi que leurs participations ;
- maintien, au niveau du Groupe COFI (*Banking & Finance*), d'un *Comité d'audit & compliance* ayant pour mission de consolider l'ensemble des risques toutes catégories confondues (risques de crédit, de marché, de réputation, risques opérationnels, etc.) et d'assurer le reporting vis-à-vis des instances de surveillance ;
- pour ce qui concerne la structure et la Gouvernance, le Conseil d'Administration de PKB dispose d'un Comité d'Audit, composé par trois membres, tous Administrateurs, dont l'activité principale consiste en la supervision des processus de gestion des risques ;
- adaptation aux nouvelles exigences imposées par Bâle 3 et Mi-FID au sein des différentes entités bancaires du Groupe. Cet effort d'adaptation a eu des répercussions sur la gestion des différentes catégories de risques non seulement au niveau de la vérification des fonds propres mais également à l'égard de la gestion prudentielle des processus et, donc, des sources de risque ;
- renforcement général et mise à niveau des structures de gestion du risque (*Risk Management*), de conformité (*Compliance*) et d'audit interne (*Internal Auditing*) des entités donnant lieu à une amélioration des processus d'identification, de quantification et d'atténuation des risques rattachés à la Direction et au Conseil d'Administration des filiales qui opèrent dans le secteur bancaire.

Pour les risques énumérés ci-après, il existe un règlement spécifique en matière de gestion, contrôle et surveillance.

Le montant des fonds propres est supérieur au niveau réglementaire requis.

### 6.2. Risque de crédit

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations contractuelles entraînant de ce fait une perte pour le crédeur. Il se compose du risque de contrepartie, de pays et de concentration. La surveillance des risques de crédit est confiée au Comité des risques et aux Directions générales des entités concernées.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Dans le cadre de l'activité crédit, les Banques du Groupe COFI se sont dotées de procédures et de normes rigoureuses notamment en matière de limites de compétence hiérarchiques et fonctionnelles, d'analyses quantitatives et qualitatives des contreparties ainsi que du principe de séparation des fonctions. Ces mêmes procédures couvrent également l'analyse des garanties fournies ainsi que la capacité du débiteur à honorer la dette.

Les risques résultant des contreparties financières sont suivis par un service spécialement affecté à cette tâche.

Des procédures appropriées ont été mises en place afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts tant en termes de pouvoir de décision que de séparation des fonctions. Afin de garantir à tout moment une vision correcte de leurs expositions respectives à l'égard de chaque client ou groupe de clients liés et, le cas échéant, réviser les lignes de crédit en temps utile, les Banques du groupe COFI disposent de procédures informatisées. Ces procédures permettent le monitoring des données d'identification des clients, leurs relations juridiques et économiques avec d'autres clients, leur exposition totale, les formes techniques donnant lieu à l'exposition, la valeur actualisée des garanties et le total des fonds déposés.

De plus, les Banques du Groupe COFI ont défini des compétences et des missions claires et précises à tous les niveaux, à savoir la sphère commerciale, administration des crédits, gestion du risque, Direction générale, surveillance interne et Conseil d'Administration.

Les services juridiques sont habilités en dernier ressort à entreprendre les actions nécessaires pour administrer les positions présentant des anomalies. Pour remplir cette mission les services juridiques :

- gèrent les comptes pouvant présenter un problème et définissent les actions et mesures les plus appropriées ;
- dirigent l'action de recouvrement des crédits en souffrance.

Les services juridiques rapportent régulièrement aux Directions générales et aux Conseils d'Administration l'état des comptes sous observation.

Le Groupe utilise le concept d'engagement total du débiteur (« *total one obligor* »). Ainsi les contreparties liées appartenant à un même groupe sont considérées comme une seule et même contrepartie pour la gestion du risque de crédit. En matière de gestion de la concentration des risques de crédit, la politique de gestion des risques vise un étalement du risque de crédit sur des secteurs et pays différents.

L'atténuation du risque est la technique consistant à réduire le risque de contrepartie par l'obtention de sûretés. Une sûreté est tout engagement contracté ou privilège consenti par une contrepartie ou un tiers dont les Banques peuvent se prévaloir en cas de défaillance de la contrepartie de manière à diminuer les pertes sur le prêt, ou tout autre arrangement ou accord ayant un effet similaire. Un prêt ne peut jamais être accordé sur la base des seules sûretés ou couvertures. Les facteurs d'atténuation du risque ne sont considérés que comme une solution accessoire.

### 6.3. Risque de marché

Le développement de cette activité est encadré par une structure opérationnelle définie par des normes précises et l'attribution de limites par un règlement interne approuvé par les différents Conseils d'Administration. La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Sur le plan opérationnel, la vérification quotidienne du respect des limites se fait par le biais de procédures informatisées.

Les Banques du Groupe COFI sont principalement actives dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique). Elles traitent uniquement les instruments financiers définis dans le règlement relatif aux risques de marché et pour lesquels elles disposent des informations et des connaissances nécessaires. Les positions de négoce sont évaluées quotidiennement à leur valeur de marché.

Les principes du système de surveillance des risques de marché sont les suivants :

- mise en place d'une unité autonome de contrôle du risque;
- participation active du Conseil d'Administration et des Hautes Directions au processus de maîtrise des risques;
- examen, au sein de Cassa Lombarda SpA, des rapports établis par l'unité autonome de contrôle, par des dirigeants d'un niveau hiérarchique disposant d'un pouvoir de décision leur permettant d'imposer des réductions tant au niveau des positions individuelles que de l'exposition globale;
- application, au sein de Cassa Lombarda SpA, du système de mesure du risque parallèlement à des limites internes de négoce et d'exposition;
- application, au sein de PKB Privatbank SA, du système de mesure des limites internes de négoce et d'exposition;
- audit indépendant, réalisé dans le cadre du processus de révision interne.

Afin de soutenir l'activité d'investissement et de contrôle du risque résultant des processus de gestion de son portefeuille, Cassa Lombarda SpA a adopté une procédure informatique qui constitue un des axes du système de contrôle et qui assure une large couverture des marchés et des instruments financiers disponibles ainsi que la fiabilité des données relatives à l'exposition au risque.

La procédure intervient notamment aux stades suivants:

- gestion des données d'identification des titres;
- saisie des ordres en cours de procédure;
- suivi des positions en portefeuille (*position keeping*);
- *pricing*;
- évaluation de l'impact des stratégies;
- gestion du risque et contrôle des limites.

Ce système permet à l'unité de contrôle des risques de Cassa Lombarda SpA de suivre l'évolution du niveau de risque du portefeuille calculé avec la méthode VaR (Value at Risk, et plus précisément selon le modèle RiskMetrics), de manière à garantir que la gestion du portefeuille respecte le profil de risque défini par le Conseil d'Administration. Un aspect particulièrement intéressant de cette approche consiste en la possibilité de regrouper les mesures des VaR des différents portefeuilles de base pour établir la VaR globale de la Banque afin de jauger les effets de la diversification.

Le risque de change relatif aux positions détenues par Cassa Lombarda SpA et, de manière générale, couvertes systématiquement par sa trésorerie, fait l'objet d'ajustements (gains/pertes) trimestriels et est contrôlé au moins une fois par mois par les organes de surveillance.

#### 6.4. Risque de taux d'intérêt

Les entités du groupe COFI (*Banking & Finance*) ont défini une politique en matière de gestion, de contrôle et de surveillance du risque de taux. Cette politique définit le cadre général en matière de

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

gestion et de contrôle du risque de taux, les responsabilités et les compétences des entités concernées ainsi que les limites.

La plupart des positions présentant un risque de taux concernent les crédits lombards, les crédits commerciaux, les investissements financiers et les dépôts des clients.

Le risque de taux est évalué et surveillé essentiellement par le biais des indicateurs d'impact dans l'État consolidé du résultat global et sur la sensibilité des fonds propres (*sensitivity*). L'analyse du bilan par tranches de vie résiduelle révèle une concentration sur les positions classiques de dépôts de la clientèle et d'engagements sur la clientèle à très court terme.

La couverture des risques de taux de PKB Privatbank SA est assurée par des instruments financiers dérivés classiques (FRA et IRS).

Pour évaluer les risques de taux d'intérêt, PKB Privatbank SA a également recours à deux scénarios de crise inspirés de l'histoire des marchés financiers. Ces deux scénarios se fondent, d'une part, sur un effondrement soudain des taux et, d'autre part, sur une hausse inattendue des taux. Les indicateurs de risque obtenus en appliquant ces deux scénarios révèlent des valeurs très modestes en raison des taux relativement bas de la période actuelle et de la structure des échéances inscrites au bilan qui se concentrent sur le court terme.

Le Conseil d'Administration de Cassa Lombarda SpA a réglementé l'activité et fixé des limites opérationnelles liées au montant total pouvant être détenu en portefeuille, à la durée et à la typologie des taux des titres. Ces limites s'expriment également en termes de VaR de capital utilisé et de perte maximale (*stop loss*). Le Conseil d'Administration a également prévu un système de procurations et fixé les modalités pour l'introduction de nouveaux instruments, marchés ou contreparties.

La position financière de Cassa Lombarda SpA est suivie par une procédure informatique qui constitue un outil d'aide à la décision pour l'*Asset/Liability Management* opérationnel et pour la gestion intégrée des positions. En plus des fonctions Front Office typiques, les différents modules de la procédure mettent à disposition les outils nécessaires pour la gestion des portefeuilles et permettent de contrôler:

- l'évolution des opérations et des fonctions;
- le respect des limites d'exposition aux risques de taux, de change, de liquidité et de crédit;
- la performance prévue;
- la performance réelle.

Les fonctions disponibles pour la configuration organisationnelle du système permettent de structurer les différents compartiments en portefeuilles de base, reliés par une structure hiérarchique en arborescence. Les contrôles de premier niveau sont pris en charge par le Service Titres (*Securities*) de Cassa Lombarda SpA.

Le Service Planification et Contrôles de Cassa Lombarda vérifie quotidiennement le respect des limites attribuées et se charge du *reporting* périodique au Conseil d'Administration et au Comité de trésorerie.

Le suivi du risque de taux s'effectue au sein de comités spécifiques de la Direction Générale (Trésorerie et ALCO). La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques du Groupe en mettant en parallèle les situations des Banques.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

### 6.5. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à la structure du bilan qui doit permettre de faire face à tout moment aux besoins opérationnels (risque d'échéance). Il est fortement tributaire des lignes de crédit octroyées par des établissements de crédit tiers (risque de refinancement).

Les Conseils d'Administration des banques du Groupe COFI ont établi des règles fixant les rôles et les limites opérationnelles des fonctions concernées et régissant l'interaction avec les contreparties.

Le service Trésorerie des Banques est chargé de:

- financer les positions d'investissement et les opérations de vente-achat de la Banque, recourant pour ce faire essentiellement aux fonds propres et éventuellement au «Marché interbancaire des Dépôts»;
- gérer les déséquilibres et écarts résultant du métier de banque commerciale;
- assurer le bon fonctionnement de la chambre, des comptes réciproques et du système de paiement;
- s'acquitter enfin des obligations de réserve légale.

Le service Trésorerie des Banques s'occupe également de gérer de manière efficace les flux entrants et sortants de la Banque. En plus des applications de gestion, il existe également des applications spéciales pour le suivi des échéances attendues.

Les dépôts directs chez Cassa Lombarda SpA se maintiennent à un niveau élevé ce qui permet de laisser aux banques, de manière constante, une partie des investissements sous la forme de dépôts *overnight*. Afin de faire face à d'éventuelles périodes de tension, des lignes de crédit sont néanmoins disponibles tant sur le marché interbancaire des dépôts E-Mid que dans le cadre d'accords réciproques.

### 6.6. Risque opérationnel

Le risque opérationnel regroupe l'ensemble des risques liés aux systèmes, à l'organisation, aux processus et aux personnes.

Les risques opérationnels sont difficiles à quantifier et sont liés, par définition, aux processus opérationnels et à leurs ressources. Dans l'optique d'une réduction des risques opérationnels, les principaux facteurs pris en considération sont:

- l'organisation et les processus

les Banques du Groupe COFI garantissent la bonne exécution des tâches grâce à l'application du principe de la séparation des fonctions, à la définition des responsabilités et à un système de contrôle interne ;

- les compétences du personnel

les Banques du Groupe COFI affichent la volonté de se doter de personnel qualifié en mesure de répondre à leur stratégie et susceptible de s'identifier à la culture d'entreprise des Banques. Cette culture imprègne les membres de la Direction et les collaborateurs et se reflète également dans l'approche suivie par le Groupe en matière de maîtrise des risques ;

- l'infrastructure et la technologie informatique

PKB Privatbank SA dispose de compétences internes et externes lui permettant d'assurer le développement et la maintenance de son système informatique. Cette approche favorise l'intégration du système et permet le traitement automatique des transactions et la mise en œuvre d'un cer-

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

tain nombre de directives et de contrôles. En revanche, la quasi-totalité du système informatique de Cassa Lombarda SpA est externalisée et confiée à Cedacri qui assure un niveau approprié de sécurité tant en termes de reprise après sinistre (*Disaster Recovery*) que de continuité des activités (*Business Continuity*) ainsi que toute l'assistance et la maintenance nécessaires ;

■ la sécurité

Les sociétés du Groupe COFI ont mis en œuvre des mesures de sécurité spécifiques visant à éviter que des personnes non autorisées puissent accéder aux locaux où sont conservés des documents considérés comme «sensibles». Les Directions générales ont, depuis un certain temps déjà, établi un Plan de continuité général visant à garantir la continuité de leurs activités, comprenant notamment une analyse détaillée des différents scénarios envisagés et des ressources minimales nécessaires pour y faire face.

Le Comité des risques de Cassa Lombarda SpA a notamment veillé à :

- développer une culture d'entreprise axée sur l'aide et l'assistance au client ;
- mettre en place une documentation interne complète accessible via l'intranet qui traite l'ensemble des métiers exercés et des services proposés ;
- faire adopter le «Code de conduite du secteur bancaire et financier» élaboré par l'Association des banques italiennes et l'«Accord pour l'institution d'un bureau des réclamations ou d'un médiateur bancaire» ;
- mettre en place un système de suivi à distance de l'activité du réseau de Promoteurs financiers / Gestionnaires de fortune (Private Banker), s'appuyant sur une série d'indicateurs d'anomalies du même type que ceux indiqués par Assoreti ;
- mettre en place le «Modèle organisationnel» sur la responsabilité administrative et adopter un code éthique dans les deux Banques ;
- compléter le projet «*Disaster Recovery*» et «*Business Continuity*» auquel ont participé toutes les fonctions des deux Banques du Groupe COFI qui a abouti à l'élaboration du «Plan de continuité opérationnelle» et à la proposition d'actions et mesures visant à réduire l'exposition aux risques ;
- mettre en œuvre la réglementation en matière d'abus de marché en agissant sur l'organisation interne afin de prévenir les conduites potentiellement irrégulières et en mettant en place des outils de suivi de l'activité de la clientèle ;
- appliquer la réglementation Mi-FID en implémentant les mesures connexes en matière de :
  - classification et de profilage de la clientèle ;
  - mise en place d'un service de conseil ;
  - introduction des contrôles d'adéquation et de pertinence ;
  - révision des contrats et définition des politiques de l'entreprise.

### 6.7. Risque juridique

Les Banques du groupe COFI (*Banking & Finance*) réglementent leurs activités en accord avec les normes légales et déontologiques en vigueur dans le secteur bancaire tout en assurant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles à l'égard de la clientèle.

### 6.8. Risques de réputation et de «compliance»

Le Groupe limite son exposition au risque de réputation (d'image) en investissant de façon constante dans la formation et la sensibilisation du personnel à tous les niveaux, en maintenant une définition claire des processus de travail et des responsabilités et enfin en favorisant la diffusion d'une culture d'entreprise fondée notamment sur l'irréprochabilité et sur des normes déontologiques et professionnelles de premier ordre.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

À cet égard, le Groupe s'est doté d'une «Charte des valeurs» qui a fait l'objet de présentations et de discussions à tous les niveaux dans les différents établissements.

Il dispose d'un service «*Legal & Compliance*» qui couvre toutes les tâches et activités liées à la *compliance*.

Dans le cadre de la réglementation contre le blanchiment d'argent, un système de gestion visant à identifier les relations bancaires pouvant donner lieu à des risques juridiques et de réputation majeurs a également été mis en place.

Après traitement et évaluation sur la base d'une série de facteurs de risque, chaque relation de compte a été classée dans une catégorie appropriée. Les relations présentant un risque potentiellement élevé («*High Risk*» et «*Medium Risk*») ont été signalées aux responsables internes afin de les sensibiliser et les mobiliser davantage. L'installation du programme «*World Check*» chez Cassa Lombarda SpA en vue d'un *screening* automatique périodique complétera le projet conçu et développé dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe COFI (*Banking & Finance*).

## 7. ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Les actions propres sont représentées uniquement par des titres de COFI SA détenus par la société elle-même.

Au cours de l'exercice et jusqu'à ce jour, la Société n'a pas acheté de nouvelles actions propres. Au 31 décembre 2015, COFI détient 565.946 de ses propres actions.

En conformité avec les normes IFRS, les 565.946 actions propres ont été déduites des capitaux propres.

Les *Réserves* de EUR 18,9 millions (2014 : EUR 18,2 millions) et les *Résultats reportés* de EUR 33,7 millions (2014 : EUR 31,3 millions) correspondent aux réserves et aux résultats reportés dans les comptes sociaux de la société consolidante COFI SA.

## 8. RÉSULTAT PAR ACTION

Le capital social de EUR 163,3 millions est composé de 20 millions d'actions ordinaires entièrement libérées, sans indication de la valeur nominale.

Après élimination des actions propres (Note 7), 19.434.054 actions donnent droit aux résultats. Aucune option sur actions ni d'autres facteurs de dilution existent.

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Au 31 décembre 2015, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'élève à 19.434.054 (2014 : 19.434.054) ; le résultat net par action s'élève à EUR 1,18 (2014 : EUR 1,28) et le résultat net global par action à EUR 2,36 (2014 : EUR 1,11).

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

INFORMATIONS  
SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ  
DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## 9. CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
■ à vue	267.706	304.419
■ jusqu'à 3 mois	174.910	209.498
■ plus de 3 mois à 1 an	43.039	130.213
■ plus de 5 ans	6.860	5.857
<b>TOTAL</b>	<b>492.515</b>	<b>649.987</b>

## 10. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
■ à vue	902.224	370.842
■ jusqu'à 3 mois	147.272	856.830
■ plus de 3 mois à 1 an	164.352	193.987
■ plus de 1 an à 5 ans	323.012	103.303
■ plus de 5 ans	194.854	36.627
<b>TOTAL</b>	<b>1.731.714</b>	<b>1.561.589</b>

Le Groupe n'a pas procédé à des cessions sur ses portefeuilles de crédit à la clientèle.

## 11. INSTRUMENTS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>163.106</b>	<b>199.799</b>
■ des émetteurs publics et assimilés	141.555	157.404
■ d'autres émetteurs	21.551	42.395
<b>Titres à revenu variable</b>	<b>18.062</b>	<b>19.648</b>
■ cotés	15.887	17.823
■ non cotés	2.175	1.825
<b>TOTAL</b>	<b>181.168</b>	<b>219.447</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>56.344</b>	<b>138.109</b>
■ des émetteurs publics et assimilés	52.352	63.352
■ d'autres émetteurs	3.992	74.757
<b>Titres à revenu variable</b>	<b>11.683</b>	<b>14.304</b>
■ cotés	9.837	13.055
■ non cotés	1.846	1.249
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>29.771</b>	<b>37.581</b>
<b>TOTAL</b>	<b>97.798</b>	<b>189.994</b>

Tous les titres figurant sous cette rubrique sont destinés au *trading*.

### 12.1. Instruments financiers dérivés

Le tableau ci-dessous présente le détail des instruments dérivés figurant à l'actif du bilan, conjointement avec leur valeur notionnelle. Les montants notionnels sont présentés en brut et représentent la valeur des actifs sous-jacents des taux de référence ou indices servant à la valorisation de ces instruments. Ils fournissent une indication sur le volume des opérations ouvertes à la clôture, mais ne sont pas un indicateur de risque de crédit ou de marché.

en milliers de EUR	31/12/2015		31/12/2014	
	fair value	valeur notionnelle	fair value	valeur notionnelle
<b>Couverture de transactions</b>	<b>4.881</b>	<b>508.993</b>	<b>22.082</b>	<b>3.717.581</b>
■ instruments dérivés de devise	2.942	378.519	0	0
■ instruments dérivés de cours de change	849	79.250	21.747	3.700.549
■ instruments dérivés de futures sur taux d'intérêt	0	0	335	17.032
■ autres instruments dérivés	1.090	51.224	0	0
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>24.890</b>	<b>1.759.561</b>	<b>13.101</b>	<b>720.413</b>
■ instruments dérivés de taux d'intérêt	16.055	561.963	13.101	720.413
■ instruments dérivés de devise	8.835	1.197.598	0	0
<b>Couverture de résultats futurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.398</b>	<b>773</b>
■ instruments dérivés de devise	0	0	2.398	773
<b>TOTAL</b>	<b>29.771</b>	<b>2.268.554</b>	<b>37.581</b>	<b>4.438.767</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### 13. ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>244.467</b>	<b>158.505</b>
■ des émetteurs publics et assimilés	145.597	79.808
■ d'autres émetteurs	98.870	78.697
<b>TOTAL</b>	<b>244.467</b>	<b>158.505</b>

Il n'y a pas eu d'opérations de cession sur ces portefeuilles et par conséquent pas de gain ou perte sur cession.

### 14. ENTREPRISES NON CONSOLIDÉES

*Informations sur les investissements les plus importants*

en milliers	31/12/2015			
	Fonds propres inclus résultat	Résultat	% intérêt du Groupe	Valeur au bilan EUR
Aduno Holding AG, Zürich	CHF 543.184 <sup>1</sup>	74.617	0,28%	350
Bulk Malta Ltd, Malta	USD 11.487 <sup>1</sup>	(14.557)	10,00%	741
EIH Endurance Inv. Holding SA, Lugano	CHF 618 <sup>2</sup>	(255)	25,00%	198
NEIH SA, Luxembourg	EUR (140) <sup>1</sup>	(186)	18,81%	586
				<b>1.875</b>

<sup>1</sup> au 31 décembre 2015

<sup>2</sup> au 31 décembre 2014

Dans les états financiers consolidés la valeur des entreprises non consolidées s'élève à kEUR 1.919 (2014 : kEUR 3.631).

Le tableau ci-dessus ne comprend que les entités non consolidées qui ont un impact significatif dans les états financiers consolidés.

L'investissement total dans les sociétés non consolidées ne figurant pas dans le tableau ci-dessus s'élève à kEUR 44 (2014 : kEUR 901). Ces entités sont exclues du tableau en raison de la valeur négligeable de l'investissement.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## 15. PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

### 15.1. Part détenue directement ou indirectement par le Groupe

en milliers de EUR	31/12/2015		31/12/2014	
	Fonds propres	Résultat	Fonds propres	Résultat
Anthilia Capital Partners SGR SpA	2.188	834	2.182	390
Cortefranca SpA	1.111	(12)	1.122	(11)
Distillerie Pietrasanta Srl	4.631	79	4.513	208
Fortress 31 LLC	(149)	33	(140)	11
Fortress Sterling LLC	949	1	1.914	(73)
Fortress Rockaway LLC	488	(10)	952	(17)
Heptagon Investments Ltd	883	16	804	48
Lez-Go Srl	1.156	(22)	1.181	(25)
Lombarda & Associati Srl	15	0	56	(41)
Sartoria Saint Andrews Milano SpA	1.493	238	1.291	332
Tzion Flats LLC	---	---	956	(37)
	<b>12.765</b>	<b>1.157</b>	<b>14.831</b>	<b>785</b>
<b>Total des fonds propres (part du Groupe)</b>	<b>13.922</b>		<b>15.616</b>	

Aucune de ces sociétés n'est cotée en bourse. Aucun établissement de crédit n'est à dénombrer.

### 15.2. Données financières publiées par les entités

en milliers de EUR	31/12/2015			
	Total actifs	Total dettes	Total produits	Résultat
Anthilia Capital Partners SGR SpA	11.155	3.690	10.276	2.060
Cortefranca SpA	609	21	0	(29)
Distillerie Pietrasanta Srl	2.726	358	586	175
Fortress 31 LLC	4.185	4.756	730	30
Fortress Sterling LLC	6.457	4.423	803	(7)
Fortress Rockaway LLC	3.537	2.481	481	4
Heptagon Investments Ltd	3.237	37	125	59
Lez-Go Srl	2.584	317	391	(50)
Lombarda & Associati Srl <sup>(1)</sup>	1.394	1.233	654	(120)
Sartoria Saint Andrews Milano SpA	11.372	4.050	12.932	1.006
<b>TOTAL</b>	<b>47.256</b>	<b>21.366</b>	<b>26.978</b>	<b>3.128</b>

(1) données au 31 décembre 2014

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## 16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

L'évolution des valeurs immobilisées est renseignée à la page 72.

Compte tenu de la variation des taux de change (en particulier, du dollar des États-Unis), la valeur de marché au 31 décembre 2015 des immeubles de placement est de EUR 97,9 millions (2014 : EUR 85,5 millions).

Le bénéfice net résultant de la gestion des immeubles de placement s'élève à EUR 3,2 millions (2014 : EUR 2,8 millions).

La dotation aux amortissements relative aux immeubles de placement de EUR 0,5 million (2014 : EUR 0,3 million), est reprise sous la rubrique *Autres charges d'exploitation* dans l'*État consolidé du résultat global*.

Les contrats de bail de ces immeubles comprennent une clause qui prévoit le paiement d'un loyer minimal en cas de résiliation anticipée. Le tableau suivant indique les montants que les locataires auraient à payer jusqu'à l'expiration du contrat :

en milliers de EUR	2016	2017	2018	2019	2020	Total
au 31/12/2015	2.751	2.352	2.262	2.337	180	9.882

Certaines sociétés du Groupe réalisent des opérations de promotion immobilière. Ces immeubles ont été classés en *Immeubles destinés à la vente* et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur valeur de marché diminuée des coûts de vente.

Presque la totalité de ces actifs sont de nouvelles constructions réalisées par une entité du Groupe.

L'activité liée à ces immeubles n'a pas d'influence significative sur le résultat du Groupe au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014.

Les immobilisations incorporelles reprises dans le tableau ci-après sous la dénomination *Autres actifs immatériels* représentent la valeur de la clientèle acquise lors de l'absorption ou de l'acquisition par PKB Privatbank SA, de

- Banca Monte Paschi (Suisse) SA, en 2004;
- Banca Gesfid SA, en 2010 ;
- Liechtensteinische Landesbank (Suisse) SA, en 2014 ;
- PKB Alasia SA, en 2014.

La valeur de la clientèle de Liechtensteinische Landesbank (Suisse) SA a fait l'objet au cours de l'exercice 2015 d'un *impairment* à hauteur de EUR 2.468 pour corriger le prix d'achat initialement estimé de la clientèle.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

**16.1. Évolution des immobilisations corporelles et incorporelles (exercice courant)**

en milliers de EUR	Valeur d'acquisition			31/12/2015
	31/12/2014	Différence de change	Acquisitions (Sorties)	
<b>IMMEUBLES DISPONIBLES À LA VENTE</b>	<b>4.108</b>	<b>(42)</b>	<b>8.551</b>	<b>12.617</b>
<b>IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>	<b>12.213</b>	<b>864</b>	<b>3.849</b>	<b>16.926</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>118.096</b>	<b>8.642</b>	<b>5.459</b>	<b>132.197</b>
Terrains et constructions	67.566	4.646	960	73.172
Machines et outillage industriel	24.334	2.371	3.825	30.530
Autres installations, outillage et mobilier	24.667	1.625	674	26.966
Immobilisations en cours, acomptes versés	1.529	0	0	1.529
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>51.126</b>	<b>3.103</b>	<b>377</b>	<b>54.606</b>
Concessions, brevets, licences	513	3	377	893
Autres actifs immatériels	50.381	3.075	0	53.456
Acomptes versées	232	25	0	257

Cumul des réductions de valeur				Valeur nette			
31/12/2014	Différence de change	Reprises (Dotations)	31/12/2015	31/12/2014	Différence de change	Mouvement	31/12/2015
<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.108</b>	<b>(42)</b>	<b>8.551</b>	<b>12.617</b>
<b>(5.960)</b>	<b>(452)</b>	<b>(1.041)</b>	<b>(7.453)</b>	<b>6.253</b>	<b>412</b>	<b>2.808</b>	<b>9.473</b>
<b>(44.900)</b>	<b>(2.774)</b>	<b>(7.239)</b>	<b>(54.913)</b>	<b>73.196</b>	<b>5.868</b>	<b>(1.780)</b>	<b>77.284</b>
(14.136)	(776)	(1.590)	(16.502)	53.430	3.870	(630)	56.670
(18.365)	(1.666)	(4.799)	(24.830)	5.969	705	(974)	5.700
(11.478)	(332)	(744)	(12.554)	13.189	1.293	(70)	14.412
(921)	0	(106)	(1.027)	608	0	(106)	502
<b>(23.815)</b>	<b>(2.414)</b>	<b>(4.286)</b>	<b>(30.515)</b>	<b>27.311</b>	<b>689</b>	<b>(3.909)</b>	<b>24.091</b>
(281)	(3)	(146)	(430)	232	0	231	463
(23.534)	(2.411)	(4.140)	(30.085)	26.847	664	(4.140)	23.371
0	0	0	0	232	25	0	257

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

**16.2. Évolution des immobilisations corporelles et incorporelles (exercice précédent)**

en milliers de EUR	Valeur d'acquisition			31/12/2014
	31/12/2013	Différence de change	Acquisitions (Sorties)	
<b>IMMEUBLES DISPONIBLES À LA VENTE</b>	<b>3.830</b>	<b>118</b>	<b>160</b>	<b>4.108</b>
<b>IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>	<b>11.687</b>	<b>523</b>	<b>3</b>	<b>12.213</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>104.193</b>	<b>2.357</b>	<b>11.546</b>	<b>118.096</b>
Terrains et constructions	62.314	1.530	3.722	67.566
Machines et outillage industriel	18.582	407	5.345	24.334
Autres installations, outillage et mobilier	21.865	420	2.382	24.667
Immobilisations en cours, acomptes versés	1.432	0	97	1.529
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>34.299</b>	<b>676</b>	<b>16.151</b>	<b>51.126</b>
Concessions, brevets, licences	800	0	(287)	513
Autres actifs immatériels	33.272	671	16.438	50.381
Acomptes versés	227	5	0	232

Cumul des réductions de valeur				Valeur nette			
31/12/2013	Différence de change	Reprises (Dotations)	31/12/2014	31/12/2013	Différence de change	Mouvement	31/12/2014
<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.830</b>	<b>118</b>	<b>160</b>	<b>4.108</b>
<b>(5.281)</b>	<b>(310)</b>	<b>(369)</b>	<b>(5.960)</b>	<b>6.406</b>	<b>213</b>	<b>(366)</b>	<b>6.253</b>
<b>(37.735)</b>	<b>(499)</b>	<b>(6.666)</b>	<b>(44.900)</b>	<b>66.458</b>	<b>1.858</b>	<b>4.880</b>	<b>73.196</b>
(12.452)	(147)	(1.537)	(14.136)	49.862	1.383	2.185	53.430
(14.197)	(290)	(3.878)	(18.365)	4.385	117	1.467	5.969
(10.259)	(62)	(1.157)	(11.478)	11.606	358	1.225	13.189
(827)	0	(94)	(921)	605	0	3	608
<b>(19.553)</b>	<b>(416)</b>	<b>(3.846)</b>	<b>(23.815)</b>	<b>14.746</b>	<b>260</b>	<b>12.305</b>	<b>27.311</b>
(690)	0	409	(281)	110	0	122	232
(18.863)	(416)	(4.255)	(23.534)	14.409	255	12.183	26.847
0	0	0	0	227	5	0	232

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### 17. AUTRES ACTIFS

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
« <i>replacement value on futures</i> »	2.674	5.744
créances envers un partnership	4.129	4.102
crédits fiscaux	15.125	10.199
autres créances	10.311	8.743
transactions en cours	3.813	2.714
œuvres d'art	1.099	994
autres	3.184	980
<b>TOTAL</b>	<b>40.335</b>	<b>33.476</b>

### 18. ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles sont afférents aux principales différences bilantaires suivantes :

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
crédits et risques	4.361	4.078
portefeuilles titres	141	0
actifs corporels	2.112	2.072
autres	269	210
<b>TOTAL</b>	<b>6.883</b>	<b>6.360</b>

### 19. ÉCARTS D'ACQUISITION

L'écart positif entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans l'actif net de la filiale acquise est comptabilisé à l'actif sous la rubrique *Écarts d'acquisition*.

Pour toutes les filiales acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, les écarts d'acquisition sont conservés à leur valeur d'origine telle qu'inscrite au bilan consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 2004, déduction faite des dépréciations cumulées à cette date.

Les *impairment tests* sur les *Écarts d'acquisition* réalisés suivant des méthodes d'évaluation usuelles n'ont pas donné lieu à une dépréciation.

Les *impairment test* sont réalisés à chaque clôture d'exercice. Si la valeur recouvrable des éléments retenus dans la valorisation de l'écart d'acquisition est inférieure à la valeur de l'écart d'acquisition, une perte de valeur est reconnue dans l'*État consolidé du résultat global*.

Au cours de la période considérée, aucun changement n'a été enregistré.

L'écart d'acquisition lié aux entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale s'élève à EUR 10.339 (2014 : EUR 10.339), tandis que celui relative aux entités mises en équivalence s'élève à EUR 190 (2014 : EUR 190).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

**19.1. Les écarts d'acquisition se répartissent par unité génératrice de trésorerie de la manière suivante :**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Anthilia Capital Partners SGR SpA	34	34
Cassa Lombarda SpA	9.087	9.087
Cortefranca Spa	156	156
Glenbuddah Pty Ltd	134	134
Primco Srl	51	51
Quintia SpA	1.067	1.067
	<b>10.529</b>	<b>10.529</b>

**20. DETTES ENVERS DES BANQUES CENTRALES**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
■ jusqu'à 3 mois	0	130.900
■ plus de 1 an à 5 ans	170.087	30.012
<b>TOTAL</b>	<b>170.087</b>	<b>160.912</b>

Cassa Lombarda SpA a utilisé les facilités à des taux favorables accordées par la BCE (Banque Centrale Européenne) aux banques de l'Union Européenne qui en ont fait la demande.

**21. DETTES ENVERS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
■ à vue	168.348	19.423
■ jusqu'à 3 mois	5.915	8.252
■ plus de 3 mois à 1 an	988	0
■ plus de 1 an à 5 ans	996	0
■ plus de 5 ans	16.622	12.123
<b>TOTAL</b>	<b>192.869</b>	<b>39.798</b>

Aucune situation de défaut à titre contractuel ou financier n'est à signaler dans le cadre des engagements financiers pris par le Groupe.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## 22. DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Dépôts d'épargne</b>	<b>295.986</b>	<b>181.543</b>
■ à vue	295.986	181.543
<b>Autres dettes</b>	<b>2.789.056</b>	<b>2.871.498</b>
■ à vue	2.778.855	2.759.814
■ jusqu'à 3 mois	0	92.993
■ plus de 3 mois à 1 an	79	16.821
■ plus de 1 an à 5 ans	10.122	1.870
<b>TOTAL</b>	<b>3.085.042</b>	<b>3.053.041</b>

## 23. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

en milliers de EUR	31/12/2015		31/12/2014	
	fair value	valeur notionnelle	fair value	valeur notionnelle
<b>Couverture de transactions</b>	<b>4.885</b>	<b>533.129</b>	<b>11.410</b>	<b>3.745.826</b>
■ instruments dérivés de devise	2.624	378.519	0	0
■ instruments dérivés de cours de change	1.171	103.386	10.997	3.718.548
■ instruments dérivés de futures sur taux d'intérêt	0	0	413	27.278
■ autres instruments dérivés	1.090	51.224	0	0
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>30.852</b>	<b>1.759.561</b>	<b>19.769</b>	<b>720.413</b>
■ instruments dérivés de taux d'intérêt	26.801	561.963	19.769	720.413
■ instruments dérivés de devise	4.051	1.197.598	0	0
<b>Couverture de résultats futurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.398</b>	<b>773</b>
■ instruments dérivés de devise	0	0	2.398	773
<b>TOTAL</b>	<b>35.737</b>	<b>2.292.690</b>	<b>33.577</b>	<b>4.467.012</b>

Le tableau précédent présente le détail des instruments dérivés figurant au passif du bilan, conjointement avec leur valeur notionnelle. Les montants notionnels sont présentés en brut et représentent la valeur des actifs sous-jacents des taux de référence ou indice servant à la valorisation de ces instruments. Ils fournissent une indication sur le volume des opérations ouvertes à la clôture, mais ne sont pas un indicateur de risque de crédit ou de marché.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

#### 24. AUTRES PASSIFS

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
« <i>replacement value on futures</i> »	2.668	6.305
dettes envers un partnership	2.696	2.728
dettes fiscales	6.900	6.733
autres dettes	12.383	13.388
transactions en cours	7.705	6.711
autres	785	2.786
<b>TOTAL</b>	<b>33.137</b>	<b>38.651</b>

#### 25. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Provisions pour pensions et obligations similaires</b>	<b>36.781</b>	<b>30.093</b>
■ régime à prestations définies	36.781	30.093
<b>Provisions pour impôts</b>	<b>16.676</b>	<b>12.891</b>
■ pour impôts courants	6.188	2.842
■ pour impôts différés	10.488	10.049
<b>Provisions pour autres risques et charges</b>	<b>24.318</b>	<b>28.087</b>
<b>TOTAL</b>	<b>77.775</b>	<b>71.071</b>

D'autres informations sur les impôts de l'exercice sont données à la Note 34.

##### 25.1. Variations des provisions pour risques et charges

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Solde au début de l'exercice	71.071	58.674
Différence de change	6.916	958
Dotations aux provisions	11.738	27.440
Reprise de provisions	(615)	(2.388)
Utilisation des provisions	(11.335)	(13.613)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>77.775</b>	<b>71.071</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### 25.2. Provisions pour impôts différés

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles sont afférents aux principales différences bilantaires suivantes:

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Actifs corporels	4.709	4.171
Actifs incorporels	2.635	2.614
Crédits et risques	4.554	3.264
Autres	(1.410)	0
<b>TOTAL</b>	<b>10.488</b>	<b>10.049</b>

### 25.3. Provisions pour autres risques et charges

Les provisions pour autres risques et charges sont afférents à :

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Litiges éventuels et procès	8.645	10.649
Primes et commissions	10.699	9.457
Autres provisions	4.974	7.981
<b>TOTAL</b>	<b>24.318</b>	<b>28.087</b>

### 26. VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE (PART DU GROUPE)

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Réserve au début de l'exercice</b>	<b>(1.072)</b>	<b>(2.475)</b>
<b>Variations de l'exercice</b>	<b>366</b>	<b>1.403</b>
Différence de change	(131)	(76)
Gains (pertes) nets non réalisés	985	2.136
Pertes réalisées	(482)	(144)
Impôts différés	(6)	(513)
<b>Réserve à la fin d'exercice</b>	<b>(706)</b>	<b>(1.072)</b>

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

INFORMATIONS  
SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU  
RÉSULTAT GLOBAL

## 27. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Créances sur la clientèle	26.485	26.584
Créances sur les établissements de crédit	5.389	2.363
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	1.308	2.329
Instruments financiers disponibles à la vente	1.470	1.957
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.111	2.617
<b>TOTAL</b>	<b>37.763</b>	<b>35.850</b>

## 28. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Dettes envers la clientèle	(1.641)	(2.366)
Dettes envers des établissements de crédit	(3.753)	(3.653)
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	0	(4)
<b>TOTAL</b>	<b>(5.394)</b>	<b>(6.023)</b>

## 29. GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Titres à revenu fixe	1.138	1.902
Titres à revenu variable hors dividendes	977	2.810
Dividendes	34	39
Réévaluation (Réductions de valeurs) du portefeuille	1.279	(588)
Change et autres	1.953	862
<b>TOTAL</b>	<b>5.381</b>	<b>5.025</b>

Tous les titres figurant sous cette rubrique sont destinés au *trading*.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL

### 30. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Produits sur immeubles de placement	5.020	4.219
Produits sur immeubles disponibles à la vente	1.332	162
Produits sur immobilisations d'exploitation	0	8
Produits sur autres immobilisations corporelles	8	1
Autres produits de l'actif circulant	8.279	9.280
Reprises de provisions	0	1.817
Autres produits	3.695	1.086
<b>TOTAL</b>	<b>18.334</b>	<b>16.573</b>

### 31. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Charges sur immeubles de placement	(1.820)	(1.384)
Charges sur immeubles disponibles à la vente	(1.094)	(82)
Autres charges de l'actif circulant	(74)	(203)
Provisions diverses et autres charges	(882)	(1.487)
<b>TOTAL</b>	<b>(3.870)</b>	<b>(3.156)</b>

Tous les immeubles de placement ont généré des revenus locatifs.

### 32. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Frais de personnel	(84.299)	(72.891)
Frais administratifs et autres	(39.548)	(36.312)
<b>TOTAL</b>	<b>(123.847)</b>	<b>(109.203)</b>

#### 32.1. Frais de personnel

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Salaires et traitements	(64.187)	(56.807)
Charges sociales	(13.539)	(12.071)
Contribution au fond pension (régime à prestations définies)	(1.039)	606
Contribution au fond pension (régime à contributions définies)	(1.673)	(1.362)
Autres charges de personnel	(3.861)	(3.257)
<b>TOTAL</b>	<b>(84.299)</b>	<b>(72.891)</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL

### 32.2. Avantages au personnel – indemnités de fin de carrière

Trois sociétés du Groupe ont octroyé des avantages postérieurs à l'emploi aux membres du personnel: COFI SA, Cassa Lombarda SpA et PKB Privatbank SA. Ces avantages correspondent à des indemnités de fin de carrière.

### 32.3. Rapprochement entre les actifs et les passifs comptabilisés au bilan

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Juste valeur des actifs des régimes	133.297	115.209
Valeur actualisée des obligations des régimes	(164.798)	(140.113)
<b>Surplus net (Obligation nette) comptabilisée au bilan</b>	<b>(31.501)</b>	<b>(24.904)</b>

### 32.4. Variations de la valeur actualisée des obligations

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Obligations au début de l'exercice	(140.113)	(106.006)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(5.156)	(3.374)
Coût financier (intérêts)	(1.568)	(2.074)
Coût des services passés	(223)	(8)
Gains (Pertes) actuariels(elles)	(4.619)	(18.644)
Contributions ordinaires des employés	(2.838)	(2.439)
Prestations payées	7.478	4.958
Effet des variations de change	(14.322)	(2.034)
Cotisations des membres des régimes	(3.437)	(10.492)
<b>Obligations à la fin de l'exercice</b>	<b>(164.798)</b>	<b>(140.113)</b>

### 32.5. Variations de la juste valeur des actifs du régime de prestations

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Juste valeur des actifs au début de l'exercice	115.209	94.145
Rendement attendu	1.774	5.141
Gains (pertes) actuariels(elles)	1.217	1.719
Contributions ordinaires des employés	2.845	2.439
Contributions ordinaires des employeurs	4.603	4.442
Prestations payées	(7.461)	(4.957)
Effet des variations de change	11.673	1.788
Cotisations des membres des régimes	3.437	10.492
<b>Juste valeur des actifs à la fin de l'exercice</b>	<b>133.297</b>	<b>115.209</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL

### 32.6. Composantes des actifs de régime

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Titres	23.517	22.952
Obligations	55.871	45.226
Propriété	18.015	16.478
Autres	35.894	30.553
<b>TOTAL</b>	<b>133.297</b>	<b>115.209</b>

### 32.7. Composante de la charge de l'exercice au titre des avantages postérieurs à l'emploi

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Régimes à prestations définies</b>	<b>(5.844)</b>	<b>(3.707)</b>
<b>Coût des services</b>	<b>(5.487)</b>	<b>(3.354)</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(5.264)	(3.346)
Coût des services passés	(223)	(8)
<b>Intérêts nets</b>	<b>(357)</b>	<b>(353)</b>
Charge d'intérêt	(1.599)	(2.058)
Produits d'intérêt des actifs de régime	1.242	1.705
<b>Régimes à contributions définies</b>	<b>(58)</b>	<b>(90)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(5.902)</b>	<b>(3.797)</b>

### 32.8. Principales hypothèses actuarielles

en %	31/12/2015	31/12/2014
Taux d'actualisation	1,62%	1,93%
Taux d'augmentation future des salaires	1,33%	1,80%
Taux d'augmentation future des retraites	2,00%	1,47%

### 32.9. Contributions estimées pour l'année suivante

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Contributions de l'employeur	4.529	4.023
Contributions de l'employé	2.893	2.548
<b>TOTAL</b>	<b>7.422</b>	<b>6.571</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL

### 32.10. Effectifs du groupe

	31/12/2015	31/12/2014
Salariés occupés à plein-temps	522	497

### 32.11. Analyse de sensibilité: Incidence sur la valeur actualisée des obligations

	31/12/2015		31/12/2014	
	%	EUR	%	EUR
<b>Sensibilité aux hypothèses de variation de taux d'actualisation</b>				
Taux d'actualisation + 0,50%	- 7,08 %	(342)	- 5,48 %	(1.014)
Taux d'actualisation - 0,50%	+ 7,98 %	386	+ 6,06 %	1.151
<b>Sensibilité aux hypothèses de variation des salaires</b>				
Taux de variation des salaires + 0,50%	+ 0,25 %	25	+ 0,24 %	82
Taux de variation des salaires - 0,50%	- 0,25 %	(25)	- 0,20 %	(69)
<b>Sensibilité aux hypothèses de variation de la mortalité</b>				
Espérance de vie +1 an	+ 0,52 %	101	+ 0,94 %	302
Espérance de vie -1 an	- 1,05 %	(105)	- 0,84 %	(288)

Les données ci-dessus représentent des moyennes pondérées des variations observées.

## 33. COÛT DU RISQUE

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Augmentation des provisions	(12.894)	(11.228)
Reprises de provisions	3.491	1.297
Variations des autres provisions	25	0
<b>TOTAL</b>	<b>(9.378)</b>	<b>(9.931)</b>

### 33.1. Coût du risque, par nature d'actifs

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Prêts et créances envers la clientèle	(7.895)	(5.504)
Engagements hors bilan	33	(17)
Autres	(1.516)	(4.410)
<b>TOTAL</b>	<b>(9.378)</b>	<b>(9.931)</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL

### 34. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Impôts courants	(4.762)	(5.443)
Impôts différés	546	(845)
<b>TOTAL</b>	<b>(4.216)</b>	<b>(6.288)</b>

#### 34.1. Formation de la charge d'impôts courants

La charge d'impôt sur le bénéfice est calculée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays où les sociétés du Groupe sont domiciliées.

Au 31 décembre 2015, le taux d'impôt à Luxembourg est de 29,22% (2014: 29,22%).

La différence entre le taux ci-après et le taux d'impôt effectif s'explique comme suit:

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Résultat avant impôts	27.464	31.442
Taux d'impôt en vigueur à Luxembourg à la fin de l'exercice	29,22%	29,22%
Impôts théoriques sur les revenus	8.025	9.187
Effet fiscal des différents taux d'impôt locaux	(3.411)	(2.119)
Effet fiscal sur éléments non déductibles	815	2.089
Effet fiscal sur éléments non imposables	(414)	(2.009)
Effet fiscal sur autres éléments	(635)	379
Effet des pertes fiscal reportées	(164)	(1.239)
<b>Charge d'impôt au bilan</b>	<b>4.216</b>	<b>6.288</b>
Taux d'imposition effectif	15,35%	20,00%



## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## AUTRES INFORMATIONS

## 35. FILIALES NON DÉTENUES EN PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE

## 35.1. Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du groupe

en milliers de EUR

Dénomination de la filiale	Établissement principal (Siège, Pays)
----------------------------	---------------------------------------

**Secteur bancaire et financier**

Cassa Lombarda SpA	Milan, Italie
PKB Servizi Fiduciari SpA	Milan, Italie
Shepton Consultoria e Serviços SA	Luxembourg, Luxembourg
TRM Investors Inc	New York, USA
TRM Europe SA	Luxembourg, Luxembourg

**Secteur immobilière et agricole**

Greendom Ltd	Waverley, New Zealand
114 Greene LLC	New York, USA
31st Investors LLC	New York, USA
186th Street Investors LLC	New York, USA
106 Prince LLC	New York, USA
416 Rockaway Investors LLC	New York, USA
Sei Via Mantegna Srl	Milan, Italie
Sterling 1373 Investors LLC	New York, USA
Tzion Flats LLC	New York, USA

	31/12/2015			31/12/2014		
	droits de vote en %	Résultat net	Cumul des intérêts	droits de vote en %	Résultat net	Cumul des intérêts
	1,435%	10	(1.199)	2,935%	105	(1.205)
	0,431%	(1)	(2)	0,431%	(1)	(1)
	40,000%	(33)	114	40,000%	(42)	147
	40,000%	(399)	(1.882)	40,000%	(394)	(1.316)
	40,000%	29	(928)	40,000%	(14)	(587)
	40,000%	120	877	40,000%	44	772
	40,000%	532	3.230	40,000%	470	2.381
	41,200%	0	(2)	41,200%	0	(5)
	41,200%	0	(18)	41,200%	0	(17)
	40,000%	96	70	40,000%	51	(24)
	41,200%	0	(15)	41,200%	0	(16)
	35,000%	(46)	59	35,000%	0	0
	41,200%	0	(14)	41,200%	0	(16)
	55,900%	(62)	(310)	55,900%	0	0

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

**35.2. Informations financières résumées des filiales dont l'intérêt des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle compte non tenu des éliminations intragroupes**

en milliers de EUR	31/12/2015				
Dénomination de la filiale	Trésorerie, crédits envers banques et clientèle	Portefeuille titres, immobilisations financières	Immobilisations corporels, incorporels et autres actifs	Debits envers banques et clientèle	Autres dettes, autres passifs, provisions
<b>Secteur bancaire et financier</b>					
Cassa Lombarda SpA	569.162	298.976	44.313	(813.088)	(25.104)
PKB Servizi Fiduciari SpA	117	11	378	0	(169)
Shepton Consultoria e Serviços SA	22	564	0	(215)	(6)
TRM Investors Inc	1.252	13.633	0	(18.636)	(465)
TRM Europe SA	6.312	588	0	(134)	(72)
<b>Secteur immobilière et agricole</b>					
Greendom Ltd	78	0	3.544	(1.636)	(5)
114 Greene LLC	16.603	0	863	(9.429)	0
31st Investors LLC	235	0	0	(227)	0
186th Street Investors LLC	240	613	0	0	0
106 Prince LLC	2.966	0	1.214	(4.010)	(2)
416 Rockaway Investors LLC	235	998	0	0	0
Sei Via Mantegna Srl	22	0	8.441	(8.139)	(163)
Sterling 1373 Investors LLC	235	2.153	0	0	0
Tzion Flats LLC	166	0	3.244	(3.345)	(14)

31/12/2014				
Trésorerie, crédits envers banques et clientèle	Portefeuille titres, immobilisations financières	Immobilisations corporels, incorporels et autres actifs	Debits envers banques et clientèle	Autres dettes, autres passifs, provisions
457.536	366.629	35.960	(766.666)	(21.193)
324	10	114	0	(95)
54	564	0	(167)	(3)
165	12.681	14	(15.677)	(58)
6.151	588	0	(17)	(99)
50	0	3.287	(1.612)	(4)
13.390	0	1.197	(8.581)	(7)
169	0	0	(155)	0
59	1.101	0	0	0
2.423	0	1.176	(3.649)	(17)
169	959	0	0	0
0	0	0	0	0
169	1.983	0	(15.677)	(58)
0	0	0	0	0

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

**35.3. Autres informations financières résumées des filiales dont l'intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle compte non tenu des éliminations intragroupes**

en milliers de EUR	31/12/2015			
Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Autres éléments du résultat global de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
<b>Secteur bancaire et financier</b>				
Cassa Lombarda SpA	50.459	2.466	(473)	0
PKB Servizi Fiduciari SpA	340	(235)	(1)	0
Shepton Consultoria e Serviços SA	(3)	(83)	0	0
TRM Investors Inc	(5)	(998)	0	0
TRM Europe SA	131	71	0	0
<b>Secteur immobilière et agricole</b>				
Greendom Ltd	308	301	0	0
114 Greene LLC	1.376	1.331	0	0
31st Investors LLC	0	0	0	0
186th Street Investors LLC	0	0	0	0
106 Prince LLC	255	240	0	0
416 Rockaway Investors LLC	0	0	0	0
Sei Via Mantegna Srl	(138)	(139)	0	0
Sterling 1373 Investors LLC	0	0	0	0
Tzion Flats LLC	(57)	(111)	0	0

31/12/2014				
Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Autres éléments du résultat global de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
49.321	3.572	728	0	
1	(167)	0	0	
0	(104)	0	0	
(24)	(984)	0	0	
16	(37)	0	0	
116	111	0	0	
1.215	1.176	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
147	128	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	
0	0	0	0	

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

36. POSTES HORS BILAN

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>36.1 Engagements de financements donnés</b>	<b>1.584.063</b>	<b>1.551.228</b>
Aux établissements de crédit	1.368.524	1.295.536
À la clientèle	215.539	255.692
■ ouverture de crédits confirmés	2.347	7.752
■ opérations de change à terme	174.638	219.766
■ autres transactions	15.414	8.269
■ autres	23.140	19.905
<b>36.2 Engagements de financements reçus</b>	<b>1.534.053</b>	<b>1.515.780</b>
Des établissements de crédit	1.359.152	1.289.049
De la clientèle	174.901	226.731
<b>36.3 Actifs donnés en garantie</b>	<b>218.749</b>	<b>198.528</b>
Trésorerie et assimilée	23	23
Créances	1.078	1.027
Titres	213.108	196.171
Propriétés, immeubles et terrains	4.540	1.307
<b>36.4 Actifs reçus en garantie</b>	<b>1.614.777</b>	<b>1.782.873</b>
Créances	1.227.775	1.078.823
Titres	179.507	156.072
Marchandises	15.468	21.638
Propriétés, immeubles et terrains	192.027	526.340
<b>36.5 Engagements de garantie donnés</b>	<b>78.962</b>	<b>75.771</b>
D'ordre des établissements de crédit	1.888	1.091
D'ordre de la clientèle	77.074	74.680
■ cautions administratives et fiscales	29.687	55.055
■ autres garanties	47.387	19.625
<b>36.6 Engagements de garantie reçus</b>	<b>228.554</b>	<b>250.792</b>
D'ordre des établissements de crédit	26.473	16.563
D'ordre de la clientèle	202.081	234.229
<b>36.7 Opérations fiduciaires</b>	<b>418.768</b>	<b>28.445</b>
Dépôts fiduciaires	418.768	28.445

Les montants renseignés sont des valeurs de marché.

Le Groupe accorde des engagements et donne certains de ses investissements en garantie dans le cadre de ses opérations bancaires principalement au titre de son refinancement interbancaire, de l'octroi de crédits à sa clientèle et d'opérations de banque privée.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

### 37. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

#### 37.1. Transactions avec les sociétés consolidées

La liste des sociétés consolidées est présentée à la Note 4 (sociétés consolidées par intégration globale et sociétés consolidées par mises en équivalence). Les transactions réalisées en cours d'exercice entre les sociétés consolidées ainsi que les soldes à la date de clôture sont éliminés dans le processus de consolidation.

Les informations ci-dessous relatives aux transactions avec les entreprises liées ne concernent que les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et les sociétés mises en équivalence.

##### 37.1.1. Encours des opérations avec les parties liées

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Actifs</b>	<b>629</b>	<b>1.029</b>
Créances sur la clientèle	543	943
Autres actifs	86	86
<b>Passifs</b>	<b>2.192</b>	<b>1.981</b>
Dettes envers la clientèle	2.192	1.918
Autres passifs	0	63

##### 37.1.2. Transactions réalisées avec les parties liées

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts et produits assimilés	14	10
Intérêts et charges assimilées	(17)	(23)
Commissions perçues	57	0
Autres produits d'exploitation	9	5
<b>TOTAL</b>	<b>63</b>	<b>(8)</b>

#### 36.2. Transactions avec les principaux dirigeants

Le Groupe a retenu comme parties liées au sens de la norme IAS 24, les administrateurs et mandataires sociaux ou principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Groupe ou de ses principales filiales.

Ont été prises en compte les sommes effectivement payées ou provisionnées par toutes les entités du Groupe au titre de rémunération, y inclus les cotisations patronales, jetons de présences et autres avantages de toute nature.

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Avantages à court terme	1.382	1.329
<b>TOTAL</b>	<b>1.382</b>	<b>1.329</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

Une provision pour avantage au personnel de EUR 2,2 millions est également enregistrée. Elle est payable au terme de la collaboration.

38. RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET HONORAIRES DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Rémunération allouée aux organes d'administration	618	505
Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	95	95

39. INFLUENCE DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

**39.1. Acquisition d'entreprises durant l'exercice**

Le 31 Octobre 2015, PKB Privatbank AG, Lugano a vendu la totalité du capital de PKB Privatbank Ltd, Antigua à un groupe financier de renommée internationale.

Le prix final à recevoir de la part de l'acquéreur de la filiale a été estimé sur base de la moyenne des actifs sous gestion évaluée sur la période de référence à laquelle il est ensuite appliqué un taux tel que défini dans le contrat de vente. Ainsi un produit supplémentaire à recevoir a été estimé à EUR 5,6 millions.

La plus-value constatée en consolidation sur la cession de la filiale s'élève à EUR 10,1 millions.

À la date de la vente, le bilan de la banque était la suivante:

en milliers de CHF	31/10/2015
Trésorerie	1
Créances sur établissement de crédit	231.343
Créances sur la clientèle	13.342
Titres destinés au trading	0
Investissements financiers	7.924
Participations	0
Immobilisations	712
Immobilisations incorporelles	0
Comptes de régularisation	730
Autres actifs	1.593
Dettes envers des établissements de crédit	(5)
Dettes envers la clientèle	(228.585)
Comptes de régularisation	(490)
Autres passifs	(1.032)
Provisions	(519)
<b>Actif Net</b>	<b>25.014</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

### 39.2. Influence sur le résultat consolidé des entreprises cédées

Dans les États financiers consolidés, les actifs et passifs de PKB Privatbank LTD, Antigua, ne sont plus pris en compte ; sont intégrés dans l'état du résultat global les coûts et les revenus que PKB Antigua a enregistré à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2015 au 31 Octobre 2015, le jour où le Groupe a effectivement perdu le contrôle de la banque, et qui sont résumés dans le tableau suivant :

en milliers de EUR	31/10/2015
Intérêts nets	684
Commissions nettes	8.167
Résultat d'opération de trading	0
Autres produits	58
Autres charges	(40)
Charges générales d'exploitation	(4.341)
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(40)
Coût du risque	0
Impôts sur le résultat	0
<b>Résultat net</b>	<b>4.488</b>

#### 40. INFORMATIONS SECTORIELLES

Les informations sectorielles sont données aux pages suivantes. Le Groupe a retenu les secteurs suivants:

##### *Secteurs économiques*

- Banques: regroupant toutes les activités bancaires et à caractère financier ;
- Immobilier ;
- Agriculture ;
- Autres: regroupant les sociétés de prestations de services et activités résiduelles.

##### *Secteurs géographiques*

- Europe ;
- Amériques: regroupant les activités aux États-Unis et à Antigua (W.I.) ;
- Australie.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

**40.1. État consolidé de la situation financière par secteur d'activité**

en milliers de EUR

	31/12/2015				Total
	Banques et finances	Immobilier	Agriculture	Autres	
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.105.538	0	0	98	1.105.636
Créances sur établissements de crédit	490.407	2.030	78	0	492.515
Créances sur la clientèle	1.731.403	293	0	18	1.731.714
Instruments financiers disponibles à la vente	181.166	2	0	0	181.168
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	97.570	0	0	228	97.798
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	243.358	1.109	0	0	244.467
Entreprises non consolidées	1.884	35	0	0	1.919
Participations mises en équivalence	5.667	8.255	0	0	13.922
Immobilisations corporelles	70.632	18.985	9.747	10	99.374
Immobilisations incorporelles	23.834	0	0	257	24.091
Autres actifs	34.824	282	4.130	1.099	40.335
Comptes de régularisation	22.436	806	1	0	23.243
Actifs d'impôts courants et différés	6.883	0	0	0	6.883
Écarts d'acquisition	9.121	1.274	134	0	10.529
<b>Total Actif</b>	<b>4.024.723</b>	<b>33.071</b>	<b>14.090</b>	<b>1.710</b>	<b>4.073.594</b>
Dettes envers des banques centrales	170.087	0	0	0	170.087
Dettes envers des établissements de crédit	172.724	20.145	0	0	192.869
Dettes envers la clientèle	3.082.249	2.034	757	2	3.085.042
Instruments financiers dérivés	35.737	0	0	0	35.737
Dettes représentées par un titre	158	0	0	0	158
Autres passifs	29.742	697	2.696	2	33.137
Comptes de régularisation	31.414	34	5	2	31.455
Provisions pour risques et charges	77.710	65	0	0	77.775
<b>Total Dettes</b>	<b>3.599.821</b>	<b>22.975</b>	<b>3.458</b>	<b>6</b>	<b>3.626.260</b>

31/12/2014				
Banques et finances	Immobilier	Agriculture	Autres	Total
849.370	0	0	148	849.518
649.231	706	50	0	649.987
1.561.528	52	0	9	1.561.589
219.445	2	0	0	219.447
187.360	0	0	2.634	189.994
155.552	1.612	0	1.341	158.505
3.055	576	0	0	3.631
5.062	10.554	0	0	15.616
66.361	7.645	9.536	15	83.557
27.079	0	0	232	27.311
27.110	1.267	4.103	996	33.476
29.586	1.089	3	111	30.789
6.360	0	0	0	6.360
9.121	1.274	134	0	10.529
<b>3.796.220</b>	<b>24.777</b>	<b>13.826</b>	<b>5.486</b>	<b>3.840.309</b>
160.912	0	0	0	160.912
27.675	12.123	0	0	39.798
3.051.886	385	766	4	3.053.041
33.577	0	0	0	33.577
0	0	0	0	0
35.419	504	2.728	0	38.651
29.661	33	4	3	29.701
70.997	74	0	0	71.071
<b>3.410.127</b>	<b>13.119</b>	<b>3.498</b>	<b>7</b>	<b>3.426.751</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

#### 40.2. État consolidé du résultat global par secteur d'activités

en milliers de EUR	31/12/2015				
	Banques et finances	Immobilier	Agriculture	Autres	Total
Intérêts et produits assimilés	37.715	44	1	3	37.763
Intérêts et charges assimilées	(4.454)	(940)	0	0	(5.394)
Gains (pertes) sur instruments financiers FVTPL	5.355	(4)	0	30	5.381
Gains (pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente	4.167	0	0	0	4.167
Commissions perçues	129.780	0	0	0	129.780
Commissions versées	(21.074)	(111)	0	0	(21.185)
Autres produits d'exploitation	12.395	5.381	454	104	18.334
Autres charges d'exploitation	(582)	(3.164)	(31)	(93)	(3.870)
Charges générales d'exploitation	(123.178)	(309)	(6)	(354)	(123.847)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(14.347)	(23)	(1)	(7)	(14.378)
Coût du risque	(9.378)	0	0	0	(9.378)
Gains (pertes) nets sur les entreprises non consolidées	(320)	(541)	0	0	(861)
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	1.088	69	0	0	1.157
Autres gains (pertes) nets sur participations mises en équivalence	(23)	0	0	0	(23)
Autres gains (pertes) nets sur entreprises liées	9.818	0	0	0	9.818
Résultat avant impôts	26.962	402	417	(317)	27.464
Impôts sur les bénéfices	(4.208)	0	0	(8)	(4.216)
Résultat net	22.754	402	417	(325)	23.248
dont participations ne donnant pas le contrôle	(394)	520	120	0	246
<b>Résultat net de l'exercice (part du Groupe)</b>	<b>23.148</b>	<b>(118)</b>	<b>297</b>	<b>(325)</b>	<b>23.002</b>

31/12/2014					
	Banques et finances	Immobilier	Agriculture	Autres	Total
	35.736	100	0	14	35.850
	(5.183)	(840)	0	0	(6.023)
	4.723	54	0	248	5.025
	5.464	0	0	0	5.464
	130.032	0	0	8	130.040
	(22.780)	(81)	0	0	(22.861)
	12.601	3.652	153	167	16.573
	(741)	(1.652)	(523)	(240)	(3.156)
	(108.433)	(277)	(5)	(488)	(109.203)
	(10.685)	(5)	0	(5)	(10.695)
	(9.931)	0	0	0	(9.931)
	(301)	21	0	0	(280)
	729	56	0	0	785
	(146)	0	0	0	(146)
	0	0	0	0	0
	31.085	1.028	(375)	(296)	31.442
	(6.281)	(1)	0	(6)	(6.288)
	24.804	1.027	(375)	(302)	25.154
	(346)	521	44	0	219
	<b>25.150</b>	<b>506</b>	<b>(419)</b>	<b>(302)</b>	<b>24.935</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

**40.2. État consolidé du résultat global par secteur d'activités (suite)**

en milliers de EUR

	31/12/2015				
	Banques et finances	Immobilier	Agriculture	Autres	Total
<b>Autres éléments du résultat global</b>					
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers disponibles à la vente	494	0	0	0	494
Écarts actuariels concernant les avantages postérieurs à l'emploi	(3.068)	0	0	0	(3.068)
Différence de conversion	23.755	534	(105)	321	24.505
Impôts sur les autres éléments du résultat global	603	0	0	0	603
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>21.784</b>	<b>534</b>	<b>(105)</b>	<b>321</b>	<b>22.534</b>
dont participations ne donnant pas le contrôle	(537)	320	(15)	0	(232)
<b>Total autres éléments du résultat global (part du Groupe)</b>	<b>22.321</b>	<b>214</b>	<b>(90)</b>	<b>321</b>	<b>22.766</b>
Résultat net de l'exercice	22.754	402	417	(325)	23.248
Total autres éléments du résultat global	21.784	534	(105)	321	22.534
Total du résultat global	44.538	936	312	(4)	45.782
dont participations ne donnant pas le contrôle	(931)	840	105	0	14
<b>Total du résultat global (part du Groupe)</b>	<b>45.469</b>	<b>96</b>	<b>207</b>	<b>(4)</b>	<b>45.768</b>

31/12/2014				
Banques et finances	Immobilier	Agriculture	Autres	Total
1.934	309	0	0	2.243
(13.512)	0	0	0	(13.512)
4.522	680	479	63	5.744
2.093	0	0	0	2.093
<b>(4.963)</b>	<b>989</b>	<b>479</b>	<b>63</b>	<b>(3.432)</b>
(450)	370	47	0	(33)
<b>(4.513)</b>	<b>619</b>	<b>432</b>	<b>63</b>	<b>(3.399)</b>
24.804	1.027	(375)	(302)	25.154
(4.963)	989	479	63	(3.432)
19.841	2.016	104	(239)	21.722
(796)	891	91	0	186
<b>20.637</b>	<b>1.125</b>	<b>13</b>	<b>(239)</b>	<b>21.536</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

### 40.3. État consolidé de la situation financière par secteur géographique

en milliers de EUR	31/12/2015			
	Europe	Amériques	Australie	Total
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.105.636	0	0	1.105.636
Créances sur établissements de crédit	300.840	191.597	78	492.515
Créances sur la clientèle	1.721.908	9.806	0	1.731.714
Instruments financiers disponibles à la vente	181.168	0	0	181.168
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	97.798	0	0	97.798
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	244.467	0	0	244.467
Entreprises non consolidées	1.919	0	0	1.919
Participations mises en équivalence	12.610	1.312	0	13.922
Immobilisations corporelles	81.093	8.534	9.747	99.374
Immobilisations incorporelles	24.091	0	0	24.091
Autres actifs	30.449	5.756	4.130	40.335
Comptes de régularisation	22.211	1.031	1	23.243
Actifs d'impôts courants et différés	6.883	0	0	6.883
Écarts d'acquisition	10.395	0	134	10.529
<b>Total Actif</b>	<b>3.841.468</b>	<b>218.036</b>	<b>14.090</b>	<b>4.073.594</b>
Dettes envers des banques centrales	170.087	0	0	170.087
Dettes envers des établissements de crédit	176.242	16.627	0	192.869
Dettes envers la clientèle	2.790.954	293.331	757	3.085.042
Instruments financiers dérivés	35.737	0	0	35.737
Dettes représentées par un titre	158	0	0	158
Autres passifs	26.932	3.509	2.696	33.137
Comptes de régularisation	31.037	413	5	31.455
Provisions pour risques et charges	77.703	72	0	77.775
<b>Total Dettes</b>	<b>3.308.850</b>	<b>313.952</b>	<b>3.458</b>	<b>3.626.260</b>

31/12/2014				
	Europe	Amériques	Australie	Total
	849.515	3	0	849.518
	309.512	340.425	50	649.987
	1.543.970	17.619	0	1.561.589
	219.447	0	0	219.447
	189.994	0	0	189.994
	149.441	9.064	0	158.505
	3.631	0	0	3.631
	12.050	3.566	0	15.616
	68.625	5.396	9.536	83.557
	27.311	0	0	27.311
	22.707	6.666	4.103	33.476
	29.170	1.616	3	30.789
	6.360	0	0	6.360
	10.395	0	134	10.529
	<b>3.442.128</b>	<b>384.355</b>	<b>13.826</b>	<b>3.840.309</b>
	160.912	0	0	160.912
	27.176	12.622	0	39.798
	2.514.157	538.118	766	3.053.041
	33.577	0	0	33.577
	0	0	0	0
	29.134	6.789	2.728	38.651
	28.984	713	4	29.701
	70.919	152	0	71.071
	<b>2.864.859</b>	<b>558.394</b>	<b>3.498</b>	<b>3.426.751</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

#### 40.4. État consolidé du résultat global par secteur géographique

en milliers de EUR

	31/12/2015			
	Europe	Amériques	Australie	Total
Intérêts et produits assimilés	36.478	1.284	1	37.763
Intérêts et charges assimilées	(4.412)	(982)	0	(5.394)
Gains (pertes) sur instruments financiers FVTPL	5.381	0	0	5.381
Gains (pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente	4.167	0	0	4.167
Commissions perçues	114.259	15.521	0	129.780
Commissions versées	(17.263)	(3.922)	0	(21.185)
Autres produits d'exploitation	13.075	4.805	454	18.334
Autres charges d'exploitation	(2.169)	(1.670)	(31)	(3.870)
Charges générales d'exploitation	(117.126)	(6.708)	(13)	(123.847)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(14.114)	(263)	(1)	(14.378)
Coût du risque	(9.378)	0	0	(9.378)
Gains (pertes) nets sur entreprises non consolidées	(861)	0	0	(861)
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	1.133	24	0	1.157
Autres gains (pertes) nets sur participations mises en équivalence	(23)	0	0	(23)
Autres gains (pertes) nets sur entreprises liées	9.818	0	0	9.818
Résultat avant impôts	18.965	8.089	410	27.464
Impôts sur les bénéfices	(3.849)	(367)	0	(4.216)
Résultat net	15.116	7.722	410	23.248
dont participations ne donnant pas le contrôle	(41)	167	120	246
<b>Résultat net de l'exercice (part du groupe)</b>	<b>15.157</b>	<b>7.555</b>	<b>290</b>	<b>23.002</b>

31/12/2014				
	Europe	Amériques	Australie	Total
	34.475	1.375	0	35.850
	(5.009)	(1.014)	0	(6.023)
	5.025	0	0	5.025
	5.464	0	0	5.464
	112.288	17.752	0	130.040
	(17.726)	(5.135)	0	(22.861)
	12.216	4.204	153	16.573
	(1.469)	(1.164)	(523)	(3.156)
	(102.868)	(6.323)	(12)	(109.203)
	(10.446)	(249)	0	(10.695)
	(9.948)	17	0	(9.931)
	(280)	0	0	(280)
	901	(116)	0	785
	(146)	0	0	(146)
	0	0	0	0
	22.477	9.347	(382)	31.442
	(6.229)	(59)	0	(6.288)
	16.248	9.288	(382)	25.154
	48	127	44	219
	<b>16.200</b>	<b>9.161</b>	<b>(426)</b>	<b>24.935</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
AUTRES INFORMATIONS

**40.4. État consolidé du résultat global par secteur géographique (suite)**

en milliers de EUR	31/12/2015			
	Europe	Amériques	Australie	Total
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers disponibles à la vente	494	0	0	494
Écarts actuariels concernant les avantages postérieurs à l'emploi	(3.068)	0	0	(3.068)
Différence de conversion	22.465	2.146	(106)	24.505
Impôts sur les autres éléments du résultat global	603	0	0	603
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>20.494</b>	<b>2.146</b>	<b>(106)</b>	<b>22.534</b>
dont participations ne donnant pas le contrôle	(370)	153	(15)	(232)
<b>Total autres éléments du résultat global (part du Groupe)</b>	<b>20.864</b>	<b>1.993</b>	<b>(91)</b>	<b>22.766</b>
Résultat net de l'exercice	15.116	7.722	410	23.248
Total autres éléments du résultat global	20.494	2.146	(106)	22.534
Total du résultat global	35.610	9.868	304	45.782
dont participations ne donnant pas le contrôle	(411)	320	105	14
<b>Total du résultat global (part du Groupe)</b>	<b>36.021</b>	<b>9.548</b>	<b>199</b>	<b>45.788</b>

31/12/2014				
	Europe	Amériques	Australie	Total
	1.934	309	0	2.243
	(13.512)	0	0	(13.512)
	3.578	1.682	484	5.744
	2.093	0	0	2.093
	<b>(5.907)</b>	<b>1.991</b>	<b>484</b>	<b>(3.432)</b>
	(371)	291	47	(33)
	<b>(5.536)</b>	<b>1.700</b>	<b>437</b>	<b>(3.399)</b>
	16.248	9.288	(382)	25.154
	(5.907)	1.991	484	(3.432)
	10.341	11.279	102	21.722
	(323)	418	91	186
	<b>10.664</b>	<b>10.861</b>	<b>11</b>	<b>21.536</b>

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

## GESTION DES RISQUES

## 41. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

**41.1. Actifs financiers à la juste valeur**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Créances sur établissements de crédit	492.509	649.987
Créances sur la clientèle	1.742.633	1.570.616
Instruments financiers disponibles à la vente	181.166	219.445
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	97.798	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	247.025	160.714
<b>TOTAL</b>	<b>2.761.131</b>	<b>2.790.756</b>

**41.2. Actifs financiers à la valeur comptable**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Créances sur établissements de crédit	492.515	649.987
Créances sur la clientèle	1.731.714	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	181.168	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	97.798	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	244.467	158.505
<b>TOTAL</b>	<b>2.747.662</b>	<b>2.779.522</b>

**41.3. Passifs financiers à la juste valeur**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Dettes envers des banques centrales	169.713	160.701
Dettes envers des établissements de crédit	192.870	39.798
Dettes envers la clientèle	3.085.042	3.053.041
Instruments financiers dérivés	35.737	33.577
Dettes représentées par un titre	158	0
<b>TOTAL</b>	<b>3.483.520</b>	<b>3.287.117</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

#### 41.4. Passifs financiers à la valeur comptable

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Dettes envers des banques centrales	170.087	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	192.869	39.798
Dettes envers la clientèle	3.085.042	3.053.041
Instruments financiers dérivés	35.737	33.577
Dettes représentées par un titre	158	0
<b>TOTAL</b>	<b>3.483.893</b>	<b>3.287.328</b>

#### 42. ACTIFS FINANCIERS, VENTILATION PAR DEVISE

##### 42.1. Au 31 décembre 2015

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Créances sur établissements de crédit	151.314	264.917	20.535	55.749	492.515
Créances sur la clientèle	731.215	119.663	840.163	40.673	1.731.714
Instruments financiers disponibles à la vente	175.123	506	5.539	0	181.168
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	63.222	2.270	32.267	39	97.798
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	110.569	19.692	113.874	332	244.467
<b>TOTAL</b>	<b>1.231.443</b>	<b>407.048</b>	<b>1.012.378</b>	<b>96.793</b>	<b>2.747.662</b>

##### 42.2. Au 31 décembre 2014

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Créances sur établissements de crédit	222.998	309.148	36.102	81.739	649.987
Créances sur la clientèle	741.964	155.536	636.907	27.182	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	213.870	551	5.026	0	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	138.093	2.046	49.574	281	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	67.215	15.992	70.831	4.467	158.505
<b>TOTAL</b>	<b>1.384.140</b>	<b>483.273</b>	<b>798.440</b>	<b>113.669</b>	<b>2.779.522</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

43. PASSIFS FINANCIERS, VENTILATION PAR DEVISE

**43.1. Au 31 décembre 2015**

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Dettes envers des banques centrales	170.087	0	0	0	170.087
Dettes envers des établissements de crédit	92.050	34.520	49.998	16.301	192.869
Dettes envers la clientèle	1.647.610	959.524	407.190	70.718	3.085.042
Instruments financiers dérivés	0	18	35.702	17	35.737
Dettes représentées par un titre	0	0	0	158	158
<b>TOTAL</b>	<b>1.909.747</b>	<b>994.062</b>	<b>492.890</b>	<b>87.194</b>	<b>3.483.893</b>

**43.2. Au 31 décembre 2014**

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Dettes envers des banques centrales	160.912	0	0	0	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	7.429	13.509	12.689	6.171	39.798
Dettes envers la clientèle	1.685.067	933.670	357.787	76.517	3.053.041
Instruments financiers dérivés	0	140	33.436	1	33.577
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1.853.408</b>	<b>947.319</b>	<b>403.912</b>	<b>82.689</b>	<b>3.287.328</b>

44. ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS

**44.1. Perte de valeur**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Créances sur la clientèle	(6.839)	(4.173)
Instruments financiers disponibles à la vente	(332)	(930)
<b>TOTAL</b>	<b>(7.171)</b>	<b>(5.103)</b>

**44.2. Revenu d'intérêts sur actifs dépréciés**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Créances sur la clientèle	3.421	1.268
Instruments financiers disponibles à la vente	0	182
<b>TOTAL</b>	<b>3.421</b>	<b>1.450</b>

**44.3. Utilisation de garanties reçues**

Au cours des exercices 2015 et 2014, le Groupe n'a réalisé aucun actif reçu en garantie des crédits accordés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

#### 44.4. Fair value des garanties reçues

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Garanties reçues	393.499	436.395
<b>TOTAL</b>	<b>393.499</b>	<b>436.395</b>

En 2015, le Groupe n'a pas cédé ou donné en gage des garanties reçues.

#### 45. MÉTHODE D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

##### ■ NIVEAU 1

*Instrument financiers faisant l'objet de prix de marché cotés :*

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables. Il comprend notamment les actions et les obligations liquides, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options...), les parts de fonds dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement ;

##### ■ NIVEAU 2

*Instrument financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables :*

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont la valorisation repose sur le prix d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Ce niveau comprend notamment les actions et obligations de faible liquidité, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les opérations de pension de courte maturité qui ne sont pas valorisées sur la base d'un cours de cotation directement observé sur le marché, les parts de fonds pour lesquelles la liquidité est assurée de façon régulière, les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré dont les techniques de valorisation reposent sur des paramètres observables ainsi que les dettes structurées émises dont la valorisation ne fait appel qu'à des paramètres observables ;

##### ■ NIVEAU 3

*Instrument financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables :*

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou en partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables pour le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

#### 45.1. Au 31 décembre 2015

en milliers de EUR	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
Instruments financiers disponibles à la vente	163.550	17.616	0	181.166
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	89.053	7.894	851	97.798
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	247.025	0	0	247.025
<b>TOTAL</b>	<b>499.628</b>	<b>25.510</b>	<b>851</b>	<b>525.989</b>
Instruments financiers dérivés (passif)	35.697	40	0	35.737
Dettes représentées par un titre	0	158	0	158
<b>TOTAL</b>	<b>35.697</b>	<b>198</b>	<b>0</b>	<b>35.895</b>

#### 45.2. Au 31 décembre 2014

en milliers de EUR	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
Instruments financiers disponibles à la vente	169.251	50.194	2	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	138.836	49.934	1.224	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	158.505	0	0	158.505
<b>TOTAL</b>	<b>466.592</b>	<b>100.128</b>	<b>1.226</b>	<b>567.946</b>
Instruments financiers dérivés (passif)	33.435	142	0	33.577
<b>TOTAL</b>	<b>33.435</b>	<b>142</b>	<b>0</b>	<b>33.577</b>

#### 45.3. Fair value d'actifs financiers, mouvement de l'évaluation dans le niveau 3

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Valeur au début de l'exercice</b>	<b>1.226</b>	<b>1.433</b>
<b>Variations de l'exercice</b>	<b>(403)</b>	<b>(207)</b>
■ Gains (pertes) reconnus en résultat	267	233
■ Acquisitions et cessions, nettes	(381)	(405)
■ Reclassement en autres postes	(289)	(35)
<b>Valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>823</b>	<b>1.226</b>

#### 44.4. Instruments financiers non cotés, analyse par nature

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Actions et autres instruments à revenu variable	853	1.226
<b>TOTAL</b>	<b>853</b>	<b>1.226</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

46 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT HORS GARANTIES ET REHAUSSEMENT DE CRÉDIT

Les informations fournies dans le tableau suivant ne prennent pas en compte des garanties reçues en déduction de l'exposition maximale au risque de crédit.

Une information détaillée de ces engagements reçus est présentée en note 36.

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.105.636	849.518
Créances sur établissements de crédit	492.515	649.987
Créances sur la clientèle	1.731.714	1.561.589
Instruments financiers disponible à la vente	181.168	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	97.798	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	244.467	158.505
Entreprises non consolidées	1.919	3.631
Participations mises en équivalence	13.922	15.616
Immobilisations corporelles	99.374	83.557
Immobilisations incorporelles	24.091	20.852
Autres actifs	40.335	33.476
<b>TOTAL</b>	<b>4.032.939</b>	<b>3.786.172</b>
Engagements de financements donnés	1.584.063	1.551.228
Engagements de garantie donnés	78.962	75.771
<b>TOTAL</b>	<b>1.663.025</b>	<b>1.626.999</b>
<b>TOTAL EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT</b>	<b>5.695.964</b>	<b>5.413.171</b>

47. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE: QUALITÉ DU CRÉDIT

47.1 Au 31 décembre 2015

en milliers de EUR	valeur brute	réduction de valeur	valeur nette
Crédits à encours normal	1.680.207	(1.736)	1.678.471
Crédits échus, mais non dépréciés	18.498	(83)	18.415
Crédits dépréciés	83.794	(48.966)	34.828
<b>TOTAL NET</b>	<b>1.782.499</b>	<b>(50.785)</b>	<b>1.731.714</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

**47.2. Au 31 décembre 2014**

en milliers de EUR	valeur brute	réduction de valeur	valeur nette
Crédits à encours normal	1.523.313	(1.883)	1.521.430
Crédits échus, mais non dépréciés	4.012	(73)	3.939
Crédits dépréciés	79.598	(43.378)	36.220
<b>TOTAL NET</b>	<b>1.606.923</b>	<b>(45.334)</b>	<b>1.561.589</b>

**47.3. Échéance des crédits échus mais non dépréciés**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
jusqu'à 1 mois	15.961	0
plus de 1 mois à 3 mois	2.091	0
plus de 3 mois à 6 mois	363	1.477
plus de 6 mois à 1 an	0	2.462
<b>Valeur nette</b>	<b>18.415</b>	<b>3.939</b>

**48. COMPOSITION DES CRÉDITS, NET DE RÉDUCTIONS DE VALEUR**
**48.1. Au 31 décembre 2015**

en milliers de EUR	à encours normal	échus, mais non dépréciés	dépréciés	Total
prêts hypothécaires	983.325	7.703	2.596	993.624
prêts avec autres garanties	621.980	9.055	27.270	658.305
prêts sans aucune garantie	73.166	1.657	4.962	79.785
<b>TOTAL</b>	<b>1.678.471</b>	<b>18.415</b>	<b>34.828</b>	<b>1.731.714</b>

**48.2. Au 31 décembre 2014**

en milliers de EUR	à encours normal	échus, mais non dépréciés	dépréciés	Total
prêts hypothécaires	777.443	0	11.485	788.928
prêts avec autres garanties	674.469	0	13.272	687.741
prêts sans aucune garantie	69.517	3.939	11.464	84.920
<b>TOTAL</b>	<b>1.521.429</b>	<b>3.939</b>	<b>36.221</b>	<b>1.561.589</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

#### 48. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE: NOTATION DU RISQUE DE CRÉDIT / RATING

La notation de risque de crédit (rating) est une classification faite dans le cadre du suivi du risque de crédit. Le rating résulte d'une évaluation effectuée par des personnes qualifiées sur la base des éléments suivants :

- l'analyse des antécédents financiers de chaque débiteur (contrepartie individuelle), en particulier pour ce qui a trait à son aptitude à rembourser ses dettes et à la probabilité d'une défaillance ;
- la qualité et la sécurité d'un actif (obligations ou actions) au vu de la santé financière de l'émetteur, qui permet d'apprécier la probabilité qu'un émetteur soit capable de payer les intérêts et le principal en temps et en heure.

#### 49.1. Rating selon notation interne

*(limitée aux crédits à encours normal, net de réductions de valeur)*

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Haut niveau	1.279.163	1.151.728
Niveau standard	138.299	226.075
Niveau inférieur	261.009	143.627
<b>TOTAL</b>	<b>1.678.471</b>	<b>1.521.430</b>

#### 49.2. Notation du rating interne

notation interne

##### haut niveau

Niveau du risque minimum; le remboursement de crédit et des intérêts est sûr, même en cas de changements futurs des conditions économiques

##### niveau standard

Bonne qualité du crédit; degré moyen de protection; la capacité réelle de remboursement est sûre, mais pas aussi sûre pour le futur

##### niveau inférieur

Il existe la possibilité concrète que le crédit ou l'intérêt ne soit pas remboursé; garanties limitées

#### 49.3. Notation équivalente du rating interne

notation interne	notations équivalentes	
	MOODY'S	S&P
haut niveau	Aaa - Aa	AAA - AA
niveau standard	A - Baa	A - BBB
niveau inférieur	Ba - B	BB - B

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

50. VARIATION DE LA CORRECTION DE VALEUR SUR CRÉANCES DOUTEUSES

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Correction de valeur au début de l'exercice	(45.334)	(40.567)
Effet de change	(1.126)	(197)
Dotation de l'exercice	(8.651)	(5.941)
Reprise des corrections de valeur	2.797	562
Corrections de valeur utilisée	1.543	809
Reclassement	(14)	0
<b>Correction de valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>(50.785)</b>	<b>(45.334)</b>

51. CONCENTRATION DU RISQUE (à la date de clôture, net de réductions de valeur)

51.1. Ventilation par secteur d'activité (avant déduction des garanties)

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Services financiers	9.359	3.387
Industrie	81.387	71.694
Constructions et immobilier	132.407	146.465
Commerce de détail et de gros	165.612	130.441
Autres services	1.304.676	77.399
Autres	38.273	1.132.203
<b>TOTAL</b>	<b>1.731.714</b>	<b>1.561.589</b>

51.2. Ventilation par secteur d'activité (après déduction des garanties)

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Services financiers	9.359	3.387
Industrie	81.387	71.694
Constructions et immobilier	132.407	146.465
Commerce de détail et de gros	165.612	130.441
Autres services	76.901	77.399
Autres	28.806	46.413
<b>TOTAL</b>	<b>494.472</b>	<b>475.799</b>

51.3. Ventilation par zone géographique (avant déduction des garanties)

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Europe (Euro zone)	595.528	689.895
Europe (non-Euro zone)	906.377	657.107
Amériques	127.154	169.972
Autres	102.655	44.615
<b>TOTAL</b>	<b>1.731.714</b>	<b>1.561.589</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

**51.4. Ventilation par zone géographique (après déduction des garanties)**

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Europe (Euro zone)	472.005	464.337
Europe (non-Euro zone)	16.473	3.990
Amériques	5.802	0
Autres	192	7.472
<b>TOTAL</b>	<b>494.472</b>	<b>475.799</b>

**52. RISQUE DE LIQUIDITÉ – ANALYSE ACTIF/PASSIF PAR CATÉGORIE D'ÉCHÉANCE**

**52.1. Au 31 décembre 2015**

en milliers de EUR	à vue	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	TOTAL
<b>Total actif</b>	<b>2.327.977</b>	<b>362.303</b>	<b>223.657</b>	<b>600.418</b>	<b>338.943</b>	<b>3.853.298</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.105.636	0	0	0	0	1.105.636
Créances sur établissements de crédit	267.706	174.910	43.039	0	6.860	492.515
Créances sur la clientèle	902.265	155.402	153.846	324.804	195.397	1.731.714
Instruments financiers disponibles à la vente	18.060	17.393	8.505	82.366	54.844	181.168
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	34.310	9.693	3.359	48.924	1.512	97.798
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	4.905	14.908	144.324	80.330	244.467
<b>Total passif</b>	<b>(2.988.498)</b>	<b>(299.804)</b>	<b>(1.067)</b>	<b>(181.205)</b>	<b>(13.319)</b>	<b>(3.483.893)</b>
Dettes envers des banques centrales	0	0	0	(170.087)	0	(170.087)
Dettes envers des établissements de crédit	(171.651)	(5.915)	(988)	(996)	(13.319)	(192.869)
Dettes envers la clientèle	(2.781.110)	(293.731)	(79)	(10.122)	0	(3.085.042)
Instruments financiers dérivés	(35.737)	0	0	0	0	(35.737)
Dettes représentées par un titre	0	(158)	0	0	0	(158)
<b>NET</b>	<b>(660.521)</b>	<b>62.499</b>	<b>222.590</b>	<b>419.213</b>	<b>325.624</b>	<b>369.405</b>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

### 52.1. Au 31 décembre 2014

en milliers de EUR	à vue	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	TOTAL
<b>Total actif</b>	<b>1.605.613</b>	<b>1.215.324</b>	<b>447.461</b>	<b>265.669</b>	<b>94.973</b>	<b>3.629.040</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	849.518	0	0	0	0	849.518
Créances sur établissements de crédit	304.457	209.460	130.213	0	5.857	649.987
Créances sur la clientèle	370.842	856.830	193.987	103.303	36.627	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	19.646	50.039	62.315	50.983	36.464	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	61.145	94.155	17.363	16.327	1.004	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5	4.840	43.583	95.056	15.021	158.505
<b>Total passif</b>	<b>(2.991.107)</b>	<b>(235.395)</b>	<b>(16.821)</b>	<b>(31.116)</b>	<b>(12.889)</b>	<b>(3.287.328)</b>
Dettes envers des banques centrales	0	(130.900)	0	(30.012)	0	(160.912)
Dettes envers des établissements de crédit	(19.449)	(8.226)	0	0	(12.123)	(39.798)
Dettes envers la clientèle	(2.938.081)	(96.269)	(16.821)	(1.104)	(766)	(3.053.041)
Instruments financiers dérivés	(33.577)	0	0	0	0	(33.577)
<b>NET</b>	<b>(1.385.494)</b>	<b>979.929</b>	<b>430.640</b>	<b>234.553</b>	<b>82.084</b>	<b>341.712</b>

### 53. RISQUES DE MARCHÉ

L'évaluation quantitative du risque de marché est effectuée à partir d'une compilation de données transmises par les établissements de crédit et autres filiales du Groupe. Chaque filiale utilise des moyens propres pour suivre et valider les effets des variations des marchés sur ses portefeuilles (voir note 6.3).

#### 53.1. Risque de change

Une variation de 10 % du cours de change de l'euro aurait un impact sur le résultat de EUR 70,8 millions (2014 : EUR 71,1 millions); l'effet sur les fonds propres serait de EUR 1,3 million (2014 : 1,7 million).

Une variation de 10 % du cours de change du franc suisse aurait un impact sur le résultat de EUR

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

0,7 million (2014 : 0,2 millions); elle n'aurait aucun effet dans les fonds propres (2014 : aucun effet).

Une variation de 10 % du cours de change du dollar américain aurait un impact sur le résultat de EUR 62,9 millions (2014 : EUR 46,7 millions); elle n'aurait aucun effet dans les fonds propres (2014 : aucun effet).

### 53.2. Risque de prix

Une variation, à la baisse des valeurs de marché, de 30 % des titres en portefeuille entraînerait une charge de EUR 100,8 millions (2014 : EUR 89,2 millions); l'effet sur les fonds propres serait de EUR 49,1 millions (2014 : 50,8 millions).

### 52.3. Risque d'intérêt

Une augmentation des taux d'intérêts de 1 % sur les encours en EUR entraînerait une perte de EUR 15,6 millions (2014 : perte de EUR 16,1 millions) ; la même augmentation sur les encours en franc suisse entraînerait une perte de EUR 15,6 millions (2014 : perte de EUR 10,2 millions), tandis que pour les encours en dollar américain le profit pourrait être de EUR 0,5 million (2014 : profit de EUR 2,2 millions).

## 54. GESTION DU CAPITAL (limité aux filiales du secteur bancaire)

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
Fonds propres de base (TIER 1)	325.489	312.151
Fonds propres de base - additionnels (TIER 1)	101	0
Fonds propres complémentaires (TIER 2)	0	13.906
<b>Total des fonds propres éligibles</b>	<b>325.590</b>	<b>326.057</b>
<b>Actifs pondérés</b>	<b>1.806.677</b>	<b>1.717.475</b>
<b>Exigence minimale de fonds propres réglementaires</b>	<b>144.533</b>	<b>137.398</b>
RATIO FONDS PROPRES DE BASE (TIER 1)	18,02%	18,17%
RATIO TOTAL FONDS PROPRES ÉLIGIBLES	18,02%	18,98%

## 55. RECLASSIFICATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Conformément à la faculté admise par les amendements aux normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union Européenne le 15 octobre 2008 suite à la crise des marchés financiers internationaux, le Groupe a jugé opportun de reclasser certains instruments financiers initialement détenus à des fins de transaction qui présentent une forte absence de transactions.

Ces instruments ont été transférés de la catégorie titres en juste valeur par le résultat dans le portefeuille de titres disponibles à la vente.

Le flux de trésorerie attendu et jugé recouvrable s'élève à EUR 11,9 millions (2014 : EUR 12,1 millions).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015  
GESTION DES RISQUES

Le taux moyen d'intérêt effectif s'élève à 1,78 % (2014 : 3,19 %).

La valeur nominale des titres résiduels reclassés s'élève à EUR 11,5 millions (2014 : EUR 11,5 millions).

en milliers de EUR	31/12/2015	31/12/2014
<b>Titres à revenu fixe</b>		
Valeur au bilan à la date du reclassement	16.696	16.696
Gains (Pertes) de valeur à la date du reclassement	(278)	(278)
Juste valeur à la date du reclassement	16.418	16.418
Total des titres sortis	(5.333)	(5.333)
Gains (Pertes) de valeur de la date de reclassement	(14)	(199)
<b>Juste valeur à la clôture</b>	<b>11.071</b>	<b>10.886</b>
Gains (Pertes) de valeur de l'exercice	185	881

#### 56. PASSIFS ÉVENTUELS

Comme déjà mentionné dans le rapport 2014, les Autorités fiscales italiennes avaient contesté certaines opérations, conclues en 2008, effectuées par Cassa Lombarda sur des actions négociées dans les marchés réglementaires.

L'instance de suspension du jugement présentée par la banque a été refusée et, de ce fait, Cassa Lombarda a payé environ EUR 0,4 million au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Convaincu d'avoir agi conformément à la loi, la banque a décidé de s'opposer à tous les niveaux et degrés d'instance.

#### 57. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS APRES LA CLOTURE DE LA PERIODE

En mars 2016, COFI et les autres actionnaires de *Sartoria Saint Andrews Milano SpA* ont vendu à l'administrateur délégué de cette participation une partie des actions détenues. Afin de s'assurer sa fidélisation et tous les actionnaires étant d'accord, les actions ont été vendues à leur valeur nominale. Pour COFI, cela a comporté à une perte effective de EUR 231.537,23.





Tel. +352 45 123-1  
www.bdo.lu

1, rue Jean Piret  
Boîte Postale 351  
L-2013 Luxembourg

## RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Aux Actionnaires de  
Compagnie de l'Occident pour  
la Finance et l'Industrie S.A.  
2, rue de l'Eau  
L-1449 Luxembourg

### Rapport sur les comptes consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés ci-joints de Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie S.A., comprenant l'état de situation financière consolidée au 31 décembre 2015 ainsi que l'état de résultat global consolidé pour l'exercice clos à cette date, l'état des variations des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

#### *Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes consolidés*

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

BDO Audit, Société Anonyme  
R.C.S. Luxembourg B 147.570  
TVA LU 23425810

BDO Audit, a société anonyme incorporated in Luxembourg, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms. BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.



Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*Opinion*

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine consolidé, de la situation financière consolidée de Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie S.A. au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

**Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Le rapport de gestion consolidé, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes consolidés.

Luxembourg, le 31 mai 2016

BDO Audit  
Cabinet de révision agréé  
représenté par

Patrick Terazzi

Daniel Croisé

BDO Audit, Société Anonyme  
R.C.S. Luxembourg B 147.570  
TVA LU 23425810

BDO Audit, a *société anonyme* incorporated in Luxembourg, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms. BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.

<p style="text-align: center;">RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE DE COFI DURANT L'EXERCICE 2015</p>
--

### 1) Adhésion aux dix Principes de la Bourse de Luxembourg

Un bon régime de gouvernance d'entreprise favorise l'équilibre entre une stratégie basée sur la performance et l'adhésion à des systèmes fiables de gestion des risques et de contrôles internes. Un tel régime fait appel à la transparence et à la responsabilité de tous les organes de la société et renforce la confiance des investisseurs. Il profitera en fin de compte à tous les intervenants économiques, actionnaires, personnel, clients et fournisseurs.

La société COFI a adopté un régime de gouvernance d'entreprise conforme aux dix Principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. La société a maintenu ce régime de gouvernance tout au long de l'année 2015.

COFI met publiquement à disposition un site Internet reprenant les principaux documents et les principales informations concernant la société : [www.cofi.lu](http://www.cofi.lu).

### 2) Comply or explain

Bien que cotée sur le marché Euro MTF de la bourse de Luxembourg, la société COFI s'applique à respecter fidèlement les dix Principes de Gouvernance de la Bourse de Luxembourg. Le Conseil d'administration a cependant estimé pouvoir s'en écarter sur trois points.

Le présent rapport sur la gouvernance de COFI devrait constituer le chapitre de gouvernance d'entreprise au sein du rapport annuel relatif au même exercice (selon la recommandation 1.7 liée au Principe 1 de la Bourse de Luxembourg). Le conseil d'administration a estimé plus opportun d'établir ce rapport séparément, et de le publier avec les rapports annuels, en tant qu'annexe à ces rapports et sur le site Internet de la société afin de le mettre à disposition de tous les investisseurs.

Le Conseil d'administration n'a pas retenu l'intégralité des critères d'indépendance évoqués par la Bourse de Luxembourg (selon l'annexe D relative à la recommandation 3.5 liée au Principe 3). Il s'en explique dans le rapport annuel (annexe 1 du chapitre Gouvernance d'entreprise : la Charte) : « *Le conseil considère qu'en soi un mandat de longue durée ne met pas nécessairement en cause l'indépendance de l'administrateur qui l'exerce. De même, la mise à disposition d'administrateurs par des prestataires de services est une pratique usuelle sur la place de Luxembourg qui n'annihile pas en soi l'indépendance de celui qui exerce le mandat.* »

Le Conseil d'administration a également jugé inutile de réclamer des actionnaires souhaitant participer à une assemblée générale de devoir remplir un formulaire et l'envoyer préalablement à la tenue de la réunion. Le Conseil estime que la vérification de l'inscription au registre des actionnaires ne nécessite pas de formalité supplémentaire.

### 3) La charte de Gouvernance d'entreprise de COFI (la Charte)

La Charte de COFI explicite les règles que la société s'oblige à respecter dans la gestion des affaires. La Charte a été adaptée régulièrement durant les dernières années. Début 2015, la Charte a été amendée pour prendre en compte la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue le 13 février 2015 et arrêtant le remplacement des actions au porteur en actions nominatives. La Charte, y compris les annexes, est publiée sur le site Internet de la Société.

Tous les administrateurs ont consacré le temps nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches. Le

## RAPPORT SUR LA GOVERNANCE DE COFI DURANT L'EXERCICE 2015

Conseil d'administration a considéré que lui et les Comités spécialisés ont fonctionné correctement et conformément à la Charte de gouvernance de la Société durant l'exercice écoulé.

#### 4) Le Conseil d'administration

Le Conseil comprend trois administrateurs non-exécutifs et indépendants. Les autres administrateurs sont soit membres du Comité de direction de COFI, soit en charge d'une fonction exécutive au sein d'une des sociétés du groupe.

Chacun des administrateurs fait l'objet d'un descriptif individuel reprenant notamment ses données personnelles ainsi que ses principaux autres mandats et le nombre d'actions COFI qu'il détient, repris dans la Charte de Gouvernance ci-dessus.

Durant l'exercice 2015, le Conseil d'administration se composait de :

- Frédéric Wagner, Président du Conseil
- Massimo Trabaldo Togna, Vice-président du Conseil
- Jean Bodoni, administrateur
- Americo Bortuzzo, administrateur indépendant
- Robert Hoffmann, administrateur indépendant
- Jean Noël Lequeue, administrateur indépendant
- Bruno Panigadi, administrateur et Secrétaire du Conseil

Le Conseil s'est réuni à sept reprises durant l'exercice 2015, avec un taux de présence de 87,7 %. Pour établir et valider les résultats 2015, le Conseil s'est également réuni à deux reprises durant le premier semestre 2016, en réunions périodiques et à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires. Le Conseil a consacré ses travaux au suivi des activités et des résultats de la société. Il a notamment assumé ses responsabilités en matière d'évolution stratégique et tactique du groupe COFI.

Compte tenu des activités spécifiques de COFI, essentiellement liées à des investissements sous forme de prises de participations dans des entreprises bancaires ou de détentions immobilières, les administrateurs ont été choisis pour leurs acquis professionnels préalables qui, ensemble, représentent de longues expériences économiques et juridiques ainsi qu'en gestion de sociétés bancaires et financières.

La présentation des dossiers au Conseil d'administration, aux Comités spécialisés ou au Comité de Direction se fait en présence des spécialistes en la matière, membres ou non du Conseil, ainsi que des experts en comptabilité et du réviseur d'entreprise suivant les sujets abordés.

Chaque année, les Présidents du Conseil d'administration et du Comité d'Audit et de Compliance effectuent une visite auprès des dirigeants de PKB Privatbank et de Cassa Lombarda, les deux principales participations du groupe COFI. Durant ces jours, ils bénéficient de présentations et de discussions portant sur les activités bancaires du groupe, leurs risques, leurs bilans et leurs résultats. Les rapports qu'ils établissent à l'issue de leur visite sont distribués à l'ensemble des membres du Conseil. En 2015, les deux présidents se sont rendus fin mai au siège de PKB Privatbank à Lugano, où ils ont rencontré les dirigeants de la banque suisse, PKB Privatbank, ainsi que ceux de la banque italienne.

Le Conseil dispose désormais de trois comités spécialisés et d'un Comité de direction.

## RAPPORT SUR LA GOVERNANCE DE COFI DURANT L'EXERCICE 2015

**5) Le Comité des nominations et des rémunérations**

L'Assemblée Générale des actionnaires fixe les montants des rémunérations, honoraires et autres avantages accordés directement ou indirectement aux administrateurs, membres des Comités spécialisés ou membres du Comité de direction. Aucune option sur actions, aucun prêt n'a été accordé par COFI à l'un des membres de ces organes. Ces derniers ne bénéficient par ailleurs ni de rémunérations variables ni de régime de retraite complémentaire. Le montant total des rémunérations et honoraires accordés directement ou indirectement aux administrateurs, membres des Comités spécialisés ou membres du Comité de direction est repris dans les procès-verbaux des assemblées générales publiés sur le site Internet de la société.

Le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni en mai 2015.

Le Comité se compose de :

- Massimo Trabaldo Togna, Président du Comité
- Americo Bortuzzo, Vice-président du Comité, membre indépendant
- Robert Hoffmann, membre indépendant
- Jean Noël Lequeue, membre indépendant
- Frédéric Wagner, membre
- Jean Bodoni, Secrétaire, Président du Comité de Direction (voix consultative)

**7) Le Comité d'Audit et de Compliance**

Le Comité d'Audit et de Compliance s'est réuni à cinq reprises dans le courant de l'exercice 2015, avec un taux de présence de 100 %. Ses travaux ont essentiellement porté sur les domaines qui lui sont attribués :

- le suivi des risques,
- le suivi de la Gouvernance d'entreprise,
- les relations avec le réviseur d'entreprise,
- le suivi du bilan et des comptes de résultats,
- la surveillance du suivi des risques bancaires.

Le Comité se compose de :

- Jean Noël Lequeue, Président du Comité, membre indépendant
- Americo Bortuzzo, Vice-président du Comité, membre indépendant
- Frédéric Wagner, membre et Secrétaire du Comité

**8) Le Comité de direction**

Le Comité de direction s'est réuni à cinq reprises dans le courant de l'exercice 2015, avec un taux de présence de 93,3 %. Le Comité coordonne les décisions de gestion de COFI, société faitière du groupe. Il examine les différentes propositions d'investissements et suit les opérations en cours. Il prépare les décisions du Conseil d'administration.

Le Comité se compose de :

- Jean Bodoni, Président du Comité
- Frédéric Wagner, Vice-président du Comité
- Bruno Panigadi, membre et Secrétaire du Comité

## RAPPORT SUR LA GOVERNANCE DE COFI DURANT L'EXERCICE 2015

**9) Le Comité de stratégie bancaire**

Outre la surveillance consolidée exercée par la Banca d'Italia suivant les normes européennes, les filiales bancaires et financières du Groupe COFI sont soumises à une surveillance bancaire consolidée par FINMA, autorité suisse en matière de surveillance du secteur financier et d'assurance. Le contrôle consolidé interne a été confié par le Conseil d'administration de COFI aux organes de PKB Privatbank SA, Lugano. Le conseil d'administration a également décidé de mettre en place un Comité de stratégie bancaire couvrant ce périmètre consolidé et fixant les orientations stratégiques des activités bancaires et financières du groupe COFI.

Le Comité de stratégie bancaire est composé de :

- Frédéric Wagner, Président CdA de COFI, Président du Comité
- Massimo Trabaldo Togna, Vice-président CdA de COFI, Vice-président du Comité
- Jean Noël Lequeue, Président du Comité d'Audit et de Compliance de COFI, Secrétaire du comité
- Henry Peter, Président CdA de PKB Privatbank
- Paolo Vistalli, Administrateur délégué et Directeur Général de Cassa Lombarda
- Pierre Poncet

Membres sans droit de vote :

- Umberto Trabaldo Togna, Président de la Direction Générale de PKB Privatbank
- Luca Soncini, Directeur Général de PKB Privatbank
- Ferdinando Coda Nunziante, Directeur Général de PKB Privatbank

Le Comité s'est réuni à deux reprises en présence de la totalité de ses membres.

**10) Actionnaires**

Les droits égalitaires des actionnaires sont énumérés dans la Charte de gouvernance de la société. La Charte précise le nom des actionnaires détenant plus de 10 % des actions. Elle reprend in extenso le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration avec ses Comités spécialisés et son comité de direction. Les critères d'Indépendance des administrateurs et la Procédure pour éviter l'abus de marché forment respectivement l'annexe 1 et l'annexe 2 de la Charte.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE  
DU 15 JUIN 2016  
RESOLUTIONS

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité des voix:

- le Rapport de Gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice 2015 ;
- les comptes annuels au 31 décembre 2015, après avoir pris connaissance du Rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé ;
- l'affectation du résultat, comme proposée par le Conseil d'Administration, y compris l'attribution d'un dividende de EUR 0,51 brut par action, soit EUR 0,4335 net par action, payable à partir du 20 juin 2016 ; ce dividende sera payable aux actionnaires qui sont inscrits dans le registre des actionnaires de la société, conformément à la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 13 février 2015 ;
- le Rapport de Gestion consolidé du Conseil d'Administration pour l'exercice 2015 ;
- les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2015, après avoir pris connaissance du Rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé

et a donné décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leurs fonctions pour l'année 2015.

L'Assemblée, ayant déjà connaissance de toutes les coordonnées des candidats et de leurs plus importantes fonctions professionnelles actuelles et de celles exercées dans le passé, a décidé à l'unanimité des voix de nommer pour une durée d'une année se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle 2017 :

- Administrateurs  
Monsieur Edio Delcò  
Monsieur Jean Noël Lequeue  
Monsieur Pierre Poncet  
Monsieur Massimo Trabaldo Togna  
Monsieur Frédéric Wagner
- Réviseur d'entreprises agréé :  
ERNST & YOUNG, 35E, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

L'Assemblée a fixé à EUR 147.000,00 bruts, le montant global à allouer au Conseil d'Administration pour la rémunération et les jetons de présence des Administrateurs pour la période du mandat.

Enfin l'Assemblée a décidé de renouveler l'autorisation au Conseil d'Administration pour le rachat des actions de la "Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie" sur le système "EURO MTF", géré par la Bourse de Luxembourg, au nom de et de la part de la Société. Elle a fixé à EUR 13,00 et à EUR 17,00 les prix minimum et maximum auxquels pourront être achetées de nouvelles actions COFI jusqu'à un montant global de EUR 1.661.797,66. Cette autorisation est valable jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle 2017. Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration avec faculté de délégation, en vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation.

**COFI**  
société anonyme

**CASSA LOMBARDA SPA**

Via Manzoni 12/14 • I-20121 Milano  
Tél. +39 - 02 77 99 1 • Fax +39 - 02 760 14 372  
www.cassalombarda.it • e-mail: info@cassalombarda.it

**PKB PRIVATBANK SA**

*Siège social – Direction générale*  
Via S. Balestra 1 • CH-6900 Lugano  
Tél. +41 (0)91 913 35 35 • Fax +41 (0)91 923 35 22  
www.pkb.ch

*Succursale Bellinzona*

Viale Stazione 4 • CH-6500 Bellinzona  
Tél. +41 (0)91 874 33 33 • Fax +41 (0)91 874 33 44

*Succursale Genève*

12, Rue Charles-Galland • CH-1206 Genève  
Tél. +41 (0)22 346 91 55 • Fax +41 (0)22 346 42 56

*Succursale Lausanne*

Place Saint-François 7 • CH-1003 Lausanne  
Tél. +41 (0)21 343 36 36

*Succursale Zürich*

Tödistrasse 47 • CH-8002 Zürich  
Tél. +41 (0)44 204 34 34 • Fax +41 (0)44 204 34 35

**PKB BANCA PRIVADA (PANAMÀ) SA**

Calle 50 y Calle Elvira Méndez • PH Tower Financial Center (Towerbank) • Piso 49  
Ciudad de Panamá  
Tél. +507 294 07 00 • Fax +507 294 07 70

**DORFINA SA**

Via S. Balestra 16 • CH-6900 Lugano  
Tél. +41 (0)91 923 54 66 • Fax +41 (0)91 923 71 15  
e-mail: info@dorfina.ch

**QUINTIA SPA**

Via Filippo Turati 3 • I-20121 Milano  
Tél. +39 02 290 10 420 • Fax +39 02 290 10 407  
e-mail: info@quintia.it • quintia@quintia.it



**COFI**

société anonyme

2, rue de l'Eau • L-1449 Luxembourg  
R.C.S.: Luxembourg B 9539  
Tél. +352 29 92 30 • Fax +352 29 92 31  
[www.cofi.lu](http://www.cofi.lu) • [info@cofisa.lu](mailto:info@cofisa.lu)